

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
MESURES D'ORDRE LÉGISLATIF
PROPOSÉES
POUR RELEVER LE TAUX DE LA NATALITÉ
en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 31 mai 1912, à 1 h. 1/2

PAR

Franck CHABROL

Diplômé de l'École des Sciences Politiques
Chef-adjoint du Cabinet du Préfet de la Loire-Inférieure

Président : M. GIDE, professeur.
Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur.
 SOUCHON, professeur.

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE (VI^e)

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
MESURES D'ORDRE LÉGISLATIF
PROPOSÉES
POUR RELEVER LE TAUX DE LA NATALITÉ
en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi 31 mai 1912, à 1 h. 1/2

PAR

Franck CHABROL

Diplômé de l'École des Sciences Politiques
Chef-adjoint du Cabinet du Préfet de la Loire-Inférieure

Président : M. GIDE, *professeur.*
Suffragants { MM. DESCHAMPS, *professeur.*
 SOUCHON, *professeur.*



PARIS
JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE (VI^e)

1912

MEIS

DES

Mesures d'ordre législatif

PROPOSÉES

POUR RELEVER LE TAUX DE LA NATALITÉ en France

INTRODUCTION

Le problème de la décroissance de notre natalité est un de ceux qui préoccupent le plus, et à juste titre, l'opinion publique de notre pays. Depuis l'époque déjà éloignée — c'était vers la fin du second Empire — où les premiers cris d'alarme ont été poussés pour signaler ce péril national et particulièrement en ces dernières années, il a été beaucoup écrit, on a beaucoup discuté sur cette question : des ouvrages savants, des articles de revues et de journaux, des brochures, des conférences, les débats parlementaires ont attiré l'attention du public et il est aujourd'hui bien peu de personnes qui ne soient au courant, tout au moins grosso modo, de la situation

particulièrement fâcheuse où se trouve actuellement notre Patrie au point de vue de la population.

Mais, si des flots d'éloquence ont coulé, si des torrents d'encre ont été versés, si une imposante bibliographie s'est constituée sur cette question de la dépopulation, il faut reconnaître, non sans un peu de mélancolie, qu'il n'a été encore presque rien fait pour essayer d'enrayer ce redoutable fléau. Et cependant, ce ne sont pas les médecins qui font défaut : bien peu de personnes n'écrivent ou ne parlent sur ce sujet, sans proposer en terminant un ou plusieurs moyens destinés à relever plus ou moins infailliblement, selon le degré d'assurance de leur auteur, le taux de notre natalité. A vrai dire, ces divers remèdes se réduisent à un assez petit nombre et sauf quelques-uns issus d'imaginations par trop fantaisistes et dont l'examen ne saurait, par conséquent, trouver place dans une étude comme la nôtre, ils peuvent être groupés assez facilement en un certain nombre de catégories nettement séparées.

Ce sont ces moyens que nous proposons de passer en revue ici, ou plus exactement, car l'étude de tous les moyens projetés pour combattre la dépopulation en France nous entraînerait un peu loin, ce sont les moyens destinés à remédier à l'insuffisance de notre natalité — qui est, comme on le verra, la cause déterminante de l'état de stagnation où se débat notre pays — et parmi ceux-là, les moyens que l'on

peut attendre de la volonté du législateur, les moyens d'ordre législatif, en un mot, que nous essaierons d'examiner et d'apprécier.

L'étude de la situation actuelle de notre pays, au point de vue de la population, nous a paru au surplus un peu trop vaste et trop ardue. C'est pourquoi dans ce vaste domaine nous avons choisi un champ modeste : nous nous sommes demandé ce que le législateur pouvait faire ce qu'on lui demandait de faire, s'il convenait, comme certains le prétendent, qu'il se désintéressât absolument de la question, ou bien s'il ne seyait pas qu'il intervint à son tour pour essayer de lutter contre ce fléau national qu'est pour un grand pays, une natalité chaque année amoindrie.

Après nous être demandé — très rapidement — quelle est la situation actuelle en France au point de vue de la natalité, avoir jeté un bref coup d'œil sur le passé, essayé de prévoir l'avenir réservé à notre pays si le mouvement actuel n'est pas enrayé et si les nations voisines continuent, ce qui est vraisemblable, à nous être supérieures sous ce rapport, nous aborderons le véritable sujet de cette étude.

Ayant mesuré la grandeur du mal, essayé d'en indiquer très sommairement — car nous nous réservons d'y revenir en examinant chacun des remèdes proposés — la cause, nous passerons en revue les

différentes solutions proposées à l'initiative du législateur par des esprits douloureusement émus de la situation lamentable où se débat notre pays.

Ces moyens, ces antidotes, pourrions-nous dire, nous les grouperons pour en faciliter l'examen et rendre plus claire leur étude, en quatre groupes : nous passerons d'abord en revue ceux qui ont pour objet une modification de la législation civile, du régime institué par le Code. Puis, du droit privé nous irons dans le domaine du droit public : une seconde partie réunira les moyens qui réclament des modifications plus ou moins profondes dans notre système fiscal. Les remèdes qui consistent en des changements à apporter à certaines de nos institutions politiques et administratives feront l'objet d'un troisième groupe et nous réunirons dans un quatrième les remèdes d'ordres divers qu'il n'aura pas été possible de faire rentrer dans un des groupes précédents.

Cette classification a, sans aucun doute, le défaut d'être un peu artificielle. Mais n'est-ce pas là un inconvénient commun à la plupart des classifications ?

Nous essaierons enfin de nous demander quelles conclusions, quel enseignement il sied de tirer quand on a examiné avec toute l'impartialité, toute l'indépendance d'esprit qu'il faut apporter en abordant des études de ce genre, les différents moyens d'ordre législatif proposés.

Les remèdes de cette nature sont-ils suffisants ? Peut-on leur faire crédit pour tirer la France de la situation si fâcheuse où elle semble s'enliser chaque jour davantage, ou bien faudra-t-il, ne leur reconnaissant aucune efficacité, faire appel, comme certains, comme beaucoup le pensent et l'affirment avec énergie, à des remèdes de tout autre ordre, à des remèdes de l'ordre moral ? La vérité ne serait-elle pas dans une espèce de compromis, ou pour mieux dire d'alliance entre ces deux espèces de remèdes et ne conviendrait-il pas de les employer les uns et les autres simultanément plutôt que de se cantonner dans une hautaine indifférence devant le péril qui grandit chaque jour ? Angoissante question, puisqu'il y va de l'existence même de notre Patrie et que nous aurons à nous poser à la fin de cette étude.

On n'entend parler de toutes parts à l'heure actuelle en France que de dépopulation. Notre pays se dépeuple s'écrie-t-on à l'envi. Cette assertion est-elle rigoureusement exacte ? Hâtons-nous de le dire, elle ne l'est pas, pas encore tout au moins. Si l'on jette, en effet, les yeux sur le tableau des recensements quinquennaux dressés depuis le moment où l'on a commencé à se livrer périodiquement à cette opération de statistique, jusqu'à nos jours l'on ne constate à aucun instant que la population française ait diminué depuis le recensement précédent, sauf,

bien entendu, au dénombrement qui suivit « l'année terrible ». Il est donc inexact de prétendre que notre pays se dépeuple à l'heure actuelle. Et les résultats du dernier recensement connus depuis peu montrent que cette fois encore la France n'aura pas eu la douleur de constater une diminution dans le nombre de ses habitants.

Mais l'erreur de la veille peut être la vérité du lendemain. Si l'on ne peut relever dans les recensements quinquennaux, comme nous venons de le dire, de diminution absolue des chiffres exprimant la population, du moins peut-on constater nettement, c'est là presque un truisme, un ralentissement marqué dans l'augmentation. Alors qu'au début du siècle dernier, on voyait tous les cinq ans la population s'accroître de un million d'habitants ou plus, que de 1821 à 1831 encore nous constatons une augmentation de 2 millions d'hommes et presque autant encore de 1851 à 1861, depuis 1881 les augmentations sont devenues insignifiantes et vingt années ont été nécessaires pour porter péniblement le chiffre de la population de 37.672.000 à 38.961.945. Donc, ralentissement qui est de nature, par son intensité, à faire prévoir bientôt la stagnation.

La stagnation du reste s'est presque réalisée pendant la période 1891-1896 où la population n'a guère gagné plus de 100.000 âmes. Et si pendant la période suivante il y a eu un léger relèvement, il faut remar-

quer qu'il est dû en grande partie à des causes accidentelles, faible mortalité de 1897 et léger relèvement du nombre des étrangers.

Si donc il n'y a pas encore dépopulation au sens précis du mot, il faut reconnaître que malheureusement nous n'en sommes pas bien éloignés.

D'ailleurs, si nous considérons non plus avec des recensements, des périodes de cinq années, mais des années isolées, nous en trouvons plusieurs parmi les années récentes qui peuvent être qualifiée purement et simplement de dépopulatrices, au moins en ce qui concerne la population autochtone. Cette population, en effet, se recrute par les naissances, se détruit par les décès et l'émigration. Or, si ces deux chiffres réunis et *a fortiori* l'un d'eux pris seul, l'emportent sur le premier, il y a dépopulation effective. Dans la période 1890-1900 on a pu constater en France dans la comparaison des décès et des naissances cinq années comportant un excédent de décès contre six années se soldant par un excédent de naissances. Et si nous prenons le groupe des cinq premières années, 1891-1894, nous arrivons à un excédent quinquennal de 22.000 décès (68.000 — 46.000), résultat qui a été en partie masqué par le chevauchement des recensements.

Ce qui rend plus inquiétant la multiplication des années déficitaires dans la dernière période, c'est que ces années étaient à peu près inconnues auparavant,

qu'il y a donc bien apparition d'un phénomène non encore observé. Depuis le début du siècle précédent, on ne citait que quatre années déficitaires, toutes marquées par des catastrophes exceptionnelles, l'année du choléra 1853-1854, celle de l'invasion allemande 1870-1871. De nos jours, fait à la fois remarquable et angoissant, le déficit se produit dans des conditions normales d'existence.

Il y a donc, ou tout au moins il y a eu tout récemment des dépopulations annuelles. Ajoutons qu'il y a des dépopulations continues locales, et quand on dit locales, il faut entendre qu'il s'agit de la plus grande partie du territoire. En 1886, la population s'accroissait dans 58 départements et diminuait dans 29 par rapport à 1881. En 1891, la proportion se renverse : augmentation dans 32, diminution dans 55 départements. En 1896, 24 départements seulement s'accroissent, 63 sont en perte. En 1901, léger relèvement avec 28 départements en accroissement, 59 en perte. En 1906, 32 en augmentation ; en 1911, nouveau fléchissement avec 23 départements seulement en augmentation. Mais, le nombre de départements, dont la population diminue, est toujours supérieur à celui des départements dont la population augmente : il suffit pour s'en convaincre de consulter le relevé du mouvement annuel de la population qui paraît chaque année dans le courant de Juin au *Journal officiel*.

Certaines régions tendent par suite à devenir désertes , la Normandie est en décroissance dans presque tous ses arrondissements depuis 1826. Certains ont perdu un quart de leur population depuis cette époque. Les départements normands et certains départements garonnais perdent de 10 à 15.000 âmes à chaque recensement depuis plusieurs décades. L'Orne, en dix ans (1891-1901), a vu sa population diminuer de plus de 25.000 âmes et, depuis 1872, elle a perdu un chiffre d'environ 90.000 habitants. La Manche n'est pas mieux traitée ; le Lot, la Dordogne ont perdu depuis la même époque, l'un 75.000, l'autre 43.000 âmes. L'Yonne, pour les dix années qui vont de 1891 à 1901, arrive même à un déficit plus fort que l'Orne, 26.981 âmes en moins. La Haute-Garonne, le Puy-de-Dôme sont au premier rang également parmi les départements les plus déficitaires : ce dernier notamment qui avait déjà vu le chiffre de sa population baisser de plus de 12.000 unités pendant la période 1896-1901, révèle au dernier recensement (1911) une diminution encore bien plus sensible, presque effrayante même puisqu'elle atteint le chiffre de 10.000 âmes alors que pourtant le chef-lieu du département a vu sa population s'accroître de plus de 7.000 habitants. Et ce ne sont là que quelques exemples pris parmi les plus typiques, les plus frappants : les centres de dépression se multiplient autour de la Nor-

mandie, de la Gascogne et de la Bourgogne.

Mais, arrêtons-nous ici dans cette lamentable énumération et revenons à la situation de notre pays pris en entier. Aussi bien, est-ce la France que nous avons prise pour objet de cette étude et non point tel ou tel département, telle ou telle région en particulier.

La situation est donc loin d'être satisfaisante, il faut le reconnaître. La population française ne s'accroît chaque année que dans une très faible proportion, quelquefois même, nous venons de le voir, il lui est arrivé de diminuer, tout au moins si l'on ne considère que la balance du chiffre des naissances et des décès. Alors qu'au début et dans le courant du siècle précédent, notre pays voyait le chiffre de sa population augmenter dans des conditions, sinon considérables, du moins satisfaisantes, quand on considère des périodes de vingt années par exemple, aujourd'hui l'accroissement est presque infime pour un même laps de temps : ainsi, alors que de 1821 à 1841 le nombre des habitants de notre pays s'était élevé de 30.200.000 à 34.100.000, accusant ainsi pour ces vingt années un accroissement de près de 4 millions, alors que dans la période qui s'étend de 1851 à 1870, on peut encore noter une augmentation, moins forte sans doute déjà, mais encore très notable de près de 2.300.000 habitants, dans le même laps de temps de vingt années, la population ne s'est

accrue que de 1.300.000 habitants entre 1876 et 1896.

C'est donc un phénomène tout à fait indiscutable et indiscuté que l'accroissement de la population est très faible en France, et que la quotité de cet accroissement va en diminuant sinon tous les ans, car une période de trois cent soixante-cinq jours est un peu courte pour l'observation des mouvements démographiques, mais dont l'évidence frappe les yeux quand on considère des périodes de dix ou de vingt années.

A quoi attribuer ce mouvement, déjà si inquiétant, quand on ne considère que la France, mais qui le devient encore bien plus si l'on met en parallèle notre pays et ses voisins. La population d'un pays se recrute, à peine est-il besoin de le dire, par les naissances et se détruit par les décès. L'émigration et l'immigration jouent en outre un rôle plus ou moins important, variable suivant les pays.

Examinons donc très sommairement le mouvement des décès et celui des naissances en France. Si l'on jette un coup d'œil sur le tableau du chiffre des naissances par année dans notre pays, et sur le tableau annexe indiquant la proportion du chiffre des naissances par rapport à celui de la population globale, on ne peut pas n'être point frappé de la décroissance continuelle qui s'y manifeste. Lentement, avec une implacable régularité, comme obéissant à une loi mystérieuse, le nombre des naissances

diminue ! Certes, il est des années, notamment vers le milieu du second Empire, qui font une heureuse exception, mais ce n'est là qu'un phénomène passager, sans lendemain. Au bout de trois, quatre années, le mouvement reprend sa marche : de 33,1 0/0 en 1800, la natalité s'abaisse à 31,7 en 1820, à 27,9 en 1840, à 26,2 en 1850 ; en 1880, elle n'est plus que de 24,5, en 1900, de 22,4, en 1908, de 21,2 et en 1911, de 20,6. Alors que l'on enregistrait toujours plus de 900.000 naissances annuelles pendant les trois premiers quarts du XIX^e siècle, à partir de 1887, ce chiffre n'est plus atteint, et avec les dernières années, c'est par moins de 800 milliers que se chiffre la natalité française. Ainsi donc, pendant que la population de notre pays s'accroissait d'environ 12 millions d'unités, le nombre des naissances annuelles suivait un mouvement inverse et s'abaissait lentement. Ou et quand s'arrêtera cette marche à l'abîme ? Nul ne peut le prévoir. Qui peut dire que demain le nombre des naissances annuelles ne s'abaissera pas au-dessous de 750.000, puis au-dessous de 500.000 ?

Telle est la situation actuelle de notre pays au point de vue de la natalité. Elle est, on le voit, des plus inquiétantes et justifie les plus patriotiques angoisses. De même qu'il est triste de voir un arbre jadis puissant et touffu perdre peu à peu sa vigueur primitive, faute de sève, de même il est profondément doulou-

reux de voir les forces vives d'une grande nation comme la nôtre diminuer peu à peu, car la richesse en hommes et en hommes jeunes est pour un pays, la première des richesses. N'est-ce point J.-J. Rousseau qui disait déjà au XVIII^e siècle qu'il n'y a pour un pays « pire disette que celle des hommes ».

Mais si inquiétante que soit au point de vue qui nous occupe la situation de la France, combien cette situation est plus inquiétante encore quand on ne se borne pas à considérer notre pays seul, mais quand on le compare avec les autres nations.

A notre époque où les relations internationales sont si fréquentes et si actives, un pays n'existe pas seulement par lui-même et pour lui-même : il existe encore et surtout dans ses rapports avec les autres nations qui peuplent la surface du globe. Aucune de ces grandes collectivités humaines qu'est un pays ne peut se complaire dans ce « splendide isolement », dont il a été question ces dernières années pour l'Angleterre.

Et c'est en comparant la France avec les autres pays que l'on comprend encore davantage la grandeur et l'imminence du péril qui nous menace. C'est aujourd'hui une banalité que de mettre en présence la natalité de notre pays et celle des autres pays, principalement de ceux avec lesquels nous sommes appelés à lutter économiquement chaque jour en attendant peut-être que nous devions nous mesurer

avec eux sur d'autres terrains que celui de la concurrence commerciale et industrielle. Nous n'y insistons donc pas. Qu'il nous soit cependant permis de signaler que la natalité par 1.000 habitants atteint le chiffre de 33 en Allemagne — c'est presque exclusivement à cette forte natalité qu'est dû l'accroissement énorme de la population germanique depuis quarante ans, et qui fait qu'aujourd'hui il y a presque 2 allemands pour 1 français — que la natalité est de plus de 26 pour 1.000 en Belgique, de près de 26 en Angleterre, malgré qu'un fléchissement se soit produit depuis quelques années chez notre voisine d'outre-Manche, qu'elle dépasse 32 en Italie, 35 en Espagne, 33 en Autriche, alors que dans notre pays elle atteint à peine 20 0/00.

Mais il ne suffit pas de considérer la situation actuelle de nos voisins. Il ne suffit pas de mesurer la supériorité qu'ils ont sur nous au point de vue de la natalité : ce qui importe davantage encore, c'est de voir si le phénomène d'abaissement continu, dans le chiffre des naissances que l'on note dans notre pays, se retrouve au delà de nos frontières. Et là encore, il n'est guère permis d'être optimisme : si l'on considère le mouvement des naissances dans les différents pays d'Europe, il paraît difficile d'y découvrir une décroissance continue analogue à celle que l'on rencontre chez nous. L'on constate, il est vrai, notamment en Angleterre où de 1876 à 1907 la natalité est

descendue de 35 à 26 0/00, un abaissement très notable. En Allemagne même, on remarque, en ce moment tout au moins, un phénomène semblable quoique incomparablement moins sensible. Mais, ne sont-ce pas là des dépressions passagères, tout au moins pour l'Allemagne et faut-il se hâter de chanter victoire ? Non certes. Entraînés par la vitesse acquise, forts de l'avance qu'il ont sur nous et qui malgré tout s'augmente, nos voisins nous dominent chaque année davantage au point de vue population, d'autant plus que chez eux aussi et quelquefois même plus vite que chez nous, le taux de la mortalité baisse, par suite des conditions plus hygiéniques de l'existence. C'est donc un calcul à courte vue que de se consoler en reconnaissant le mal dont souffre le pays, mais en ajoutant « qu'importe, demain les nations voisines seront logées à la même enseigne ». Car à supposer que dans des centaines d'années d'ici les autres peuples en soient arrivés au point où nous en sommes aujourd'hui, il y aura longtemps si un mouvement de réaction ne se produit pas en France, que notre pays aura disparu, absorbé par des voisins surpeuplés. La France donne aujourd'hui au monde un triste exemple, et conséquence inquiétante pour l'avenir de notre pays, cet exemple, s'il parait suivi, ne l'est que de si loin qu'il faut se garder de voir là une atténuation à la gravité du fléau dont nous souffrons.

Mais dira-t-on peut-être, qu'importe une natalité inférieure à celle des autres pays si notre mortalité est inférieure. Nous arriverons à regagner par ce moyen là ce que nous perdons du fait de la faiblesse de notre natalité. Hélas ! c'est encore une illusion qu'il nous faut abandonner. Il est d'abord tout à fait chimérique de penser qu'une natalité inférieure à celle des autres pays puisse être compensée par une mortalité moindre. Il importe bien plus à un pays de posséder une jeunesse nombreuse et vaillante que de conserver des vieillards sans valeur économique. Et, au surplus, de par la force même des choses, le taux de la mortalité ne peut s'abaisser au-dessous d'un certain niveau. Quelque grands que soient les progrès de l'hygiène et de la médecine, on n'arrivera jamais à supprimer la mort, il est un minimum au-dessous duquel on ne peut espérer descendre.

Or, si au point de vue natalité, notre pays est dans une situation d'infériorité nettement marquée vis-à-vis des autres nations, au point de vue mortalité il n'en est pas de même heureusement, et c'est là une des raisons pour lesquelles malgré le chiffre très restreint des naissances annuelles, notre pays ne se dépeuple pas encore. Certes la mortalité est moindre dans les pays du nord de l'Europe ; de 13,6 o/oo en Suède, 13,5 en Norvège, 14,4 en Angleterre, que dans notre pays où elle est de 18,1. Mais si l'on

compare la France avec ceux situés comme elle l'est elle-même, dans la région centrale de l'Europe, on n'a que des écarts très modestes à relever : Allemagne 17,1, Pays-Bas 12,3, Belgique 16,3, Suisse 16,2, et la France est nettement supérieure aux pays de la partie méridionale de l'Europe comme l'Espagne, l'Italie, etc.

La situation chez nous au point de vue du taux de la mortalité est donc bien plus satisfaisante que celle qui est la nôtre au point de vue de la natalité, et si nous n'occupons pas le premier rang, nous occupons du moins sur l'échelle une place honorable. Néanmoins un simple coup d'œil sur les chiffres que nous avons donnés plus haut nous montre nettement qu'il serait tout à fait chimérique, ainsi d'ailleurs que nous venons de le dire, d'espérer compenser la diminution de notre natalité par le taux assez satisfaisant de notre mortalité. Certes il y a encore beaucoup à faire pour améliorer la situation sanitaire de la France et prolonger l'existence de milliers de nos compatriotes. Mais, à ce point de vue, les autres nations de l'Europe nous suivent de trop près, certaines mêmes ont l'avantage sur nous. Ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut se tourner si l'on veut que notre pays reprenne au point de vue du chiffre de sa population le rang qui lui échappe chaque jour un peu plus. C'est du côté de la natalité, du chiffre des naissances qu'il faut agir et agir énergiquement.

Ce que nous avons dit de la mortalité, à propos de l'accroissement si faible de la population française, on peut le dire également à peu de choses près de la nuptialité, c'est-à-dire de la proportion du nombre des mariages au chiffre de la population. Il serait exagéré de prétendre que le nombre plus ou moins grand des mariages n'exerce aucune action sur la natalité et par contre-coup sur l'accroissement de la population d'un pays, et nous nous réservons bien de revenir sur ce point dans le cours de cette étude. Mais, d'autre part, l'examen de la situation de la France à ce point de vue ne nous permet pas de penser que c'est de ce côté qu'il faut attendre un salut. En effet, le taux moyen (proportion des nouveaux mariés pour 1.000 habitants) calculé pour notre pays, 155, est sensiblement égal à ceux de l'Angleterre, 155, de l'Autriche 156, de la Suisse 153, il est inférieur à ceux de la Belgique 162, de l'Allemagne 161, mais supérieur à ceux des Pays-Bas 150 et de l'Italie 151 (*Journ. off.*, 25 mai 1911).

Il résulte donc de cette constatation que nous nous marions tout autant que les autres peuples de l'Europe, mais que les unions légitimes, si elles sont aussi nombreuses chez nous, sont loin d'être aussi fécondes. Et ce n'est par conséquent pas dans cette voie qu'il faut s'orienter pour relever le nombre des naissances : ce n'est pas la quantité des mariages qu'il s'agit d'augmenter, mais leur fécondité, et nous

revenons alors à la question de la natalité qui est, on le voit, le pivot de tout.

En somme, après le rapide coup d'œil jeté sur l'état des principales nations d'Europe au point de vue démographique, on peut très facilement caractériser en quelques mots la situation : le chiffre annuel des décès en France est, à peu de chose près, égal au chiffre moyen des décès chez les autres peuples, on peut en dire autant du nombre des mariages, seul le chiffre annuel des naissances fait un contraste frappant avec celui que l'on note chez les autres nations. C'est donc là qu'est le mal, c'est là qu'il faut porter le fer rouge si nous ne voulons plus être la nation qui meurt, la *dying nation* dont parlent les Anglais.

Les conséquences funestes qui résultent de l'abaissement continu du taux de notre natalité !... Elles ont été tant de fois exposées, mises en relief, que nous nous en voudrions de nous étendre longuement sur ce point.

La principale, c'est à n'en pas douter l'augmentation absolument insuffisante du chiffre de la population française. Si l'on compare la France de 1810 et celle de nos jours avec les principales nations de l'Europe à ces deux mêmes dates, on est frappé de la différence considérable qui se manifeste. Alors que notre pays n'a gagné durant ce laps de temps de cent années que 12.000.000 d'habitants, la population de la

Grande-Bretagne (Angleterre proprement dite) est passée de 10 millions à 35, celle de l'Écosse de 1.800.000 à 4.800.000, celle de l'Allemagne (territoire actuel) de 25 millions à 65, celle de l'Autriche-Hongrie de 25 millions à 51, celle de la Russie de 40 millions au maximum à 113, la population de la Belgique de 3.250.000 à 7.500.000, celle des Pays-Bas de 2.250.000 à près de 6 millions, celle de l'Espagne de 10 millions à plus de 19 millions, celle de l'Italie de 18 millions à 34.

La comparaison avec notre pays révèle donc une infériorité écrasante. Tandis que la plupart des nations que nous venons de citer ont vu leur population s'accroître pour le moins dans la proportion du simple au double, et pour certaines comme la Grande-Bretagne du simple au triple, la nôtre s'est péniblement augmentée d'un tiers seulement et encore ce tiers a-t-il été gagné presque entièrement au cours des cinquante premières années du siècle. Une telle constatation n'est-elle pas désolante à l'époque où la concurrence économique internationale se fait chaque jour plus âpre et où là plus que jamais la nécessité de posséder des bras, d'avoir du « capital humain » se fait sentir d'une manière plus impérieuse.

« C'est la vie même de la nation, comme le dit fort bien M. L. Choquard dans son ouvrage sur la dépopulation, c'est la vie même de la nation qui est en jeu, avec toutes ses manifestations intellectuelles,

avec toute sa puissance économique, avec toute sa puissance militaire. » Faut-il rappeler quel rang tenait la France au point de vue de la population et au point de vue politique, sous Louis XIV et quel rang elle tient aujourd'hui ? Faut-il répéter encore une fois, qu'au xviii^e siècle notre pays formait au milieu des grandes puissances européennes un bloc compact et redoutable de 20 millions d'individus, représentant 40 o/o de la population de ces mêmes puissances, qu'à la veille de la Révolution nous ne représentions plus que les vingt-sept centièmes et à l'aurore du xx^e siècle à peine 11 o/o de cet ensemble ?

La puissance militaire de notre pays est compromise sinon pour le présent, du moins pour l'avenir. Que la guerre vienne à éclater avec l'Allemagne, nous ne pourrons guère opposer qu'un seul soldat à deux soldats allemands. De bons esprits soutiennent que, de toutes les conséquences économiques, politiques, coloniales, celle-ci est peut-être la moins grave. Cette conclusion nous paraît quelque peu optimiste, car, enfin, s'il est exact de prétendre qu'avec les énormes masses d'hommes qui seront mobilisés, le fait d'avoir 1 ou même 2 millions de soldats de moins que l'adversaire perd de son importance à cause des conditions mêmes de la guerre moderne et des difficultés que l'on rencontrerait pour faire vivre et manœuvrer de pareilles agglomérations,

il n'en est pas moins vrai que la quantité est un facteur important de la victoire surtout quand elle se double de la qualité, et à ce point de vue, il est indiscutable que l'armée allemande ne soit plus favorisée que la nôtre : les conseils de revision d'outre-Rhin se montrent beaucoup plus sévères pour les conditions d'aptitude physique requises des jeunes recrues et il en résulte que le troupier allemand est, en général, plus robuste que le nôtre, plus apte par suite à supporter les dures fatigues d'une campagne. Et, au surplus, à supposer que le nombre ne soit pas tout sur le champ de bataille, encore ne faut-il pas pousser le raisonnement à l'extrême : si les effectifs, que notre pays peut armer à l'heure actuelle, sont encore des plus imposants et de nature à inspirer confiance, qui dit que dans dix ans, dans vingt ans, dans cinquante ans — et qu'est-ce qu'un demi-siècle dans la vie d'une nation — ils le seront encore, si le taux de notre natalité continue à s'abaisser ?

L'éminent rapporteur du budget de la guerre à la Chambre des députés, M. Clémentel, ne terminait-il pas en envisageant ce qu'on appelle d'un terme un peu impropre et exagéré encore, semble-t-il, la « crise des effectifs » et en déclarant textuellement : « On doit s'attendre pour deux classes présentes sous les drapeaux à une diminution de 32.000 hommes dans dix ans et de 58.000 dans vingt ans par rapport aux

conditions actuelles. » Et il ne s'agit là que de l'armée active ; mais ces chiffres doivent naturellement être multipliés par plusieurs unités pour l'ensemble des troupes mobilisables, puisque chaque homme, en quittant la caserne, compte dans l'armée de seconde ligne, puis dans la territoriale.

Mais, quittons le terrain de la lutte armée pour jeter un très rapide coup d'œil sur les champs de bataille de la concurrence économique : comme le dit très justement M. le professeur Gide dans la brochure intitulée : *les Conséquences économiques de la décroissance de la natalité* « quand les économistes disent : il y a 3 facteurs de la production, la terre, le capital et l'homme, il faut ajouter : le plus grand de tous, c'est l'homme » (1). Il n'est donc pas étonnant que les nations où ce facteur de la production est plus puissant et croît plus rapidement qu'ailleurs, l'emportent sur celles où le chiffre des producteurs est stationnaire ou presque. Et d'ailleurs, le tableau comparatif des importations et des exportations des diverses nations de l'Europe de 1871 à 1904 avec le nombre des naissances en sus des décès pendant la période correspondante, le démontre surabondamment : durant ce laps de temps, le chiffre d'affaires a augmenté en France de 22 0/0, en Allemagne de 81 0/0, alors que la popu-

1. *Les conséquences économiques de la décroissance de la natalité* par Ch. Gide (extrait de la *Revue économique internationale*).

lation s'est accrue de 7 o/o chez le premier de ces deux pays et de 38 o/o chez le second. On aboutirait à des constatations analogues, si l'on comparait notre pays avec l'Italie, avec l'Angleterre : là encore on noterait une augmentation parallèle de la puissance économique et du développement de la population. Et d'ailleurs n'est-ce pas une vérité évidente que la productivité dépend en grande partie du nombre des bras et que plus une nation est riche en hommes, plus elle a de chances de devenir riche en argent. La supériorité économique de nos voisins d'outre-Manche et d'outre-Rhin ne tient certainement pas seulement à cette cause, mais elle y tient très probablement pour beaucoup et d'ailleurs l'esprit le moins observateur peut-il ne pas être frappé de l'augmentation énorme de la force économique, de la richesse de l'empire allemand, augmentation qui se trouve justement coïncider avec un accroissement magnifique de la population. N'y a-t-il pas là plus et mieux qu'une coïncidence fortuite, n'y a-t-il pas là une relation presque certaine de cause à effet ?

Sur ce terrain encore la décroissance de notre natalité constitue un phénomène angoissant. Les bras manquent en France et non seulement dans l'agriculture, comme on l'affirme si souvent, mais encore dans l'industrie. N'est-il pas par exemple profondément triste de voir nos grandes compagnies de

chemins de fer obligées de par la productivité insuffisante de nos usines métallurgiques, de s'adresser en Angleterre, en Belgique pour la fabrication de leurs locomotives ? Faut-il encore faire remarquer, à l'appui de notre thèse, que pour la richesse totale notre pays, de même que pour la population, ne s'accroît pour ainsi dire pas ainsi que le démontre le tableau des variations de l'annuité successorale depuis quarante ans.

Au point de vue strictement national, une natalité plus forte entraînant comme conséquence naturelle une population plus nombreuse, plus dense, éviterait des fléaux comme celui de la mévente des vins qui depuis plusieurs années désole le midi de la France. « La mévente est forcée, a écrit encore M. Ch. Gide quand la consommation ne peut plus s'accroître : or, comment pourrait-elle s'accroître dans un pays quand la population ne peut plus s'accroître ? Comment un pays qui ne fait plus d'enfants, c'est-à-dire plus de consommateurs, peut-il s'étonner de ne plus trouver de débouchés à ses produits ? Ah ! certes on n'entendrait pas parler de la mévente des vins si la France avait gagné depuis trente ans, comme l'a fait l'Allemagne, seize millions d'habitants de plus ; même dans une année comme celle-ci (1900) il n'y aurait pas trop de vins pour tous ! Mais il y a trop de vin, trop de blé, et trop de tout, là où il n'y a pas assez d'hommes.

« Prêcher aux agriculteurs, aux industriels et aux commerçants de s'évertuer à produire d'avantage, les stimuler par l'exemple des producteurs anglais, allemands et américains, c'est se ménager les mêmes déceptions qu'un enfant qui, ne s'apercevant pas qu'il est arrivé au terme de sa croissance, continuerait à commander à un tailleur chaque année des habits plus grands et des pantalons plus larges. Il faut que chacun mesure ses vêtements à sa taille et son verre à la capacité de son gosier, et si fâcheuse que paraisse une telle perspective, la France n'évitera pour l'avenir la surproduction et la mévente que du jour où la marche de sa production se réglera sur le mouvement de sa population, c'est-à-dire sera au cran d'arrêt (1). »

Écoutons encore ce que dit M. Alcide Picard, le président autorisé de la Commission permanente des valeurs de douanes, dans le rapport annuel présenté à monsieur le ministre du Commerce et de l'Industrie pour 1911 (2). Après avoir examiné la situation de notre pays au point de vue commerce extérieur et essayé de déterminer les causes de sa si lente augmentation, il s'écrie : « des causes particulières de faiblesse dont nous souffrons, la plus efficiente, la plus angoissante pour quiconque aime d'un amour profond la vieille terre gauloise et pense à l'avenir

1. Ch. Gide, *op. cit.*

2. *Annales du commerce extérieur*, 1911.

est l'arrêt déplorable du développement de la population. Le défaut de natalité, on ne saurait trop le redire, restreint notre puissance productive et nous ne pouvons espérer y pourvoir par un emploi plus intensif du machinisme, car tous les pays font largement appel au concours des machines. Il nous empêche en outre d'assaimer à la surface du globe, d'y multiplier les foyers d'influence et de propagande commerciales. Enfin, et là réside un de ses effets les plus fâcheux, il enlève à notre marché intérieur, l'élasticité qui lui serait si précieuse, nous expose à des crises de surproduction alors que de grands états voisins trouvant dans la progression incessante de leur population les éléments d'une clientèle assurée et toujours croissante, peuvent renforcer avec plus de sécurité leurs moyens d'action et supporter sans autant de dommages les variations de la vente au dehors ».

Mais nous n'entendons pas énumérer ici toutes les conséquences fâcheuses de l'état stationnaire de la population française : cela nous entrainerait trop loin et au surplus y a-t-il une seule branche de l'activité nationale qui ne se trouve pas mise en péril de ce fait ?

Le mal est donc grand, il est indéniable. Peut-être conviendrait-il donc maintenant que nous en avons montré hâtivement l'étendue, essayé d'en indiquer les conséquences, d'en rechercher les causes. Cepen-

dant, nous ne nous appesantirons point sur ce point nous réservant d'y revenir en examinant chacun des moyens d'ordre législatif que nous allons maintenant passer en revue. Nous nous demanderons alors, en essayant d'apprécier l'efficacité du remède proposé, à quelle cause du mal il prétend obvier.

Toutefois, avant de terminer cette trop longue introduction, qu'il nous soit permis d'indiquer d'un mot et d'une façon très générale l'opinion universellement adoptée sur ce point. La cause de l'insuffisance de notre natalité ne réside point, c'est aujourd'hui presque indiscuté, dans une infériorité physique de notre race. Cette théorie, la théorie physiologique, qui a eu son heure de vogue, est aujourd'hui abandonnée. Elle n'était d'ailleurs corroborée par aucune observation sérieuse. Tout le monde admet maintenant que la cause de la faiblesse de notre natalité est d'ordre moral. On n'a plus d'enfants parce qu'on ne veut plus en avoir et ce, pour des raisons très variées, très multiples suivant les milieux, mais qui procèdent cependant de sentiments assez connexes : la soif de jouissances, le désir de ne pas se priver, l'ambition de s'élever soi-même et ses enfants dans la hiérarchie sociale, l'égoïsme, en un mot une certaine conception de l'existence et des devoirs qui incombent à chacun de nous.

« L'action primordiale et dominante dans l'éclosion et l'extension du mal, dit encore M. Picard, est

généralement attribuée à la diffusion du bien-être. Levasseur traitant de la population française avec son autorité et sa maîtrise habituelles, s'exprimait ainsi : « Quand une population s'enrichit lentement par le travail, elle contracte peu à peu des habitudes de bien-être. Elle n'éprouve point le besoin de se multiplier plus rapidement puisqu'elle ne trouve jamais qu'il y ait trop de jouissances. Il peut arriver même que, devenant plus exigeante pour la postérité que pour elle-même, elle restreigne le nombre des enfants qu'elle met au monde. »

« Celui qui commence à acquérir le bien-être est fatalement tenté de l'accroître, d'écarter les charges auxquelles il a la faculté de se soustraire. Son esprit s'oriente d'ailleurs vers des satisfactions intellectuelles ou autres qui le détournent des joies de la paternité. Il se laisse entraîner par des sentiments de prévoyance mal entendue, veut diminuer les difficultés de la vie pour ses enfants comme pour lui, réduit à cet effet sa descendance et oublie le plus sacré de ses devoirs envers la Patrie. »

« Les germes d'affaiblissement de la natalité ne pouvaient rencontrer un sol plus propice que celui de la France où la fortune est extrêmement divisée où les masses profondes jouissent d'une aisance relative, où le désir de l'épargne existe à un haut degré, où l'individualisme est particulièrement en faveur. »

Telles sont les causes de notre si faible natalité. Ce sont donc nos mœurs, en un mot, qui sont coupables. Le mal est-il absolument incurable et quels sont les principaux remèdes d'ordre législatif proposés ? C'est ce que nous allons maintenant nous demander.

Qu'il nous soit permis cependant de faire encore une remarque : nous n'entendons pas dresser ici une liste plus ou moins exacte des propositions faites en la matière qui nous occupe. Ce qui nous intéresse avant tout, ce sont les idées, et c'est des idées que nous nous occuperons surtout, bien plus que de ceux qui les ont émises.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

De toutes les parties de notre législation civile qui sont en butte aux attaques et aux critiques de ceux qui lui attribuent une part capitale dans le phénomène de la décroissance de notre natalité, la législation successorale est certainement celle qui est le plus particulièrement visée ; c'est donc par l'examen des critiques qu'on lui adresse que nous commencerons ; après quoi nous aurons à nous demander quelles sont les réformes proposées en cette matière et quelle efficacité on pourrait leur attribuer.

Examinons donc dans ses grandes lignes, l'économie de la législation successorale actuelle qui, entre parenthèse, n'a pour ainsi dire pas varié depuis la promulgation du Code.

D'abord la succession testamentaire : l'homme qui ne possède ni ascendants, ni descendants, dispose souverainement de son patrimoine. S'il a des ascendants, cas qui se réalise assez rarement, le testateur voit naître une première réserve : chaque ligne prend

un quart de la succession, et quand il y a des ascendants dans les deux lignes, la réserve est de moitié. Si le *de cujus* a des enfants, et c'est le cas habituel, il est obligé de respecter une autre réserve. Cette réserve est de la moitié de ses biens s'il n'a qu'un enfant, des deux tiers s'il en a deux, des trois quarts s'il en a trois et au-dessus (art. 913 du C. civ.).

Quant à la succession *ab intestat*, elle est réglée par la loi de la façon suivante : le patrimoine se partage entre les enfants par portions égales. A défaut d'enfants, le plus proche parent arrive et dans la ligne paternelle et dans la ligne maternelle. Une moitié de la succession est attribuée à chaque ligne. Quant au conjoint survivant, il n'est appelé que quand il n'y a plus de parents au degré successeur.

Ajoutons enfin pour donner une physionomie aussi complète que possible à ce tableau sommaire de la législation successorale française, que deux articles du Code, les articles 826 et 832, qui sont particulièrement attaqués par ceux que l'on appelle d'un mot barbare peut-être mais dont nous demanderons cependant la permission de nous servir quelquefois parce qu'il nous paraît expressif, « les populationnistes », complètent la réglementation de la succession testamentaire, au point de vue de la composition des lots dans le partage. Ces articles exigent que chaque co-héritier ait autant que possible part

égale de meubles et d'immeubles. Le champ d'application que le législateur avait voulu, semble-t-il borner au partage judiciaire, la jurisprudence l'a étendu au partage d'ascendants et ce sous peine de nullité. Ce régime est, somme toute, un compromis entre les doctrines de l'ancien régime en matière successorale qui tendaient trop souvent à concentrer par des moyens divers la fortune sur la tête d'un enfant et les idées de réaction à outrance du législateur révolutionnaire, qui, poursuivi par l'idée d'une égalité fixe entre les héritiers, même des degrés les plus éloignés, avait supprimé à peu près complètement la faculté de disposer à titre gratuit par donation ou à cause de mort.

Tel quel, ce régime existe depuis près de cent dix ans, mais il n'est pas sans avoir été l'objet de critiques assez nombreuses et beaucoup de ceux qu'inquiète la faiblesse de notre natalité lui attribuent une influence prépondante et néfaste sur le développement de la population.

Un des premiers qui ait ouvert le feu contre notre législation successorale est certainement Le Play, le célèbre auteur de *la Réforme sociale*. N'a-t-on pas dit, en effet, d'une façon pittoresque, que « la question de la réforme successorale domine l'œuvre de Le Play, elle surgit à tous les coins de chapitres, comme la Tour Eiffel sur l'horizon de Paris et de sa banlieue ». A dire vrai, l'influence de cette partie de la législation sur le développement de la population,

et par suite sur le mouvement de la natalité, n'était pas le côté principal de la question pour l'éminent sociologue. A l'époque où parut *la Réforme sociale*, vers le milieu du second Empire, la question de la dépopulation ne se posait pas encore. Le chiffre des naissances atteignait un taux satisfaisant et nul ne pouvait prévoir dans quelle fâcheuse situation notre pays se débattrait quelques décades plus tard.

Cependant, après avoir passé en revue les conséquences critiquables qui, à son avis, résultaient de notre législation successorale, Le Play écrivait ces lignes qui résument bien, en somme, les reproches formulés contre ce régime (1) : « Une conséquence directe de notre système de partage forcé est la stérilité systématique des mariages. Après avoir conjuré par la recherche d'une dot, le morcellement de la maison paternelle, le nouveau chef de famille devient naturellement enclin à alléger pour son fils le poids de la même épreuve ; mais, en présence des prescriptions de la loi, il n'a qu'un seul moyen d'atteindre ce but indiqué par la prévoyance, c'est de restreindre sa postérité. Des recherches persévérantes, poursuivies avec le concours de mes amis auprès d'une multitude de médecins et de ministres du culte, signalent les conséquences chaque jour plus fatales que ce désordre entraîne pour toutes les

1. Le Play, *Réforme sociale*, 1866.

classes de la société française. Toute enquête ouverte à ce sujet condamnerait avec une irrésistible évidence les idées systématiques qui président chez nous à la transmission des biens... » N'est-ce pas encore le même auteur qui a dit : « Les régimes de succession, plus que toutes les autres institutions, ont le pouvoir de rendre fécondes la propriété ou les familles de propriétaires. » Ainsi donc, selon Le Play, le père de famille, hanté par la perspective de voir sa fortune morcelée entre ses enfants après sa mort, préfère restreindre sa postérité. C'est la peur du partage de l'atelier ou du domaine qui met en jeu le « restreint moral » recommandé par Malthus.

Plutôt que de voir détruire, à sa mort, l'œuvre séculaire des aïeux ou la sienne propre, le père renonce à multiplier le nombre de ses enfants ; il tourne la loi du partage forcé en supprimant les cadets : « l'ancien régime, a dit Viel-Castel, faisait des fils aînés, le régime actuel fait des fils uniques ». « Le paysan, dit de son côté M. Guyau, n'admet pas l'aliénation du château de ses ancêtres. Tous deux aiment mieux mutiler leur famille que leur domaine. » Et M. Paul Leroy-Beaulieu lui-même a écrit : « Les lois de succession peuvent entrer pour une part considérable dans la lenteur de la population française... On a voulu empêcher le bourgeois comme le paysan de faire ce qu'on appelait jadis « un aîné », c'est-à-dire d'avantager un des enfants ; on n'y a réussi qu'en partie.

On peut toujours faire un aîné en supprimant les cadets ; c'est à atteindre ce beau résultat que s'ingénient une foule de familles françaises. Si des lois ont pour effet de pousser la plus grande partie de la population à n'avoir qu'un enfant par famille, il faut avouer que ces lois pour sacro-saintes qu'on les tient, non seulement outragent la morale, mais conspirent contre la grandeur nationale. » « La dépopulation, dit encore M. Albert Dumont, sort ainsi de la loi elle-même. C'est la réponse de la France au partage forcé. Et qu'on ne vienne pas dire qu'il y a dans ce fait un pur accident ; un résultat de la décadence physique et religieuse d'un pays, écrit le même auteur, le mal est voulu et cela se comprend. Pour en avoir l'intime conviction, il suffit de consulter les registres de l'état civil de certains pays : supposez une épidémie frappant dans une commune les enfants en bas âge et emportant la presque totalité, tout au moins la grande majorité de ceux qui ont été atteints. Donnez-vous la peine de vérifier l'année suivante le registre des naissances et de le comparer avec celui des décès de l'année terrible. Vous y verrez avec stupeur que dans les familles qui n'avaient que 1 ou 2 enfants et les ont vu disparaître, la plupart des vides ont été comblés. Le fait est brutal, mais il n'est malheureusement que trop vérifié et jusqu'à un certain point on n'en est nullement étonné. Il s'explique encore plus facilement

dans les législations comme la nôtre où le Code laisse aux pères de famille une liberté relative, mais dont l'étendue est d'autant plus considérable que le nombre des enfants est plus élevé. On eût compris jusqu'à un certain point une quotité disponible fixe, variant tout au moins en raison directe du nombre des descendants : on se demande pourquoi les rédacteurs du Code ont au contraire donné une prime au célibat et aux familles restreintes, ou plutôt on en devine facilement les causes quand on sait que la base philosophique de cette partie de nos lois est le droit à l'héritage. »

Cette dernière critique est, il faut l'avouer, assez juste et si, comme nous essaierons de le montrer, il est quelque peu difficile d'attribuer le fléchissement de notre natalité aux règles posés par le Code civil en matière de succession, il n'en reste pas moins que cette liberté du père de famille, d'autant plus grande qu'il a moins d'enfants, prête à la critique à beaucoup de points de vue.

N'est-ce pas encore le célèbre écrivain Edmond About qui, avec sa verve et son énergie coutumières a dit : « Le père fonde une industrie et meurt ; tout est vendu et partagé, la maison ne survit pas à son maître. Un fils a du courage et du talent, avec sa petite part du capital paternel, il fonde une autre maison, réussit, devient presque riche et meurt. Nouveau partage, nouvelle destruction, tout est à recom-

mencer sur de nouveaux frais. L'agriculture en souffre, le commerce en souffre. Le sens commun en rougit. »

Nous pourrions multiplier encore les citations, mais à quoi bon ? Qu'il nous soit permis cependant de reproduire ici l'admirable page dans laquelle M. le conseiller Atthalin, pour les travaux de la commission extra-parlementaire de la dépopulation, a su résumer en un style impeccable et avec une rare élévation de pensées, les critiques que beaucoup adressent à notre régime successoral au point de vue de la natalité.

« En fait, il est inhérent à notre nature d'appliquer obstinément la courte période de la vie agissante qui nous est départie, à faire œuvre durable au moyen d'éléments essentiellement périssables.

» Tantôt, c'est le petit domaine recueilli des mains du père, qui lui-même l'avait reçu de celles de l'aïeul et accru par chacun, tour à tour, au prix de rudes efforts. Amant passionné du sol, le paysan conduit à force de patience et de privations son champ jusqu'à telle haie, tel ruisseau, tel fossé, où longtemps d'avance son désir en a fixé la frontière. C'est dire qu'il redoute par-dessus toutes choses le démembrement du royaume qu'il a fondé et agrandi. Il tressaillera jusque dans la tombe le jour où l'arpenteur viendra diviser sa terre et replanter les bornes qu'il avait eu la suprême joie d'arracher.

» Tantôt c'est une importante exploitation agricole

qui forme un tout matériellement divisible, mais indivisible en ce sens que chacune des parties contribue à la prospérité des autres, indivisible aussi en ce sens que certains assolements, l'emploi de certaines machines accélératrices du travail serait rendu impraticable par le morcellement. Au milieu de ses labeurs le père entrevoit l'anéantissement après sa mort de toute cette œuvre de centralisation productive. Son exploitation sera licitée avec une perte toujours énorme et des frais écrasants. Le moins préparé, le moins expérimenté des enfants pourra s'en porter adjudicataire, si même elle ne retombe, comme le plus souvent, aux mains d'un étranger.

« Tantôt encore, c'est une exploitation industrielle ou commerciale. L'homme qui en est l'âme souffre à la pensée que son œuvre est en risque de demeurer viagère, et que la division de son héritage la peut laisser sans héritier de sa lignée. Ce sera la dislocation atteignant tous les collaborateurs, tous les dévouements aussi, ou bien ce sera comme tout à l'heure le passage soit au moins apte des enfants, soit à un étranger.

« Tantôt enfin, ce sera le logis familial où se sont accumulés de pieux souvenirs. Si humble qu'il soit il a toute la grandeur d'un symbole. Une licitation brutale va le livrer peut-être au plus offrant et dernier enchérisseur.

» Voilà l'obsession, voilà le tourment et presque

la souffrance. Nous tenons outre-tombe à la continuation de notre œuvre fragile, à l'illusoire pérennité de notre foyer. Pauvres ou riches, nous voulons de notre volonté dernière que le toit ancestral, l'exploitation terrienne, l'atelier, le comptoir ou l'usine restent intacts dans une seule main, celle d'un héritier de notre sang.

» Il est pour cela un procédé lamentablement sûr, n'avoir qu'un enfant et le père y est induit lorsque tout autre moyen lui est refusé par la loi. C'est précisément à ce refus qu'il se heurte dans notre Code civil qui porte ici l'empreinte d'une préoccupation très rude de briser et de refondre. Sa promulgation remonte au 14 ventose de l'an XI (15 mars 1803) il est donc possible qu'il soit l'un des facteurs qui, depuis le commencement du XIX^e siècle, ait ramené de 33 à 22 pour 1000 habitants, suivant une décroissance continue et régulièrement progressive le chiffre annuel des naissances. »

On voit que l'éminent juriste n'est pas aussi affirmatif au sujet des effets de notre législation successorale sur la natalité que beaucoup de ceux qui attaquent le Code civil à ce point de vue ; son argumentation n'en est pas moins assez impressionnante et de nature à faire réfléchir.

Mais, s'écrient encore les populationnistes, ce n'est pas assez que les articles du Code poussent par leurs prescriptions les parents à limiter le nombre de leurs

enfants. La jurisprudence elle-même s'en mêle et par la façon dont elle interprète les articles 826 et 832 dont nous avons déjà dit un mot plus haut, vient encore aggraver la situation. Le Code autorise en effet le père de famille à faire lui-même entre ses enfants le partage de ses biens. Qui peut être, en effet, meilleur juge du goût, des aptitudes, des besoins de ses fils ? N'y aurait-il pas là, à en croire ceux qui combattent le régime successoral institué par le Code, un correctif destiné à atténuer dans une certaine mesure les fâcheux effets du partage forcé ? Malheureusement, la jurisprudence, une jurisprudence trop fermement établie pour qu'on puisse espérer la voir changer maintenant, a destitué cette bienfaisante institution de toute son efficacité. L'article 832 prescrit, en effet, comme nous l'avons vu, de faire entrer dans chaque lot autant de meubles, d'immeubles et de valeurs de même nature. Ce texte qui est déjà de trop dans les partages judiciaires, la jurisprudence s'est avisée qu'il était applicable aux partages d'ascendants et cela sous peine de nullité, c'est donc enlever à ces partages à peu près toute leur utilité.

Tel est, dans ses traits principaux, le réquisitoire véhément qu'on prononce contre le régime successoral actuel. Mais ceux qui l'attaquent ne prétendent pas se borner à des arguments théoriques, à des raisonnements plus ou moins bien échafaudés. Ils

affirment que les faits corroborent d'une façon éclatante leurs dires et invoquent d'abord à l'appui de leurs critiques le phénomène de la décroissance de la natalité qui se manifeste en France comme nous l'avons vu plus haut depuis le début du siècle. Ne faut-il pas voir devant la proportion sans cesse plus faible du nombre des naissances par rapport au chiffre global de la population, une preuve indéniable des funestes effets de notre régime successoral sur le développement de la population ? Beaucoup de ceux qui attaquent ce régime n'hésitent pas un instant à l'affirmer. Convient-il à celui qui examine d'un œil impartial cette délicate question d'être aussi affirmatif ? C'est ce que nous aurons à nous demander un peu plus loin.

Mais, ajoutent en outre les adversaires de notre Code, si l'on envisage ce qui se passe en dehors de notre pays, ce qu'on y observe ne fait que confirmer notre manière de voir. Alors que la France se dépeuple ou tout au moins voit sa population rester stationnaire, la plupart des autres pays d'Europe voient le nombre de leurs habitants s'accroître dans de notables proportions et presque tous ces pays ont précisément une législation différente de la nôtre au point de vue successoral.

L'Allemagne dont l'essor, au point de vue population est si magnifique, a un régime basé sur des principes très différents des nôtres. On peut en dire

autant de l'Italie, de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie, de la Russie, etc. Nous faisons tache en Europe par notre régime successoral, peut-on dire, et troublante coïncidence, nous faisons tache aussi par notre insuffisante natalité.

Et pour appuyer encore leurs allégations, ils citent des exemples bien connus de fécondité dus, selon eux, aux principes régissant le régime successoral : c'est tout d'abord l'exemple du « mir russe ». L'on sait que le partage périodique du territoire du mir se fait soit par tête d'habitant, soit par ménage. On voit tout de suite l'encouragement que donne à la population ce système de partage, chaque fils venant au monde, ou arrivé à l'âge d'homme apporte à la famille un nouveau lot de terre. Au lieu de diminuer le champ paternel en le divisant, une nombreuse progéniture l'agrandit... Aussi, la Russie est-elle le pays de l'Europe où il y a le plus de mariages et où ils sont le plus fécond.

Ne peut-on pas aussi invoquer l'exemple des pêcheurs qui exploitent un domaine impartageable, et dont la prolificité est proverbiale (1). « Les pêcheurs sont des enfants, dit M. Cheysson, un des plus éminents disciples de Le Play, parce qu'ils peuvent en avoir beaucoup impunément sans morceller l'héritage et parce que chaque mousse apporte en naissant son

1. Cheysson, *la Réforme sociale*, 1889.

lot comme l'enfant du mir russe apporte le sien ».

Faut-il encore, pour ne pas sortir de notre pays, citer l'exemple de Fort Mardick (Nord), une commune constituée par Louis XIV d'après les principes suivants qui sont encore en vigueur aujourd'hui : toute famille qui se constitue, lorsque un des conjoints est né dans la commune, reçoit en *usufruit* 22 ares et en outre une place pour la pêche au filet. La commune a reçu de Louis XIV, en tout 125 hectares de terre. Ce qui n'est pas distribué en usufruit est loué 5.000 francs au profit de la commune. Les ménages concessionnaires ne peuvent concéder qu'à leurs enfants seulement les parcelles de terre qu'ils occupent. Dans aucun cas, la parcelle ne pourra être scindée. De là résulte qu'elle échappe aux créanciers. Elle ne peut-être ni augmentée, ni indivisée. Elle est inaliénable, indivisible, inextensible.

Voilà donc une population passablement aisée et pourtant étrangère à toute préoccupation d'héritage. On peut dire qu'elle échappe aux règles du code civil.

Examinons maintenant rapidement le mouvement démographique de cette petite commune. Nous constatons que les mariages y sont nombreux (11 0/00), les naissances illégitimes très rares (1 sur 60 environ alors qu'à Paris la proportion est de 1 sur 5) ce qui est, à n'en pas douter, un indice indiscutable de moralité et qu'enfin la natalité légitime qui est pour nous le point le plus intéressant, atteint 43 0/00, c'est-

à-dire qu'elle n'est dépassée en Europe que par la natalité russe. Ajoutons enfin à titre documentaire que la population de Fort-Mardick, qui était en 1729 de 204 habitants atteignait en 1851 le chiffre de 615 et en 1896 celui de 1671 habitants. A quel point en serions-nous si le reste du pays avait suivi une progression analogue? Il n'en est malheureusement pas ainsi.

Si nous sortons d'Europe, nous trouvons encore, disent les adversaires de notre régime successoral, des exemples topiques de l'influence du partage obligatoire sur le développement de la population. La province de Québec est habitée par une population d'origine française mais la loi y admet la liberté de tester et le père de famille en use généralement. La natalité y est extrêmement forte puisqu'elle atteint le chiffre de 48 o/100. Faut-il encore citer, d'après Vivien de Saint-Martin, auteur d'un ouvrage sur l'Inde, la loi de Manou qui ordonne que les descendants de la race des vaincus devront avoir des parts égales « quand même il y aurait des centaines de fils ». N'est-ce pas enfin une mesure destinée à détruire l'influence des catholiques irlandais et à en diminuer le nombre que cette loi de 1703 promulguée en Angleterre sous le règne de la reine Anne? « Toute propriété dont un papiste est ou sera en possession, sera de la nature du « Gavel-Kind »; l'héritage en sera attribué à tous les fils du papiste par portions égales et ne passera pas à l'aîné des fils. Mais, si le fils aîné de ce

papiste est protestant, la propriété lui sera transmise conformément à la loi commune du royaume ».

N'y a-t-il vraiment pas lieu de s'émouvoir en présence de toutes ces constatations et n'en vient-on pas à se remémorer malgré soi la fameuse phrase de Lord Castlereagh, le plénipotentiaire anglais au congrès de Vérone en 1815, essayant de calmer les appétits trop voraces et les rancunes trop ardentes de nos adversaires en s'écriant, en parlant des Français: « Laissez-les donc avec leur régime successoral, dans cent ans d'ici ils n'existeront plus ». On voit que les détracteurs de notre législation civile, en ce qu'elle se rapporte au régime de la transmission des biens par cause de mort, ne se contentent pas d'arguments théoriques, impressionnants il faut le reconnaître, mais qu'ils étaient encore leur argumentation sur des constatations nombreuses.

Convient-il d'adopter aveuglement leur opinion et de réclamer du législateur, soit un renversement radical dans les principes du droit successoral, soit comme le demandent des esprits moins absolus, des modifications plus ou moins profondes de ce droit. Faut-il voir dans le code Napoléon la cause ou tout au moins une des causes dominantes de notre si faible natalité et jeter à bas un édifice déjà plus que séculaire ? C'est ce que nous allons essayer de nous demander maintenant en toute impartialité.

La principale des critiques adressées contre le

régime institué par le code civil en ce qui concerne la réglementation des successions peut, ainsi que nous l'avons vu se résumer ainsi. Sous la législation actuelle, le père de famille, hanté par la crainte de voir sa fortune partagée après sa mort, s'abstient délibérément d'augmenter sa progéniture. Observons tout d'abord qu'une telle préoccupation ne peut naître que chez celui qui possède et que par conséquent celui qui ne possède rien, le prolétaire, ne sera pas influencé par les prescriptions du code civil et que la fécondité de son union ne s'en ressentira pas. Mais il ne faut pas oublier que dans notre pays la propriété est extrêmement répandue et divisée et que le nombre de ceux qui possèdent peu ou beaucoup est très considérable. L'influence du Code, si elle est réelle, s'exercera sur une très grande partie de la population française. Cette remarque faite, il faut se demander quel crédit on doit attribuer aux reproches adressés à notre Code ? Est-il vrai qu'il empêche par ses prescriptions la natalité d'atteindre son chiffre normal ?

A dire vrai, nous ne le pensons pas. Quelles que bien échafaudées qu'apparaissent l'ensemble des critiques élevées contre ce régime, nous ne sommes pas convaincu de la justesse, de la vérité de leur portée. Le Code, dit-on, pousse le père de famille, hanté par l'idée du partage à restreindre le nombre de ses enfants. C'est là une hypothèse qui peut se

réaliser quelquefois mais pas aussi souvent certes que l'affirment les adversaires de notre régime successoral. Admettre que deux époux restreignent par un moyen ou par un autre, peu nous importe, le nombre de leurs descendants, pour éviter que leur fortune soit divisée, après leur mort en un trop grand nombre de parts, nous paraît bien douloureux. La vérité est que leurs préoccupations — s'ils en ont à ces moments-là — n'aura pas pour objet l'ouverture de leur succession. L'idée de la mort n'est guère envisagée quand on songe à l'œuvre de vie. Il est infiniment plus vraisemblable de penser que ce qui pourra les retenir et ce qui les retient, en effet, le plus souvent, ce sera la peur de détruire l'équilibre bien instable de leur modeste budget en les obligeant à des dépenses supplémentaires. Ce sera la peur des privations, l'appréhension de mener une vie plus mesquine, moins agréable que celle qu'ils avaient menée auparavant. Et ce qui tendrait bien à prouver que c'est là que git le véritable motif de la diminution des naissances, c'est que, aux deux extrémités de l'échelle sociale, c'est-à-dire chez les gens très riches et chez ceux qui ne possèdent rien, ceux chez lesquels pour des raisons contraires l'idée d'avoir un enfant de plus à nourrir et à élever n'effraie point, la natalité atteint un chiffre satisfaisant.

Le régime actuel, a-t-on dit aussi, nous l'avons vu plus haut, engendre le morcellement et le morcelle-

ment entraîne lui-même la stérilité des mariages ou tout au moins restreint leur fécondité. C'est encore là une assertion dont l'exactitude est loin d'être démontrée. Tout d'abord, il est permis de douter que le morcellement soit une conséquence de notre loi successorale : ce phénomène avait déjà été remarqué dans certaines régions de la France avant 1789 et on le note de nos jours dans certaines parties de l'Allemagne et dans le nord de l'Italie. Nous n'avons point l'intention de rechercher ici quelles sont les causes exactes du morcellement ; ces causes sont à l'heure actuelle encore assez obscures, semble-t-il, mais les personnes compétentes ne paraissent pas vouloir faire remonter l'origine de ce phénomène au régime de transmission des biens institué par le code.

Au surplus, serait-il démontré que le morcellement est une conséquence de ce changement de régime qu'il n'en résulterait pas, par contre coup, que la baisse du taux de la natalité doive être imputée aux règles posées par le Code Napoléon.

D'excellents esprits, MM. Levasseur, de Foville, affirment en effet qu'il est loin d'être démontré que le morcellement entraîne la diminution du nombre des enfants par famille. Certains vont même jusqu'à prétendre que le morcellement favorise les progrès de la population, la petite culture exigeant à surface égale, plus de main-d'œuvre que la grande qui lui substitue des machines ; et c'est très probablement cette dernière opinion

qui a guidé les hommes de la Révolution quand ils ont mis à bas le régime successoral de la Monarchie.

Quoiqu'il en soit, nous n'entendons pas prendre parti dans cette délicate controverse. Mais nous nous contenterons simplement de faire remarquer aux détracteurs de notre régime successoral que certaines régions de l'Allemagne et de l'Italie du Nord, au sol pourtant fort morcelé ont une forte natalité et qu'en France même, les départements où il y a le plus de petites exploitations agricoles, ont tous un nombre d'enfants par famille supérieur à la moyenne. Il semble donc bien que le reproche adressé au Code civil de favoriser le morcellement et comme conséquence d'entraver la fécondité des mariages n'est pas des plus fondés et que là encore les arguments des disciples de Le Play portent à faux.

Dans le domaine où nous nous trouvons, d'ailleurs, il est puéril de vouloir s'en tenir au raisonnement pur. Il faut s'adresser aux faits et voir s'ils confirment réellement les hypothèses plus ou moins bien échafaudées. Or, que voyons-nous d'abord en France quand on compare la natalité dans les diverses régions, dans les divers départements ? On s'aperçoit qu'il existe entre ceux-ci des différences considérables, alors que cependant le régime successoral est, et depuis longtemps, le même dans notre pays tout entier, dans le nord comme dans le **mid**, dans l'ouest comme dans l'est. Comment alors expliquer

qu'en France la population varie suivant les régions.

« Il n'est pas besoin, dit M. Levasseur de sortir de notre pays, car si la natalité moyenne des départements a varié de 17 0/00, de 1877 à 1886 (Lot-et-Garonne), à 34,3 (Finistère) et s'est élevée dans les Pyrénées-Orientales à 44, de 1801 à 1860 par 1.000 habitants suivant les départements, sous l'empire de la même législation, il est évident qu'il existe des causes de diversités plus énergiques que la loi des partages. » (1)

N'y a-t-il pas là une présomption très grave d'inexactitude ou tout au moins d'exagération à l'encontre de ceux qui prétendent que notre régime successoral est la cause déterminante de la diminution de la natalité.

Mais, si l'on ne se borne pas à constater le mouvement des naissances dans diverses régions à la même époque, et si l'on considère ce mouvement au cours du siècle dernier, on est obligé de reconnaître que là encore l'observation impartiale des faits ne vient pas corroborer la thèse des adversaires du Code. Si ce dernier a une influence, celle-ci doit s'exercer d'une façon constante. Comment expliquer dès lors, si l'on examine le tableau du mouvement des naissances pendant les cent dernières années, qu'on y trouve des périodes où la natalité a augmenté

1. Levasseur, *la Population française*.

d'une façon très sensible comme en 1833-1834 ? Est-ce qu'à ces époques la législation successorale avait été suspendue ? Point que nous le sachions. Le régime n'était-il pas le même, quand l'excédent des naissances sur les décès était de 237.000 comme en 1845 et quand les décès l'emportaient de 50.000 comme en 1854 ?

L'influence de la législation successorale ne devrait-elle pas en outre agir de la même façon dans tous les pays où elle est en vigueur ? On objecte que la France est le seul pays possédant une législation basée sur les principes que nous avons indiqués plus haut et le seul aussi qui voit sa natalité décroître. Cette assertion n'est d'abord pas absolument exacte. Certes ! l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la Russie ont au point de vue de la natalité une situation bien supérieure à la nôtre, en même temps qu'une législation différente de celle en vigueur chez nous sur le point qui nous occupe. Et encore ne faudrait-il pas aller jusqu'à prétendre que leur natalité s'accroît sans cesse. Nous avons vu qu'il était extrêmement délicat d'essayer de formuler une loi sur ce point ; l'Allemagne par exemple, qu'on oppose presque toujours à notre pays et où la liberté du père de famille est beaucoup plus grande en ce qui concerne le pouvoir de disposer de ses biens, a vu sa natalité baisser assez fortement ces dernières années. Mais ce n'est pas seulement au point de vue successoral

que ces pays diffèrent du nôtre. Au point de vue de la constitution politique, par exemple, ils en diffèrent profondément aussi. Et faut-il conclure de ce que l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, l'Italie sont des monarchies, le régime auquel est soumise une nation a une influence décisive sur sa population ? Il est permis de le penser et il y a même lieu de croire que le régime politique est un facteur qui joue un certain rôle dans la question qui nous préoccupe. Mais, il serait tout aussi exagéré de prétendre que du fait que les pays cités plus haut ont une constitution politique différente de la nôtre alors que leur natalité croît sans cesse, ce qui, nous le répétons, n'est d'ailleurs pas démontré, il résulte que le régime politique a une influence capitale sur le chiffre des naissances, qu'il est risqué de tirer une conclusion identique du fait que ces nations sont soumises à un régime successoral différent du nôtre.

Et d'ailleurs est-il exact de prétendre que seule la France qui donne au monde l'exemple d'une natalité chaque année plus faible, est seule aussi soumise au régime successoral incriminé ? Point du tout. Plusieurs pays voisins du nôtre, pas très importants peut-être comme étendue et comme chiffre de population, mais c'est là une considération bien secondaire, la Belgique et la Hollande ainsi que le canton de Genève entre autres, sont soumis aux règles de notre code civil en ce qui concerne la réglementa-

tion des successions. Dans le premier de ces pays pourtant, la natalité n'a pas subi de fléchissement : elle était de 30,4 0/00 pour la période de 1841-1850, de 29,8 pour la période de 1851-1860, elle remonte à 31,9 pour la période 1861-1870 et atteint même 32,3 de 1871 à 1880 ; elle rebaisse, il est vrai, légèrement de 1881 à 1890. Enfin en 1908 elle était de 24,9. Voici donc un pays voisin du nôtre, sensiblement dans les mêmes conditions géographiques, et où malgré une législation successorale identique on ne trouve pas du tout le même fléchissement régulier et continu de la natalité qui caractérise le nôtre. Si on compare le mouvement démographique de la Hollande avec celui de la France, on aboutit à des conclusions analogues. Seul le canton de Genève, soumis également aux règles du Code civil français, semblerait donner raison aux partisans de la thèse que nous combattons : la proportion des naissances par rapport au chiffre global de la population a une tendance marquée à s'abaisser.

Ne faut-il pas devant ces faits hésiter à accuser le régime successoral du Code et à en demander le renversement complet ?

Convient-il de s'arrêter davantage devant les arguments tirés du mir russe et de la fécondité de la population de l'Empire des Czars, de la mer impartageable et des populations maritimes prolifiques ? Il serait certes puéril d'essayer de nier de pareils

phénomènes dont l'exactitude n'est pas discutable. Mais nous estimons que ce n'est pas en se cantonnant dans le domaine de l'abstraction que l'on résoudra le grave problème de la décroissance de notre natalité. Comment invoquer sérieusement de pareils exemples à l'appui d'un projet de réforme de notre régime successoral ? Ce n'est qu'en étant de son temps et de son pays, en tenant compte soigneusement des idées, des mœurs, de la constitution politique, du génie de la race, que le législateur pourra espérer faire œuvre utile et non en invoquant des faits et des phénomènes indiscutables peut-être, mais qui se produisent dans des conditions inapplicables à l'état de chose où l'action de celui-ci doit s'exercer.

En réalité, les causes qui agissent sur la natalité sont très nombreuses et très complexe et c'est faire œuvre de parti pris ou de naïveté que d'attribuer à une cause unique le phénomène qui se manifeste actuellement en France. La science sociale n'a pas, comme la physiologie, la ressource de l'expérimentation pour étudier tour à tour chacune des causes qui collaborent à un fait et à en découvrir la loi. Elle est tenue de prendre le fait en bloc, tel qu'il apparaît avec la complexité des causes qui ont concouru à le produire. Tous les phénomènes sociaux, et celui-ci plus que tous les autres peut-être, ne sont que des « résultantes », l'effet d'influences très diverses et très enchevêtrées, dont aucune prise à part ne suffi-

rait, sans doute, à les produire ni à les expliquer, si l'on ne tenait compte de tout l'ensemble des circonstances où elle a agi.

Nous pensons donc que la législation successorale exerce vraisemblablement une influence sur la natalité, mais qu'il faut se garder d'en exagérer l'effet. Cette influence, on ne sait d'ailleurs si elle s'exerce dans un sens favorable ou défavorable à la natalité, est certainement dépassée par celle d'autres causes et il serait très imprudent de vouloir renverser un régime qui, somme toute, fonctionne depuis près de cent dix ans et qui, il faut bien le reconnaître, est, parmi l'arsenal de nos lois encore, une de celles qui sont le moins attaquées.

Mais si nous pensons qu'il convient de respecter dans ses grandes lignes, dans les principes qui en sont la base, le régime institué en 1803, nous n'allons pas jusqu'à estimer que la moindre retouche est inutile. Nous repousserons donc tout projet qui aurait pour but de rendre la liberté absolue au père de famille en ce qui concerne la disposition de ses biens. Cette réforme souvent proposée, le sénateur Lannelongue a notamment déposé le 16 juin 1910 une proposition en ce sens sur le bureau du Sénat, ne nous paraît nullement souhaitable, d'abord parce que rien ne permet d'affirmer qu'elle aurait un heureux effet au point de vue population et que, dans de pareilles conditions, il serait tout à fait imprudent

de renverser un système qui fonctionne depuis longtemps et qu'en second lieu il est à présumer que son adoption ne changerait rien à l'ordre de chose actuel. Ce qui se passe en effet dans notre pays prouve surabondamment, et c'est là un point sur lequel on ne saurait trop insister, que même si on l'inscrivait dans la loi, la liberté testamentaire réclamée par Le Play et ses disciples, réclamée aussi par l'infatigable apôtre de la repopulation, J. Bertillon, ne serait pas pratiquée. Le père de famille jouit déjà, nous l'avons vu d'une certaine liberté, pas très grande il est vrai. et qui diminue avec le nombre des enfants. Or, le père de famille n'en use pour ainsi dire pas, l'expérience de chaque jour le démontre. Croire qu'il userait d'une liberté plus grande, est une supposition gratuite. Les idées d'égalité dans le partage sont tellement ancrées chez nous que ce serait folie que de penser qu'il suffirait de nouveaux textes de loi pour modifier la façon de procéder. La liberté complète du père de famille au point de vue qui nous occupe ne changerait très probablement rien à ce qui se produit actuellement, car nos mœurs sont opposées à l'idée d'avantager un fils au détriment des autres enfants. Il est bien inutile, dans ces conditions, de tenter une réforme qui, d'ailleurs, à d'autres points de vue que nous n'avons pas à examiner ici, ne serait certes pas sans dangers.

A fortiori, en dirons-nous autant du rétablisse-

ment du « droit d'aînesse » qui d'ailleurs, hâtons-nous de le dire, n'est pour ainsi dire réclamé par personne en vue de remédier à la crise dont nous nous occupons. Ce retour à un état de choses antérieur à la Révolution soulèverait contre lui l'opinion publique et dût-il même avoir les plus heureux effets au point de vue du relèvement de la natalité, ce qui est bien problématique d'ailleurs, il faudrait hésiter à le proposer, tant il répugne au caractère et au tempérament de notre race. « Personne, dit M. Lyon-Caen, ne saurait sérieusement songer à abandonner la règle de l'égalité entre les enfants et descendants appelés à la succession de leurs parents. Il y a là une des conquêtes les plus précieuses de la Révolution. Son abandon irait contre les sentiments presque unanimes du pays. Il semblerait fait pour favoriser des idées aristocratiques qui, à son grand honneur, lui répugnent. » (1)

Mais si la liberté testamentaire complète ou le rétablissement du droit d'aînesse paraissent des réformes peu souhaitables, nous serons plus indulgents en ce qui concerne l'accroissement de la quotité disponible et sa fixation à la moitié de la fortune du *de cujus*, qui existe, fixée par la loi en Allemagne, en Autriche, en Italie, dans certains cantons suisses et constituerait peut-être une réforme qui, tout en

1. *Revue hebdomadaire*, 1909.

étant beaucoup moins radicale que les deux précédentes et pour cela même, peut-on dire, aurait cependant quelques heureux effets. De bons esprits, M. Boissonade, M. Passy, M. Brocher, conseiller à la Cour de cassation de Genève, estiment qu'on pourrait avantageusement élargir les pouvoirs du père de façon que la paresse des enfants ne soit plus encouragée par « l'espoir trompeur de la légitime ». Ces divers auteurs se sont placés au point de vue de la reconstitution de l'esprit de famille et n'ont pas envisagé directement le problème de la dépopulation. Mais ces deux questions ont, à notre avis, d'étroits rapports et le jour où le niveau de la moralité publique se relèvera, le problème de la diminution de notre natalité sera bien près d'être résolu.

En outre, cette augmentation de la quotité disponible, qui a fait également l'objet au Conseil général de la Seine d'une proposition de M. Chassaing-Goyon, pourrait agir, dans une certaine mesure, pour restreindre la crainte de l'industriel ou du cultivateur de voir après sa mort son usine ou son domaine anéanti par le partage. Cette appréhension, sans avoir, dans le phénomène de la décroissance de la natalité, l'importance que certains lui prêtent, peut cependant jouer un certain rôle qu'une modification de la législation successorale dans le sens que nous indiquons plus haut pourrait peut-être atténuer. Une telle réforme aurait tout au moins le mérite

d'être assez anodine et pourrait, c'est possible, apporter une amélioration à l'état de choses actuel. Tout est si complexe, si enchevêtré dans les questions sociales, qu'il serait puéril de prétendre avec certitude que telle mesure aura tel effet. Du moins peut-on proposer des réformes non susceptibles de bouleverser l'ordre établi et pas en opposition trop marquée avec les mœurs et le caractère de la population.

Nous n'hésiterons pas, en revanche, à adopter pleinement la deuxième partie du vœu de M. Chassaing-Goyon, qui a pour but l'abrogation du paragraphe 2 de l'article 832. Cet article dont nous avons signalé plus haut les funestes effets, concerne la formation et la composition des lots, et il impose par ses dispositions le morcellement des héritages. Sa disparition pourrait rendre utile et féconde la pratique des partages d'ascendants, et il ne constituerait pas au surplus une réforme tellement importante qu'elle risquât de bouleverser l'ordre de choses établi et les principes qui servent de base à notre régime successoral. On ne voit pas d'ailleurs très bien l'inconvénient qui pourrait en résulter.

Les différents projets de réforme que nous venons de voir ont pour but, comme nous avons essayé de la montrer, de combattre la décroissance de notre natalité en restreignant le morcellement du patrimoine familial. Ils partent tous de l'idée que la crainte de savoir sa fortune partagée, éparpillée

entre ses enfants hante le père de famille durant son existence et l'empêche d'obéir aux lois de la Nature et de procréer. Un officier général sur qui des événements récents ont attiré l'attention du public est l'auteur d'un projet de réforme législative, qui pour n'avoir pas été déposé sur le bureau d'une des Chambres, n'en a pas moins fait un certain bruit, et qui part d'un principe radicalement opposé à celui dont s'inspirent les proportions précédentes. Le commandant, aujourd'hui général Toutée, pense arriver au même résultat en émiettant de plus en plus les héritages. La pensée nouvelle de sa proposition consiste dans la détermination des parts de la succession : les petits enfants seraient comptés avec les enfants de telle sorte que chacun des héritiers toucherait une part pour lui-même et autant de parts qu'il aurait d'enfants. L'enfant unique, au contraire, ne toucherait que la moitié de la succession, tandis que l'autre moitié serait dévolue aux héritiers du degré suivant. Telle est résumée dans ses principes essentiels la réforme proposée par le commandant Toutée.

Que faut-il penser de ce projet qui paraît au premier abord des plus séduisants, et dont les effets, à en croire l'auteur, seraient outre une augmentation annuelle de 400.000 naissances, les suivants : « La gêne relative moins fréquente qu'aujourd'hui, la moralité générale des classes aisées, la solidité des unions conjugales, la vitalité de la race, le développe-

ment agricole et industriel de la nation à l'extérieur, son expansion coloniale et commerciale au dehors ; sa puissance militaire et sa sécurité s'accroîtraient chaque année pour le plus grand bénéfice des individus et pour l'honneur et la grandeur de la collectivité. »

Il importe tout d'abord de remarquer que ce projet ne s'applique qu'à un assez petit nombre de familles, celles dans lequel le patrimoine à partager est assez considérable pour que la perspective d'augmenter la part à toucher puisse déterminer l'héritier en espérance à augmenter sa famille. Assez peu nombreux seraient les pères de famille ainsi voués par la réforme nouvelle à la repopulation forcée.

Mais ce n'est là encore que la moindre des critiques que l'on puisse formuler contre ce projet. Sans parler même de l'extrême rigueur qu'il y a à dépouiller de par la loi un fils unique nullement responsable de n'avoir ni frère ni sœur, l'auteur nous paraît avoir envisagé exclusivement une hypothèse unique : celle d'un père mourant à un âge avancé et laissant des enfants assez âgés eux-mêmes pour être à leur tour chefs d'une famille nombreuse. Cette situation est loin d'être générale et la plupart du temps le père qui meurt, ou ne laisse que des enfants encore non mariés et d'autres qui ne sont pas en âge de l'être, et il se heurte à une inégalité et à une injustice flagrantes. Même en supposant des copartageants ayant tous l'âge d'être mariés et pères de

famille, il y a injustice car les aînés auront évidemment sur les cadets un avantage d'autant plus grand que la famille sera plus nombreuse ; il faut tenir compte aussi de la différence de l'âge matrimonial entre l'homme et la femme : celle-ci se marie en fait beaucoup plus jeune.

Admettons enfin que le résultat cherché soit atteint et qu'un nombre de citoyens très grand se précipite à cette course au mariage et à une paternité forcée. Est-il possible de ne pas voir combien seraient fâcheuses au point de vue de la dignité et de la moralité du mariage, les conséquences auxquelles on aboutirait. Cette institution n'apparaîtrait plus comme union morale, mais comme une association matérielle en vue d'avoir des enfants. La femme ne serait plus la compagne, le soutien, le conseil de l'homme, mais simplement la femelle destinée à la reproduction et la famille loin de gagner en unité, cette famille qui est pourtant la cellule à consolider ou à reconstituer, irait au contraire chaque jour en se dissolvant un peu plus.

Nous repousserons donc ce projet qui, malgré son apparence séduisante, malgré l'accueil favorable qui lui a été réservé, lors de son apparition, par la presse et l'opinion publique, apporterait dans notre organisation sociale un véritable bouleversement infiniment plus considérable, plus dangereux, et serait bien plus problématique encore dans ses effets

que le rétablissement du droit d'ainesse ou l'institution de la liberté testamentaire.

De cet examen rapide des principales réformes proposées en matière de législation successorale, il semble bien résulter autant qu'il est loisible de se livrer à des prévisions sur ce sujet, que ce n'est pas dans cette voie que le législateur doit s'orienter s'il veut essayer de combattre la faiblesse de notre natalité. Les unes comme l'introduction de la liberté testamentaire dans notre législation, le rétablissement du droit d'ainesse, le projet Toutée, ne peuvent retenir l'attention de celui qui délaissant les domaines de l'utopie et de la théorie pure tient compte de la réalité et des contingences, et seraient en outre d'une efficacité très douteuse. Les autres, comme la suppression de l'article 832, l'augmentation de la quotité disponible, seraient susceptibles d'être adoptés plus facilement à cause de leur caractère anodin. Mais en tous cas, il n'est guère permis de croire qu'ils seraient bien efficaces. Ce sont ceux cependant que nous verrions de l'œil moins défavorable car, à supposer qu'ils n'amènent pas l'amélioration désirée, du moins n'auraient-ils pas très vraisemblablement les funestes effets des autres.

Avant d'aborder un autre ordre de réformes, qu'il nous soit permis de dire deux mots d'une institution toute récente qui a pour objet de modifier, dans une certaine mesure, la législation civile sur la transmis-

sion des biens, à savoir la loi de 1909 sur l'insaisissabilité du bien de famille et de parler un peu aussi de la « dot terrianiste ».

Depuis le Code civil, le souci dominant de la loi française en matière de succession était, nous l'avons vu d'empêcher par le partage forcé en nature et par l'égalité des parts entre enfants, la reconstitution de tout bien privilégié. On voulait la stricte égalité des biens correspondant à la stricte égalité des personnes. Au cours du xix^e siècle une série d'exceptions ont dû être admises à ce principe. Le bien de famille est l'une de ces exceptions. La loi nouvelle institue dans une certaine mesure et sous certaines conditions que nous ne pouvons étudier ici l'insaisissabilité du bien de famille, et étend les droits du conjoint survivant et des enfants mineurs. Elle permet même la transmission intégrale à l'un des enfants. Un système analogue fonctionne d'ailleurs déjà depuis soixante-dix ans environ aux États-Unis sous le nom de *homestead*.

Que faut-il attendre de cette réforme au point de vue de la natalité? Nous avouons qu'il paraît difficile de se faire une opinion sur ce sujet. Cette loi est d'abord trop récente — elle date du 9 mars 1909 — pour qu'on puisse dès maintenant en apprécier les effets; et en second lieu il semble bien que la classe paysanne pour qui elle a surtout été faite ne montre pas un enthousiasme bien grand pour en user. Au

surplus, est-il bien démontré que lorsque le campagnard quitte aujourd'hui les champs, ce soit le plus souvent après une expropriation !... Il est permis cependant de croire que cette innovation pourrait avoir d'excellents résultats si elle aboutissait, comme elle a l'ambition de la faire, à consolider la petite propriété rurale et à retenir le paysan à la campagne. Les familles sont moins nombreuses à la ville qu'aux champs, car la vie y est moins facile, moins large : on s'y marie moins et plus tard ; tout ce qui peut donc contribuer à empêcher le dépeuplement des campagnes est œuvre bonne et salubre à beaucoup de points de vue, et bien certainement au point de vue de la natalité.

Ce dépeuplement des campagnes qui est très probablement une des causes de la décroissance de notre natalité, s'explique d'ailleurs assez facilement : « Les grands travaux de culture, a écrit M. Méline, dans *le Retour à la terre*, sont intermittents et l'ouvrier agricole qui ne trouve pas d'occupation dans l'intervalle de ses travaux, cherche d'instinct un métier stable qui lui permette de gagner sa vie tous les jours ; c'est une des raisons principales qui l'ont entraîné du côté de l'industrie et tant qu'on n'aura pas trouvé un moyen de le fixer au sol par un travail régulier et durable, il est inutile d'essayer de changer le cours de ses idées. Mais quand il aura une terre à lui, à laquelle il pourra conserver tout le temps qui lui res-

tera en dehors de son travail pour autrui, et qu'il sera bien certain que, quoi qu'il arrive, personne ne pourra la lui prendre, il verra les choses sous un autre angle : il fera bien volontiers deux parts de sa vie, celle du petit propriétaire qui cultive son bien et celle du journalier qui cherche le bon salaire pour améliorer sa situation et se donner un peu de bien-être » (1).

« Ce qu'il faut protéger surtout, c'est la création de la famille, a écrit M. Ribot. Ce n'est pas à soixante ans qu'un citoyen est le plus intéressant : c'est à vingt-trois ou vingt-cinq ans, quand il songe à se marier. Lui assurer à cet âge critique un foyer avec un champ ou un jardin qui soit à lui en pleine propriété, c'est peut-être le moyen de retenir aux champs l'ouvrier qui sort du régiment. Voilà en tout cas un moyen de donner à l'ouvrier des villes comme à l'ouvrier agricole plus de bien-être, plus de sécurité, plus de dignité. Pourquoi n'aborde-t-on pas avec plus de hardiesse un problème aussi capital que celui-là. »

M. Ribot s'y est employé de son mieux et il a pu faire voter la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché, qui facilite aux ouvriers agricoles la petite propriété. Cette loi qui étend aux jardins et aux champs de moins d'un hectare de superficie et d'une valeur inférieure à

1. Méline. *Le retour à la terre*.

1200 francs tous les avantages prévus par les lois de 1894 et de 1906 sur les habitations à bon marché, sauf l'exemption temporaire de l'impôt foncier, qui les fait bénéficier de toutes les faveurs fiscales accordées à la maison ouvrière, et les soustrait aux inconvénients du partage dans les termes de l'article 8 de la loi de 1894, ne constitue assurément pas une réforme profonde du régime de la propriété, elle n'est pas non plus de taille à résoudre le problème de la dépopulation, mais elle est cependant intéressante à signaler.

Plus importante et plus efficace, croyons-nous, serait l'institution proposée par certains de la dot terrianiste.

Que de communes ont encore aujourd'hui à partager entre toutes leurs familles des « parts de marais, des parts de bois ». Pourquoi ne pas utiliser les biens communaux dont trois millions d'hectares seulement sur 4.300.000 sont cultivés ? « Notre terre de France, à écrit encore M. Méline, retournée et fouillée depuis des siècles, est presque toute entière occupée et il semble qu'il n'y ait plus de place pour de nouveaux venus. Il suffit cependant d'y regarder d'un peu près pour s'apercevoir que c'est là un trompe l'œil et qu'il existe encore un vaste champ d'action et un réservoir de travail considérable pour les bras et les intelligences qui voudraient se porter du côté de l'agriculture française. »

« Il y a d'abord les terres en friches, les landes, pâtis, terrains abandonnés qui représentent encore plusieurs millions d'hectares dont la plus grande partie pourrait être mise en valeur, si on le voulait ce qui le prouve péremptoirement, c'est que chaque année on défriche une partie de ces terrains incultes qui rentrent ainsi dans la circulation (1). »

Pourquoi ne pas, généralisant et consacrant par la loi une coutume qui existe déjà dans certaines régions, allouer à chaque ménage en usufruit une parcelle de ces terrains dont l'état d'indivision ne se justifie souvent plus beaucoup ? Sur cette parcelle, le jeune ménage pourrait immédiatement se livrer à la culture, élever quelques animaux et se construire une maisonnette qui, en fait, serait insaisissable. Le terrain appartenant légalement à la commune, la maison n'aurait pour un créancier que la valeur des matériaux par terre.

Un tel système qui pourrait fonctionner dans un grand nombre de nos communes, n'aurait-il pas de très sérieux avantages ? Outre celui de mettre en valeur des espaces considérables aujourd'hui incultes combien de jeunes paysans, des cadets surtout, frais émoulus de la caserne, ne retiendrait-il pas ? Au lieu d'aller dans les grandes villes grossir le troupeau des déracinés, ils reviendraient au pays natal

1. Méline, *loc. cit.*

défricher le champ que la commune leur allouerait, et fonder une famille, faire souches de paysans robustes et sains, de cette race paysanne qui est pour un pays un réservoir précieux de vigueur et de force.

La natalité ne gagnerait-elle pas à vue pareille réforme ? Il paraît difficile de soutenir le contraire et c'est pourquoi nous nous y rallions bien volontiers.

CHAPITRE II

Toujours dans le domaine du droit civil, nous allons examiner maintenant au point de vue natalité bien entendu, une question d'une actualité brûlante, peut-on dire. Le principe de la recherche de la paternité naturelle a été récemment adoptée par le Sénat et tout porte à croire que d'ici peu la Chambre adoptera elle-même la même solution (1). C'est d'ailleurs là un des sujets de discussion des plus délicats qui soient. « Elle touche, comme le fait justement remarquer M. Duperrieu, au plus hauts problèmes de morale, d'humanité, de responsabilité. Elle a fort divisé les jurisconsultes et les moralistes. »

Dans notre ancien droit, la recherche était autorisée : *Creditur virgini parturienti*. La jeune fille était crue sur parole en disant le nom du père au moment de l'accouchement. Elle avait droit à une pension alimentaire provisoire. Le principe de la

1. La Chambre des Députés vient d'adopter sans discussion le projet du Sénat.

recherche fut réglementé par un édit de Henri II (1556) qui contraignait, sous peine de mort toute femme enceinte non mariée à déclarer sa grossesse. D'abord le séducteur désigné devait se marier ; plus tard il ne fut obligé qu'à verser une certaine somme à la mère et à subvenir à l'entretien de l'enfant. Il y eut des abus comme pour tous les arrangements artificiels. La Convention restreignit donc la recherche de la paternité. Puis, Bonaparte ayant déclaré brutalement : « La société n'a pas intérêt à ce que les bâtards soient reconnus », le Code civil s'y conforma.

Que faut-il penser du principe posé par les juristes du Directoire ? On connaît les arguments d'ordre théorique contre et ceux en faveur de la recherche de la paternité et nous nous en voudrions de nous étendre longuement sur ce côté de la question qui est un peu étranger au problème qui nous occupe. On sait que les partisans du statu-quo s'écrient : la preuve de la paternité est pleine d'incertitudes, offre bien des dangers ; en permettre la recherche c'est ouvrir la porte aux procès scandaleux, aux tentatives de chantage, à la dépravation des mœurs. Erreur, répondent les adversaires de la prohibition : En édictant l'irresponsabilité de l'homme, on multiplie au contraire les attaques contre la vertu. La femme, pour se défendre contre la séduction aux formes variées, n'a que son instinctive pudeur. Chacun doit être reponsable de ses

actes. Il est injuste de faire retomber tout le poids de la faute sur l'une des parties, souvent la moins coupable. Dans l'intérêt de l'enfant innocent, comme au nom du droit de la femme, la recherche de la paternité doit être admise.

Ces dernières considérations paraissent parfaitement justes. Presque tous les pays, l'Angleterre et l'Allemagne notamment, ont inscrit dans leur législation le principe de la recherche de la paternité et, ainsi que nous l'avons dit plus haut, il est permis de penser qu'il figurera bientôt dans la nôtre.

Mais que faut-il attendre de cette réforme au point de vue du mouvement de notre natalité ? C'est ce qu'il convient de se demander maintenant.

D'excellents esprits prétendent que l'instauration de la recherche de la paternité contribuerait certainement à réduire la mortalité des enfants en assurant aux malheureux bâtards ou à leur mère une pension alimentaire. Mais, ajoutent-ils, il serait naïf de croire qu'elle puisse accroître la natalité, car en créant des responsabilités pour le père, elle n'aurait évidemment d'autre effet que de l'engager à prendre des précautions contre ce risque.

Cependant nous ne nous laissons pas convaincre par ce raisonnement, et sans aller jusqu'à croire, bien entendu, que la recherche de la paternité est le remède à la faiblesse de notre natalité, nous serons assez porté à estimer que la réalisation de cette

réforme pourra avoir à ce point de vue quelques heureux effets.

Le taux de la natalité dépend de causes si diverses que l'influence exercée par la prohibition de la recherche de la paternité est assez difficile à mettre en lumière. Elle ne doit très probablement pas être considérable, mais ce serait aller trop loin que de prétendre qu'elle est nulle.

On peut tout d'abord affirmer, sans trop d'in vraisemblance, que l'introduction du principe de la recherche de la paternité naturelle dans notre législation civile aurait pour résultat de diminuer le nombre des infanticides et des avortements. Ceux-ci notamment — c'est un point sur lequel nous reviendrons d'ailleurs plus loin — constituent une des causes les plus indéniables de notre faible natalité. Cette mesure entraînerait probablement une sensible diminution des 70.000 ou 80.000 infanticides qui, au dire du médecin, vont grossir chaque année les chiffres officiels de la mort-natalité, sans parler d'une diminution, impossible à évaluer même approximativement dans le nombre des avortements et dans la mortalité de la première enfance. La fille séduite et sa famille cherchent trop souvent aujourd'hui à se débarrasser à tout prix de l'enfant. Si le crime est découvert, si la fille-mère passe en Cour d'assises, les jurés sont volontiers portés à l'acquitter. Il semble que les crimes contre les *nascituri* et les nouveau-

nés sont admis par l'opinion. Après l'irresponsabilité du père, on en vient à admettre l'impunité de la mère. C'est logique.

Ne peut-on pas penser que le jour où la loi autorisera la recherche du père de tout enfant né hors mariage, un si fâcheux état de choses tendra à disparaître ? En outre l'interdiction de la recherche de la paternité contribue certainement à favoriser les unions illégitimes, source la moins féconde de la natalité, et influe par là, indirectement tout au moins, sur le mouvement des naissances. Combien d'individus, peu scrupuleux, échappent aux obligations de la paternité par l'union libre ! En dehors du mariage, l'homme élude ses charges puisqu'il ne peut, en principe, être déclaré par la justice père d'un enfant illégitime qu'il n'a pas volontairement reconnu. Le jour où il en sera autrement, il est permis de penser que le nombre de ceux qui donnent leur préférence à l'union libre diminuera.

Ajoutons, en outre, quoique la question sorte un peu de notre sujet, que la mortalité des jeunes enfants s'en ressentira très certainement. C'est un fait aujourd'hui hors de conteste que la mortalité des enfants nés hors mariage est notablement supérieure à celle des enfants légitimes pendant la première année de leur existence. Là encore une amélioration sensible résultera probablement de la réforme dont nous parlons.

Enfin, quand même la suppression du principe de l'interdiction de la recherche de la paternité ne devrait avoir pour effet, ce qui ne paraît guère douteux, que le relèvement du niveau de la moralité publique par la diminution des unions illégitimes et la crainte salutaire qu'elle inspirerait à beaucoup d'hommes, on pourrait encore s'en féliciter, car ce n'est à notre avis qu'en ne perdant jamais de vue cet objectif qu'on pourra voir disparaître le péril qui menace la France.

Nous nous rallions donc entièrement à cette réforme, quelque modestes que doivent en être les effets, et nous attendons sans espérances exagérées, mais aussi sans inquiétudes, son introduction dans l'arsenal de nos lois.

.

CHAPITRE III

Nous venons de dire que c'est uniquement les naissances légitimes qu'il convient de voir augmenter en nombre. Ne serait-il donc pas logique de favoriser autant que possible les unions légitimes et ne contribuerait-on pas ainsi par conséquence à augmenter la natalité ?

C'est là une déduction facile que certains s'empressent de faire sans hésiter. Il faut simplifier encore, disent-ils, les formalités du mariage et très probablement le nombre des naissances augmentera.

Nous ne partageons pas, quant à nous, cette opinion. Certes, favoriser l'union légitime de l'homme et de la femme est une œuvre louable, mais n'a-t-on pas fait en France, à l'heure actuelle, tout ce qu'il était possible de réaliser dans cette voie et ne faudrait-il pas craindre qu'en allant plus loin on risquât fort de saper l'autorité du père de famille et de contribuer ainsi à l'ébranlement de cette institution si utile au point de vue social qu'est la famille ?

Et d'ailleurs, il est tout à fait discutable de pré-

tendre que le nombre des mariages puisse augmenter encore dans notre pays. Il est au contraire permis de penser que le chiffre des unions célébrées chaque année est bien près d'avoir atteint son maximum. « Il y a relativement peu de pays où la nuptialité soit plus élevée qu'en France. » Ainsi s'exprime M. Lucien March dans la Statistique générale de la France pour 1910. Et cependant la natalité y est loin d'être aussi élevée que dans les autres nations. Il n'y a donc pas une relation de cause à effet entre la quantité plus ou moins grande de mariages et le chiffre plus ou moins fort de naissances. Il est par conséquent tout à fait douteux qu'en essayant d'augmenter le chiffre de ceux-là on parvienne à faire hausser le nombre de ceux-ci.

Peut-on tirer au moins un enseignement des modifications apportées par les lois de 1896 et de 1907 extensives, toutes deux, des facilités du mariage ? Constate-t-on par l'examen du nombre des unions légitimes et des naissances au cours des années qui suivirent ces réformes un changement quelconque dans un sens ou dans un autre. Là encore, les chiffres, dans leur éloquence brutale, opposent un démenti à la thèse que nous combattons.

Le nombre des mariages, n'a en effet, pour ainsi dire, pas varié en 1908, 1909, 1910, par rapport à ce qu'il était avant 1907 : le chiffre des naissances a varié d'une façon assez sensible. C'est ainsi qu'on

relève une différence de 21.000 naissances entre les années 1908 et 1909, et, contrairement à ce qu'on pourrait penser si on adoptait les vues des partisans de la thèse que nous discutons, c'est 21.000 naissances en moins que l'on compte pour 1909. Or, le nombre des mariages a, au contraire, été supérieur d'un millier environ en 1909 à ce qu'il a été en 1908, année qui suivit la réforme de 1907.

A supposer donc que l'on puisse arriver à faire croître la nuptialité, ce qui nous paraît d'ailleurs douteux, la loi de 1907 qui facilitait le mariage n'a eu en effet, pour ainsi dire, aucune influence, il n'est pas du tout démontré que la natalité s'en ressentirait.

Nous ne pensons donc pas qu'il faille s'orienter dans cette voie et nous estimons qu'en augmentant encore les facilités déjà très grandes du mariage, on n'exercerait aucune action sur le mouvement des naissances et on risquerait, en revanche, de compromettre la solidité du lien familial que la vie moderne tend pourtant déjà bien assez à relâcher.

C'est à la même conclusion que nous aboutirons en ce qui concerne les modifications proposées à l'institution du divorce, que l'on a accusé d'être une des causes de la décroissance de notre natalité. Cette assertion n'est nullement prouvée. Divorcer est certainement une extrémité fâcheuse et qu'il serait préférable de ne voir se produire jamais ; mais, à moins

d'être de parti pris, il n'est pas sérieux de classer cette facilité donnée aux conjoints modernes parmi les agents de dépopulation. On peut dire, il est vrai, que la perspective de cette porte de sortie, qu'est le divorce, constitue une cause de fragilité et d'adultération du lien conjugal : des époux hantés par l'idée de se séparer feront tout leur possible pour ne pas avoir d'enfants, ceux-ci étant une gêne quand mari et femme reprennent leur liberté. Nous ne contestons pas la portée de cet argument. Mais nous estimons que quelque fâcheuse que puisse être une telle mentalité, assez rare d'ailleurs, bien plus fâcheuses encore seraient les conséquences de la suppression de l'institution. Le divorce nous paraît donc devoir être maintenu et maintenu tel qu'il est réglementé actuellement, sans qu'il soit besoin, soit de le faciliter, soit de l'entraver.

Au surplus, l'examen de la situation générale de la France, au point de vue démographique, ne permet nullement de tirer une déduction semblable à celle que nous venons de signaler. Si l'on prend la liste des 10 départements qui, en 1910, comptent le plus de divorces (Seine, Oise, Eure, Seine-Inférieure, Marne, Rhône, Aisne, Somme, Seine-et-Oise, Calvados), on ne remarque nullement que ce soit les mêmes départements qui se fassent remarquer par une faible natalité. Dans 5 d'entre eux le nombre des naissances l'emporte sur celui des décès, alors

que dans 5 autres c'est le phénomène inverse qui se produit.

Il serait donc téméraire de prétendre que le divorce est une des raisons de notre faible natalité. Certes ! comme toutes institutions, qui régissent les mœurs, il doit avoir une influence sur le chiffre des naissances. Mais il n'est pas permis de dire que cette influence s'exerce dans un sens plutôt que dans un autre. Et en tout cas, cette influence doit être extrêmement faible et ce n'est certes pas de ce côté qu'il faut chercher les moyens de parer à la faiblesse de notre natalité, soit que l'on propose de le rendre plutôt facile, soit qu'au contraire on songe à en restreindre les possibilités, voire même à le supprimer purement et simplement. Tout au plus, pourrait-on demander à certains tribunaux qui ont l'habitude de prononcer des divorces à la douzaine d'apporter un peu plus d'attention et de réflexion quand il s'agit de dénouer le lien matrimonial.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Nous avons examiné les réformes principales qui avaient été proposées dans notre législation civile pour remédier à la décroissance de la natalité. Nous allons maintenant, passant dans le domaine du droit public, voir d'abord quelles modifications on a proposé d'apporter à la législation fiscale de notre pays.

Sur le système d'impôts actuellement en vigueur en France et sur son influence au point de vue natalité, on rencontre, hâtons-nous de le reconnaître, unanimité de vues presque complète. Alors que le régime successoral est attaqué violemment, mais aussi défendu avec conviction, presque toutes les personnes autorisées s'accordent à déclarer que le système fiscal que nous subissons est bien peu favorable à la natalité et aux familles nombreuses.

Quel est en effet le principe qui domine cette partie de notre législation ? C'est celui de l'égalité devant l'impôt. Chacun doit être imposé selon ses

facultés, sans aucun doute, et telle est bien l'idée maîtresse qui a servi de base à cette réglementation.

Mais, il faut bien reconnaître que cette égalité n'est qu'un leurre quand elle aboutit, comme on le voit si souvent, à frapper d'un impôt égal le célibataire et le père de famille chargé de nombreux enfants.

Comme en matière fiscale on se base sur les ressources apparentes, les signes extérieurs de la richesse, on risque fort d'imposer trop lourdement certaines catégories de contribuables au bénéfice d'autres qui échappent ainsi presque entièrement aux charges publiques. Une des conséquences du système est que les familles nombreuses sont plus imposées à mesure qu'elles sont plus nombreuses. Le foyer, par exemple, sert de base à la fixation de la cote mobilière : le père de plusieurs enfants qui a besoin d'un logement plus vaste qu'un célibataire, paiera donc plus d'impôts que celui-ci. Il en est de même aussi pour les impôts indirects, pour les octrois qui atteignent surtout les dépenses de consommation.

« L'égalité devant l'impôt, a dit le célèbre démographe Van der Smissen, consiste non en ce qu'on frappe également chaque citoyen mais en cela qu'on le frappe proportionnellement à son bien. N'est-il pas évident que la fortune d'un citoyen doit s'évaluer en tenant compte des charges de cette fortune,

des dettes notamment, et l'éducation des enfants n'équivaut-elle pas à une véritable dette dont il faut acquitter chaque intérêt ? Il conviendrait de placer les pères de famille dans le droit commun, mais dans la répartition de l'impôt, de tenir compte des charges de famille. » (1)

La législation fiscale actuelle, il faut l'avouer, ne répond guère à ces desiderata, et sans aller peut-être jusqu'à dire qu'elle constitue un « châtiment de la fécondité » et « qu'actuellement les citoyens sans enfants sont entretenus par les pères de famille », il faut reconnaître qu'elle ne fait rien pour pousser les citoyens mariés à avoir une nombreuse progéniture. Elle contribue donc, dans une certaine mesure, à entretenir la crise dont nous souffrons, au point de vue de la natalité.

Quelles sont donc les réformes que l'on pourrait souhaiter voir aboutir en cette matière. Il ne s'agit pas, bien entendu, de bouleverser de fond en comble notre système fiscal, mais d'examiner si tout en maintenant dans son ensemble notre régime d'impôts, et tout en tenant compte des nécessités budgétaires, on ne pourrait améliorer la législation actuelle et empêcher qu'elle ne soit comme elle l'est aujourd'hui un obstacle à la fécondité des mariages.

Dans l'arsenal de nos impôts, ce sont presque

1. Van der Smissen. *La population*.

exclusivement les contributions directes et parmi les indirectes les droits de mutation qu'on a proposé de modifier. Il est d'ailleurs certains droits, ceux de consommation par exemple, contre lesquels il n'y a naturellement rien à tenter. On ne peut pas faire payer plus cher à Pierre qu'à Paul le sucre, le sel, le tabac, les allumettes, ou le pétrole, sous le prétexte que Pierre vit seul tandis que Paul a femme et enfants. On ne peut pas davantage frapper telles denrées à l'octroi ou à la douane plus durement que telles autres, en arguant de ce que les premières sont destinées à la consommation d'un célibataire, tandis que les secondes seront consommées par une famille nombreuse. Il serait évidemment préférable au point de vue de la la repopulation que ces droits n'existassent pas, car le coût de la vie en serait notablement diminué : pouvant vivre plus largement, moins hantés par l'appréhension de voir leur train de vie diminuer par l'arrivée d'un enfant, les époux apporteraient moins de prudence dans leurs relations. Mais avec les formidables budgets des états actuels, sans cesse accrus d'année en année, qui pourrait sérieusement songer à tarir cette source précieuse de revenus que sont les impôts de consommation ?

S'il est impossible, avec ces derniers, de tenir compte de l'état civil de celui qui les supporte, il n'en est pas de même avec les impôts directs : contributions foncière, personnelle et mobilière, des

portes et fenêtres et patentes. Aussi a-t-on proposé souvent sinon de les supprimer, tout au moins d'en modifier l'assiette dans un sens plus conforme à l'équité. Est-il juste qu'un père de famille qui a, par exemple, 5 enfants, et occupe un logement de 3 pièces paie un impôt mobilier triple de celui payé par un célibataire qui se contente d'une seule chambre ? Le père de famille qui a doté son pays de la plus précieuse des richesses qu'il puisse désirer, en plus des charges accablantes qu'il supporte à tous les autres points de vue, sera plus lourdement frappé que l'égoïste qui vit seul et pour lui seul. N'y a-t-il pas là quelque chose d'illogique et de choquant ?

Aussi de nombreuses propositions de loi ont-elles été formulées — quelques-unes même déposées sur le bureau de l'une des deux Chambres — dans le but d'essayer de réparer cette injustice, en dégrevant, les familles nombreuses. Cette idée de décharger d'une partie de leurs impôts directs les pères de plusieurs enfants fait d'ailleurs d'assez grands progrès au Parlement, et n'étaient les nécessités budgétaires, il est fort probable qu'une réforme en ce sens serait déjà accomplie. Citons comme propositions de ce genre celles déposées à différentes époques par MM. Pieyre, Vacher, Le Roy, Fleury-Ravarin, Cochery, Peytral, Piot, etc. Nous n'étudierons pas toutes ces propositions, assez semblables d'ailleurs

quant au fond. Nous nous contenterons d'exposer leurs traits principaux.

Les unes, comme celle de M. Le Roy, ont pour objet de dégrever tout contribuable marié ou veuf dont le revenu est inférieur à 6.000 francs d'une partie des contributions directes pour lesquelles il figure au rôle; le dégrevement serait de 1, 2, 3 ou $\frac{4}{5}$, il pourrait par conséquent aller jusqu'à la presque totalité de l'impôt, suivant le nombre des enfants. M. Piot, l'ancien sénateur, est l'auteur d'une proposition analogue aux termes de laquelle le père de 4 enfants serait dégrevé de $\frac{1}{5}$, celui de 5 enfants de $\frac{2}{5}$, celui de 6 enfants de $\frac{3}{5}$, celui de 7 enfants et au-dessus de $\frac{4}{5}$, sans que cette proportion puisse jamais être dépassée. Ce qu'il importe en effet, c'est non pas tant d'encourager les très nombreuses familles que de pousser les ménages n'ayant pas d'enfants, ou ceux n'en ayant qu'un, à en posséder 4 ou tout au moins 3. Citons encore dans le même esprit le projet présenté par MM. Bernard, Piot et Perrier, adopté le 19 mars 1901 en première délibération par le Sénat : il diminuait de 5 o/o le montant de la patente, quand le patentable avait 3 enfants, de 15 o/o quand il en avait 4, de 30 o/o quand il en avait 5 et de 15 o/o pour chaque enfant au-dessus de ce nombre. Le montant de la patente était augmenté de 20 o/o quand le patentable n'avait pas d'enfants, de 10 o/o quand il en avait 1, de 5 o/o

quand il en avait 2. Le 31 janvier 1902 et en troisième lecture, le projet fut renvoyé à l'examen de la commission extra-parlementaire et depuis lors il n'en a plus été parlé.

Tous ces projets de réformes — le dernier excepté toutefois — n'osent pas pousser les choses jusqu'au bout et exempter totalement le père de famille, quand le nombre de ses enfants dépasse un certain chiffre. D'autres n'ont pas eu ces hésitations et proposent franchement un dégrèvement total pour les très nombreuses familles. M. Bertillon est de ceux-ci et propose de dégréver toutes les familles possédant plus de trois enfants.

Mais ce n'est là qu'une des faces de la réforme. Les dégrèvements vont creuser un trou dans le budget, un trou qu'il faut de toute nécessité combler. A qui s'adresser, si ce n'est à ceux qui profitent si abusivement de l'état de chose actuel, c'est-à-dire aux célibataires et aux ménages n'ayant pas ou ayant peu d'enfants? Et l'on en arrive ainsi à ce fameux « impôt sur les célibataires » dont il a été si souvent question et qui a été l'objet de tant de sarcasmes plus ou moins justifiés. M. Bertillon a établi d'après des chiffres puisés aux meilleures sources, qu'il suffirait pour dégréver totalement de tout impôt direct les familles de plus de trois enfants, d'une somme de 65 millions qui représente la huitième partie du produit total de l'impôt. En augmentant, toujours

d'après le même auteur, l'impôt des célibataires et des familles restreintes de $\frac{1}{7}$ de son montant, de $\frac{1}{5}$ au plus, ce qui n'est somme toute pas une augmentation bien énorme, on exonérerait de tout impôt direct les familles de plus de trois enfants, et cela sans occasionner la moindre perte au trésor public. Cet accroissement de charges pécuniaires pour des contribuables qui n'ont pas de charges de famille, ajoute M. Bertillon, paraîtra bien faible si l'on songe que de 1881 à 1986, soit en vingt-cinq ans seulement, le rendement des quatre contributions directes (État, Département, Communes), s'est élevé de 708 millions à 982 millions, c'est-à-dire de près de 40 0/0.

Cette surcharge imposés aux célibataires et aux ménages sans enfants serait d'ailleurs naturellement variable : très faible pour les ménages ayant 2 enfants, elle augmenterait pour ceux n'en ayant qu'un, augmenterait encore pour ceux n'en ayant pas et atteindrait son maximum avec les célibataires qu'elle frapperait d'une imposition pouvant atteindre 40 et même 50 0/0.

M. Piot est l'auteur d'un projet moins radical qui consiste à frapper d'une taxe égale à $\frac{1}{15}$ du principal des 4 contributions directes les célibataires des deux sexes âgés de trente ans et d'une taxe de $\frac{1}{20}$ les époux mariés depuis cinq années au moins et sans enfants. Sur les sommes ainsi obtenues, un

crédit de 20 millions serait inscrit et réparti par les soins du ministre de l'Intérieur. M. Piot a proposé aussi un impôt de 50 francs par tête et par ménage sans enfants. Le recensement de 1896 accusait 3.861.599 célibataires au-dessous de vingt-cinq ans, 1.808.838 ménages sans enfants et environ 300.000 divorcés, veufs ou veuves sans enfants. Cela ferait environ 17 millions dont on pourrait faire profiter par voie de dégrèvement les ménages de plus de trois enfants. Mais est-il bien juste de frapper d'un même impôt indistinctement les célibataires et assimilés riches ou pauvres. Cette taxe de 50 francs serait trop forte pour un ouvrier, insignifiante en revanche pour certaines personnes très fortunées.

Renan a écrit que « la société française contemporaine semblait construite comme si l'homme était un être théorique destiné à vivre seul, sans famille, sans relations avec les autres hommes ». On serait tenté de tenir ce paradoxe pour une vérité, en présence du système fiscal actuel. Rien n'est certes plus équitable que d'essayer de décharger les épaules de celui qui a à faire face non seulement pour lui mais encore pour sa femme et une nombreuse progéniture aux nécessités de l'existence. Tout au plus pourrait-on hésiter un peu sur le point de savoir s'il convient d'aller jusqu'à dégréver totalement le contribuable quand le nombre de ses enfants dépasse un

certain chiffre. Ne serait-il pas grave de porter atteinte au grand principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt, où, pour parler d'une façon plus exacte, au principe que tous les citoyens doivent contribuer en proportion de leurs moyens aux charges publiques ? Nous estimons, quant à nous, que si les réformes fiscales dont nous nous occupons en ce moment, devaient avoir pour effet de favoriser le relèvement de la natalité, il ne faudrait peut-être pas hésiter à faire fléchir un principe, d'autant plus que l'exonération ne s'appliquerait jamais qu'aux impôts directs et que du fait des impôts indirects et des taxes de consommation, le père de famille supporterait toujours de lourdes charges qui dépasseraient encore et notablement, très vraisemblablement, le surcroît d'impositions que le célibataire pourrait avoir à payer du fait de la réforme.

Mais, si au point de vue justice sociale il semble difficile de repousser l'idée de dégrèver les familles nombreuses et de rejeter sur les célibataires et les ménages dépourvus ou presque d'enfants, le fardeau qu'on enlèverait aux chefs de familles nombreuses, du moins faut-il que l'impôt dont on frappera les premiers au profit des seconds n'affecte pas l'allure d'une confiscation plus ou moins avouée ou même d'une simple mesure vexatoire. C'est dire que nous repousserons énergiquement des taux de 40 et de 50 o/o, comme il en a été proposé. De telles mesures,

renouvelées des lois Caducaires seraient véritablement odieuses et soulèveraient la réprobation universelle. Il ne s'agit pas en effet de châtier le célibat qui peut être dicté par des considérations éminemment respectables de santé, de famille, de sentiment. Il ne s'agit nullement de frapper celui qui vit seul d'impôts tellement lourds qu'il aurait un intérêt pécuniaire à prendre femme. Le législateur ferait absolument fausse route s'il s'arrogeait à un tel point le droit d'intervenir dans la vie privée de chacun. Seul, à notre avis, peut être sérieusement envisagé un impôt modéré. En fixer le taux maximum est évidemment chose délicate, mais il semble bien que le taux à prévoir ne devrait jamais excéder 20 o/o.

Un régime de surtaxes dans le genre de celles que nous avons indiquées plus haut, comme émanant de M. Piot, nous paraît par conséquent assez souhaitable : on pourrait frapper, par exemple, les ménages ayant deux enfants seulement et chez lesquels la naissance du deuxième remonterait à quatre ou cinq ans déjà, d'un impôt très léger de 1 ou 2 o/o, frapper les ménages ayant un seul enfant et chez lesquels la naissance de cet enfant remonterait à quatre ou cinq ans d'un impôt un peu plus fort, de 3 à 5 o/o, les ménages sans enfants après cinq ans de mariage d'un impôt de 8 à 10 o/o, enfin, l'impôt atteindrait son maximum, soit 15 o/o, avec les célibataires ayant dépassé un certain âge, trente ans

par exemple, ou les veufs sans enfants. On pourrait, en outre, rendre cet impôt progressif et en faire varier le taux dans les limites que nous venons d'indiquer, suivant la fortune du contribuable. Une telle réforme nous paraît tout à fait raisonnable et pourrait procurer à l'État des ressources assez importantes, susceptibles d'être utilisées pour favoriser les naissances. Elle n'aurait, en outre, rien de vexatoire ni de draconien.

Reste maintenant à se poser la question de savoir si une réforme fiscale, orientée dans le sens que nous venons d'indiquer, serait d'une efficacité quelconque au point de vue du mouvement des naissances. De bons esprits, tout en reconnaissant combien une modification dans la législation des impôts serait juste et souhaitable, n'en envisagent qu'avec un ironique septicisme les effets probables au point de vue démographique. Peut-on s'imaginer, disent-ils, les calculs d'un ménage qui, ayant jusqu'alors obéi aux conseils restrictifs de la prudence, s'en départirait brusquement parce qu'on aurait fait luire à ses yeux la mirifique perspective d'un dégrèvement annuel de quelques francs ou de quelques dizaines de francs, voire même d'un dégrèvement complet. Élever un enfant, cela coûte généralement plus cher que ça ! Pour contraindre un père à augmenter sa famille uniquement par la perspective d'un impôt ou l'appât d'une promesse, il

faudrait que la taxe dont on le frapperait ou le bénéfice qu'on lui allouerait fût énorme et forcément par un pareil système l'État prendrait le rôle de répartiteur unique des richesses.

Ces arguments, quelques impressionnants qu'ils soient, ne nous paraissent pas cependant péremptoires. Ceux qui les émettent considèrent visiblement trop l'homme comme un être théorique, abstrait, uniquement guidé dans ses actes par un seul mobile, celui de l'intérêt pécuniaire et en arrivent à cette conclusion qu'il faudrait pour le faire agir lui donner comme appât une récompense de même nature au moins égale à la dépense qu'il faut faire pour élever un enfant. Cette conception est infiniment trop simpliste et ne correspond nullement à la réalité des choses. « Les hommes, dit M. le professeur Gonnard, ou la plupart d'entre eux, ne songeraient certes pas à limiter le nombre de leurs enfants s'ils n'avaient un intérêt d'argent à le faire. Bien plus si cette limitation n'est pas aussi générale, aussi complète qu'elle pourrait l'être, c'est précisément parce que l'intérêt que le père de famille peut avoir à le réaliser est contrebalancé par un grand nombre de mobiles, l'instinct, le désir de la paternité en sont les principaux, les plus puissants, mais il en est certainement d'autres.

» Il ne s'agit donc nullement d'établir des lois qui fassent contrepoids par elles seules aux mobiles

égoïstes, mais d'apporter un supplément de poids aux mobiles qui s'opposent à lui déjà. En d'autres termes, pour faire pencher dans l'esprit de beaucoup d'hommes, la balance du côté de la paternité, il ne sera pas nécessaire de faire qu'ils trouvent de ce côté là leur intérêt pécuniaire, ce qui serait à peu près irréalisable, mais il suffira d'atténuer dans une certaine mesure les charges inhérentes à la paternité. Rendre celle-ci moins lourde, transférer à la société une certaine part du fardeau, puisque aussi bien il est de son intérêt de se recruter, voilà ce qui peut être justement raisonnablement tenté, semble-t-il. » (1)

Ces considérations nous paraissent profondément justes. Elles peuvent d'ailleurs s'appliquer à d'autres réformes proposées ; et elles nous semblent bien résumer l'esprit qui doit dominer le législateur, s'il veut faire quelque chose pour remédier à la faiblesse de la natalité française.

Aussi bien, n'est-ce pas tant d'un seul et unique remède qu'il faut attendre le salut, d'une loi panacée merveilleuse qui, d'un seul coup de baguette magique, mettrait fin à la crise dont notre pays se meurt lentement, que d'un ensemble coordonné et méthodique de mesures destinées à alléger les charges des pères de nombreux enfants. Il faut que ceux-ci sentent autour d'eux une atmosphère de bienveillance, de

1. *Revue d'économie politique*, 1902. Gonnard.

sympathie créée par le législateur, atmosphère qui, il faut bien le reconnaître, n'existe pour ainsi dire pas à l'heure actuelle.

Qu'a-t-on fait dans ce sens, en effet, jusqu'à aujourd'hui, tout au moins dans la matière qui nous occupe ? Pas grand'chose, presque rien même, il faut l'avouer. Dans l'arsenal de nos lois, nous trouvons tout juste d'abord l'exemption de la cote personnelle pour les pères de plus de 7 enfants, et encore à condition que le montant de cette cote ne dépasse pas 10 francs, mesure tellement anodine et insignifiante qu'il n'en faut pas parler davantage. Et en second lieu l'autorisation donnée par la loi de Finances du 16 juillet 1904, aux communes de plus de 5.000 habitants de dégrever les contribuables en raison de leurs charges de famille. Ce dernier amendement est ainsi conçu : « Les conseils municipaux, qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1903, déduisent à titre de minimum de loyer, une somme constante de la valeur locative d'habitation de chaque contribuable, afin d'obtenir le loyer matriciel qui servira de base à la contribution mobilière, peuvent dans les conditions mêmes prévues à l'article précité, augmenter cette constante de 1, 2, 3, 4 ou 5/5 selon que le contribuable a à sa charge et à son domicile 2, 4, 6, 8 ou 10 enfants, légitimes ou non, parents âgés ou infirmes, enfants orphelins ou abandonnés et par lui recueillis. Les enfants sont considérés

comme à sa charge jusqu'à l'âge de seize ans révolus. » La Ville de Paris appliqua immédiatement la loi, mais le dégrèvement ne fut que de 5 francs par enfant. Ce n'est donc pas là une réforme bien importante. N'importe ! Il convenait de la signaler : peut-être est-elle l'indice d'un esprit nouveau chez le législateur ?

Il faut pourtant reconnaître que si celui-ci semble vouloir s'orienter dans une voie nouvelle, il n'y avance qu'avec beaucoup de prudence et d'hésitation. Le projet d'impôt sur le revenu qui a déjà été voté par la Chambre des députés et qui viendra dans un avenir prochain en discussion devant le Sénat, ne fait, hélas ! qu'une part bien modeste, bien parcimonieuse aux pères de famille dotés de beaucoup d'enfants. Qu'on en juge plutôt par le texte de l'article du projet : « Tout contribuable, dont le revenu total ne dépasse pas 12.000 francs, a droit à un dégrèvement de 8 francs par personne se trouvant à sa charge. Toutefois, le dégrèvement n'est accordé que pour les descendants et enfants recueillis en sus du premier. Sont considérés comme personnes à la charge du contribuable, à condition de n'avoir pas de ressources suffisantes : 1° les ascendants âgés ou infirmes ; 2° les descendants ou enfants abandonnés ou par lui recueillis, s'ils sont âgés de moins de seize ans ou âgés ou infirmes. »

C'est là une mesure bien modeste. Sans parler

même de la limitation du bénéfice de l'article aux revenus inférieurs à 12.000 francs, ce qui est peut-être discutable, il faut avouer qu'une remise d'impôt de 8 francs par an, soit environ 2 centimes par jour, ne constitue pas une faveur bien énorme, et que l'écart est grand entre le coût d'une éducation, fût-ce la plus modeste, et une somme de 8 francs par an. Espérons donc, sans y compter trop toutefois, car les nécessités budgétaires sont là, qui se dressent menaçantes, que le Sénat se montrera plus large pour ceux qui dotent notre pays de la richesse la plus désirable.

En Prusse, où la natalité est, comme on le sait, infiniment supérieure à la nôtre, l'impôt sur le revenu *l' Einkommensteuer*, qui attaque le revenu global avec taux progressif, est bien plus favorable aux familles nombreuses que ne l'est le projet actuellement soumis aux Chambres en France et dont nous venons de dire deux mots. Aux termes de l'article 18, il est fait sur tout revenu de 1.125 francs, minimum d'imposition, à 3.750 francs, une réduction de 62 fr. 50 par tête d'enfant de moins de quatorze ans, soit 125 francs pour 2 enfants, 250 francs pour 4, 500 francs pour 8. Ce n'est évidemment pas énorme, mais c'est déjà pourtant quelque chose. En outre, quand la famille compte 3 enfants ou plus de 3, l'impôt est abaissé d'un « degré », c'est-à-dire diminué d'un tiers ou d'un quart dans les cas les

plus fréquents. Mais ce n'est pas encore tout. Aux termes de l'article 19, les autorités préposées à l'assiette de l'*Einkommensteuer* peuvent, toutes les fois que le revenu brut ne dépasse pas 12.000 francs, faire descendre de deux ou même de trois échelons les contribuables dont les capacités productives se trouvent réduites par les charges ou servitudes résultant « d'enfants à élever, de vieux parents à soutenir ». Voilà donc au profit des pères de famille d'outre-Rhin toute une série de concessions qui peuvent se cumuler. Il est triste de se dire que c'est en Allemagne, où la natalité est forte, qu'existent toutes ces faveurs et de songer qu'en France il n'y a presque rien de fait, et que l'avenir même ne se présente pas, à ce point de vue, sous des couleurs bien engageantes.

A côté des impôts directs, les taxes de mutations pour cause de décès appelées communément droits de succession, sont attaquées elles aussi, par les adversaires du régime fiscal actuel. Remarquons pourtant que ces droits réglementés pour la dernière fois par la loi de finances de 1901, et qui, échelonnés de 1 à 20,50 0/0 croissent, on le sait, et avec l'importance de la succession et à mesure que le degré de la parenté augmente, sont tels qu'ils existent à l'heure actuelle, favorables aux nombreuses familles. En effet, ces droits ne sont plus payés sur l'ensemble de la succession, mais sur la part nette de chaque

héritier et comme la taxe est progressive, il s'ensuit que les enfants uniques paient plus que les enfants de familles nombreuses. C'est ainsi que sur une succession de 250.000 francs, s'il n'y a que 1 ou 2 enfants, la taxe est de 2 0/0, s'il y en a 3 elle est de 1,75 0/0, s'il y en a 5 de 1,50 0/0, parce que, dans le premier cas, la part de l'enfant est supérieure à 100.000 et dans le dernier inférieure à ce chiffre.

Mais on a pensé que ce traitement de faveur n'était pas encore assez important, et diverses propositions ont été déposées sur le bureau de la Chambre des députés, mais aucune d'elles n'est encore venue en discussion. Citons celles de M. du Halgouet, de M. Pieyre, de M. Messimy. Ces divers projets sont, au fond, assez semblables les uns aux autres, et proposent tous d'établir des droits de succession inversements proportionnels au nombre des enfants. C'est ainsi par exemple que dans le projet du Halgouet (*Journ. off.*, du 17 janvier 1906) 1 enfant seul, au lieu de ne payer que 1 0/0, taux actuel, pour une succession de 2.000 francs au maximum, paierait 1 fr. 50, qu'une famille de 2 enfants paierait 1 fr. 25, qu'une famille de 3 enfants paierait 1 franc, qu'une famille de 4 enfants ne paierait que 0 fr. 75, et ainsi de suite jusqu'à un taux minime de 0 fr. 05 0/0 pour les très nombreuses familles, celles de plus de 9 enfants. Il en serait ainsi pour

toutes les autres séries de succession, 2.000 à 10.000, 10.000 à 50.000, etc., avec naturellement, car on observe le même principe de progression, des taux de plus en plus élevés, à mesure que les fractions de part augmentent en importance. Le procédé est, on le voit, analogue à celui qui consiste à surtaxer les célibataires et les familles sans enfants pour pouvoir dégrever les familles nombreuses.

Mais des esprits hardis ne s'en sont pas tenus là. M. Bertillon, qui, comme nous l'avons vu plus haut, propose des impôts draconiens sur les célibataires, ne veut rien moins, en ce qui concerne les taxes de succession, que placer au point de vue de l'héritage, les enfants uniques, dans la situation où ils seraient s'ils avaient des frères. Ce ne serait donc plus des droits maxima de 3 o/o, comme ceux que nous avons indiqués il y a un instant, mais bien des droits de 50 ou de 30 o/o.

M. Bertillon part du principe suivant : tout homme a le devoir de contribuer à la perpétuité de sa patrie exactement comme il a le devoir de la défendre. Il en déduit que le fait d'élever 1 enfant doit être considéré comme une forme de l'impôt. En effet, payer un impôt, c'est s'imposer un sacrifice au profit de la nation entière. Pour que cet impôt soit acquitté par une famille, il faut qu'elle élève 3 enfants : 2 pour remplacer les parents, et un troisième, car sur les 3 il y en aura 1 en moyenne qui ne se reproduira pas.

Donc la famille qui, volontairement ou non, peu importe, n'élève pas 3 enfants, s'impose des sacrifices insuffisants pour l'avenir de la nation. Elle est libre de le faire, mais elle lui doit un dédommagement. Au contraire, celle qui élève plus de 3 enfants, s'impose un supplément de charges dont on doit la dédommager, toutes les fois que l'occasion s'en présente. Le dédommagement que la première de ces familles doit à la collectivité, elle le paiera, toujours d'après M. Bertillon, sous la forme de l'impôt sur les célibataires et les familles peu nombreuses. La deuxième famille qui, elle, a droit au contraire à un dédommagement de la collectivité, elle l'obtiendra, sous la forme, dont nous nous sommes occupé plus haut, de dégrèvements partiels ou même totaux d'impôts directs, mais aussi de dégrèvements des impôts de succession. L'idée maîtresse du projet de M. Bertillon est donc de faire payer aux familles insuffisamment fécondes la juste indemnité qu'elles doivent au pays à raison de leur stérilité absolue ou relative. L'héritage tel qu'il est conçu actuellement est un facteur de dépopulation. En partant de cette idée, qui est comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre loin d'être exacte, M. Bertillon conclut : il faut donc modifier l'héritage. « L'État, dit-il, est aussi intéressé à la fécondité des familles qu'à leurs facultés de travail et d'épargne. Pour stimuler ces deux dernières vertus, il leur garan-

tit le droit d'héritage ; il pourrait le leur retirer ou du moins l'affaiblir à son profit lorsque leur fécondité ne serait pas jugée par lui suffisante. » (1)

Comme on le voit, M. Bertillon n'hésite pas devant les mesures radicales inspirées du plus pur socialisme d'État. « Pour que cette mesure fût efficace, il faudrait qu'elle fût sérieusement appliquée, de façon à entamer sensiblement la fortune des familles qui n'auraient donné à la France qu'un ou deux enfants ? Par exemple, on pourrait réserver à l'État la portion disponible de l'héritage : la moitié de la fortune pour les familles d'un enfant, le tiers pour celles de deux enfants : quant aux familles de trois enfants, leur fécondité est suffisante et il n'y a pas lieu de les surtaxer. Il faudrait, en résumé, se rapprocher autant que possible de la formule suivante : placer au point de vue de l'héritage les enfants uniques dans la situation où ils seraient s'ils avaient des frères ».

Que penser de ce projet, auquel on ne peut, à tout le moins, refuser le mérite de l'énergie ? Le principe qui en est la base est que le fait d'élever des enfants constitue une des formes de l'impôt. Ce principe est tout d'abord des plus contestables. L'impôt, c'est le versement d'une quote-part des dépenses faite par un groupe social dont chacun de nous relève.

1. Bertillon. *Le problème de la Dépopulation*.

Mais le paiement d'une contribution ne peut pas se présenter à l'esprit comme un devoir moral, analogue par exemple à l'obligation du service militaire. Avoir des enfants, payer l'impôt sont deux ordres de faits très différents et qu'il importe bien de ne pas assimiler les uns aux autres. Et au surplus, pourquoi les partisans de cette théorie ne vont-ils pas jusqu'à la conclusion logique de leur système? Si le fait d'avoir des enfants constitue le paiement de l'impôt, il faudrait alors que le père puisse présenter à l'État la note des débours en déduction de sa dette fiscale et, comme généralement la dépense excéderait la somme dont il est imposé, il devrait pouvoir réclamer le remboursement de la différence. Ne peut-on ajouter enfin que si l'individu a des enfants en quelque sorte sur l'ordre et dans l'intérêt de l'État, il faudra pour être logique poser en principe que c'est à l'État qu'incombera l'obligation de faire face aux frais d'éducation quand le père de famille ne pourra y suffir.

Peu soutenable en théorie, le système préconisé par M. Bertillon, l'est encore moins si on l'examine au point de vue pratique. Sans même parler de l'injustice flagrante qu'il y aurait à frapper ainsi la fortune, par exemple, d'un individu tout récemment marié et qui ne pourrait par conséquent représenter les trois enfants réglementaires, ne voit-on pas quelle véritable confiscation socialiste, quelle expro-

priation des fortunes constituerait un tel procédé. Les proportions proposées par M. Bertillon dépasseraient considérablement la limite que ne doit jamais franchir un impôt. Ce ne serait plus une taxe que nous aurions en face de nous, mais bien une véritable main-mise de l'État sur une quotité des successions, une atteinte inadmissible au droit de propriété, qui pourrait amener dans l'ordre social un trouble profond. Ajoutons enfin que l'adoption d'une telle réforme serait immédiatement suivie d'une fraude considérable par laquelle on tenterait de se soustraire aux rigueurs d'une réglementation aussi draconienne. Grâce à la facilité actuelle des communications, à l'importance des valeurs mobilières, des centaines de millions quitteraient ainsi la France pour n'y plus revenir. Et sans même prendre la peine de faire passer ses capitaux à l'étranger, combien de pères de famille n'hésiteraient pas à donner de la main à la main une partie de leur fortune à leurs fils sous forme de titres au porteur ? Ce genre de fraudes se produit déjà à l'heure actuelle ; que serait-ce quand les droits atteindraient des taux de 30 et même de 50 o/o ? Finalement, c'est la propriété foncière qui pâtirait de tout cela, en baissant de valeur, et le bien-être général et la fortune publique qui s'en ressentiraient.

Nous ne pouvons donc souscrire à de pareilles propositions, inspirées sans aucun doute par un

sentiment très louable de patriotisme, mais dont l'adoption entraînerait très vraisemblablement des conséquences encore plus funestes que la décroissance de la natalité.

En revanche, la modification des taux actuels des droits de succession, tels qu'ils résultent de la loi de finances de 1901, dans le sens des propositions que nous avons indiquées plus haut (propositions du Halgouet, Messimy), nous paraît constituer une réforme souhaitable. Elle aurait pour effet, sans aucun doute, de diminuer dans une certaine mesure, le manque d'équilibre qui existe, au point de vue égalité fiscale, entre les célibataires et les familles nombreuses, et à ce titre, elle, paraît juste et souhaitable.

Mais aura-t-elle un effet salubre sur le mouvement de la natalité ? La question est certes plus discutable. Des perspectives si lointaines que celles résultant des lois successorales peuvent-elles hanter beaucoup les jeunes époux ? Évidemment, ce sont là des déterminants moins puissants qu'un avantage immédiat, tel que celui d'une prime ou même d'un dégrèvement sensible porté sur la feuille d'impôt. Cependant nous ne croyons pas qu'il faille rejeter absolument ce remède. Sans en attendre énormément, il peut avoir certains heureux effets, en vertu même du principe sur lequel il est basé et qui est d'instituer un régime de faveur pour les familles nombreuses.

CHAPITRE II

De l'idée de dégrèvement fiscaux, l'esprit passe aisément à celle très connexe de « primes ». Si l'on peut penser qu'il serait bon et utile de diminuer partiellement ou totalement, le lourd fardeau pécuniaire qui pèse, du fait de l'impôt, sur les familles nombreuses, pourquoi n'en viendrait-on pas à proposer d'allouer des sommes d'argent plus au moins élevées aux ménages ayant beaucoup d'enfants. Alléger ou supprimer le fardeau fiscal, c'est très bien ; mais pourquoi ne pas aller encore un peu plus loin et ne pas encourager directement par des primes en belle monnaie sonnante et trébuchante, ceux qui contribuent le plus à assurer la perpétuité de la race ?

En outre, les dégrèvements ne pourraient jamais atteindre tous les citoyens. Il en est un grand nombre, qui, malheureusement pour la collectivité, n'ont jamais affaire au percepteur et ne versent pas un centime, directement tout au moins, dans les caisses de l'État. Ne serait-il pas équitable que cette importante armée de prolétaires, soit, elle aussi,

aidée, comme le seraient ceux un peu plus fortunés qui participeraient aux détaxes ?

Cette idée de primes à la natalité est, il faut bien le dire, une de celles qui ont été le moins souvent mises en avant. Les rares personnes qui se sont risquées à l'émettre, ne l'ont lancée que bien timidement, comme une idée en l'air, effrayées elles-mêmes, semble-t-il, de la hardiesse de leur proposition. Il nous paraît cependant que cette question ne doit pas être écartée *a priori* et qu'elle peut, tout autant que bien d'autres, faire l'objet d'une discussion impartiale. La crise de notre natalité offre de tels dangers pour l'avenir de la race, qu'il serait imprudent et coupable de ne pas examiner tous les moyens, voire même ceux paraissant les moins acceptables à première vue, préconisés pour y remédier.

Dès 1881, M. Frary, l'auteur du *Péril national*, écrivait : « La gravité du mal, l'imminence du danger peuvent seules nous décider à émettre un avis qui semblera paradoxal. Il faudra obtenir une pension annuelle assez considérable, 100 francs par exemple au-dessus de deux enfants. On ferait ainsi monter le chiffre des naissances. Chose monstrueuse et contraire à la nature, vont s'écrier les moralistes, dépense folle diront les économistes, chimère socialiste ajouteront les politiciens. Cependant, si c'est rendre un service au pays que d'avoir des enfants, pourquoi ce service ne serait-il pas l'objet d'une prime aussi

bien que la construction d'un navire? L'objection la plus sérieuse, ajoute-t-il en terminant, la question d'argent, n'a pas grand poids si l'on songe au salut du pays qui est en jeu. » (1) M. Debury, lui aussi, serait partisan du système des primes, mais, modalité qui importe d'ailleurs peu pour l'instant, au-dessus de trois enfants seulement. De son côté, M. Piot, l'apôtre infatigable de la population, avait proposé dans son mémoire adressé aux membres du corps législatif, de donner une rente de 50 francs par enfant vivant aux pères de famille à partir du quatrième, en tenant compte toutefois de la situation de fortune des familles. La dépense ne serait guère, dit-il, supérieure à 200 millions. Et M. Leroy-Beaulieu lui-même, avait, comme nous le verrons plus loin, envisagé la possibilité d'une telle innovation.

La première objection qui se présente à l'esprit, la première idée pourrait-on même dire, à l'exposé d'un tel projet, est la surprise mêlée d'un peu de répugnance à entendre parler de questions d'argent pour encourager la naissance des êtres humains. Qu'un tel système fonctionne pour pousser à la reproduction et à l'amélioration des espèces animales, ou à la construction d'un navire, c'est aujourd'hui une pratique admise, entrée dans nos mœurs. Mais appliquer un tel procédé pour des êtres humains, doués de raisonnement et de sensibilité, cela paraît

1. Frary. *Le Péril national*.

quelque peu choquant, attentatoire à la dignité de l'homme ravalé au niveau d'un simple animal reproducteur. L'homme, comme tous les êtres animés, a le devoir physiologique de se reproduire, certes ! Mais il se doit à lui-même, ajoute-t-on, de le faire d'une façon voulue, consciente, et non sous la menace d'un châtiment, ou hanté par l'appât d'une récompense. L'augmentation de la famille ne doit pas être poursuivie aveuglément, en dehors de toute préoccupation des conséquences matérielles et morales que cette augmentation même peut entraîner.

Mais ce ne sont pas là les seules critiques que l'on puisse adresser à ce projet de primes à la natalité. La population, ajoute-t-on, ne se renouvellera avec ce système ou plutôt ne s'augmentera que par les éléments les plus pauvres, par la lie de la plèbe, par ceux qui obéissent à des motifs bas et sordides. Voici en quels termes, M. Deherme, l'auteur du livre tout récent *Croître ou disparaître*, exprime avec son style imagé et sa verve ordinaire, les effets que produirait, à son avis, un tel système : « S'est-on demandé dans quelles conditions naîtrait et comment serait élevé l'enfant procréé pour un numéro de loterie ou pour quelques billets de 100 francs ? La plus haute prime prévue (M. Deherme vise les projets Lapouge et Richet dont nous dirons deux mots un peu plus loin) est de 1.000 francs au troisième enfant. Accordons la même au premier. Eh

bien ! l'État en aurait pour son argent. Il se créerait une industrie nouvelle, mais on prévoit qui s'y livrerait. L'enfant d'ouvriers ou de paysans honnêtes revient à plus de 1.000 francs. On fait donc appel aux plus basses parties de la nation, aux plus tarées moralement et physiquement, aux non-valeurs sociales — celles-là mêmes qui ne sont que trop prolifiques — et on leur donne mission de reproduire la race française. On pourrait tout aussi bien transformer nos hospices, nos dépôts de mendicité, nos prisons et nos bagnes en haras humains et cela nous coûterait moins cher. Mais, pour nous, mieux vaudrait encore disparaître par extinction ou être absorbés par l'immigration étrangère que d'être submergés par la boue des bas-fonds et la sanie des ulcères. » (1)

Ces critiques virulentes ne nous convainquent cependant pas. Nous ne sommes évidemment accoutumés, à l'heure actuelle, à considérer que le fait d'avoir un enfant puisse entraîner, pour celui qui en est le père et qui supportera les charges de son éducation, le droit à l'allocation d'une certaine somme d'argent, soit donnée une fois pour toutes, soit se répétant pendant un certain laps d'années. Mais, de ce que cette idée choque notre mentalité, doit-on conclure qu'il faille la rejeter impitoyablement.

Tout d'abord le principe des subventions de

1. Deherme. *Croître ou disparaître.*

diverses natures, des primes, qu'elles s'adressent à l'industrie séricicole ou à celle des constructions navales, n'est guère plus discutée à l'heure présente, quoi qu'on puisse élever contre elles de sérieux arguments.

Elles sont admises parce qu'elles répondent à une grande idée qui, semble-t-il, domine de plus en plus notre civilisation actuelle, l'idée de la solidarité sociale. Or, s'il est utile d'avoir une marine marchante forte et nombreuse, ou des industries prospères, n'est-il pas encore cent fois plus utile de posséder une population suffisamment dense. Oui, dira-t-on, mais autre chose est d'attribuer des primes pécuniaires à tel usinier parce qu'il possède un certain nombre de machines d'un certain modèle et d'allouer une somme d'argent à un être humain parce qu'il a procréé. Nous reconnaissons très franchement qu'il y a une nuance et une nuance considérable et qu'il nous répugne d'assimiler le premier de ces deux cas à l'autre. Mais il faut bien avouer aussi qu'il n'y a à cette répugnance qu'une raison d'ordre sentimental. Le sentiment, le sentiment seul, inspiré souvent par des comparaisons et des railleries trop faciles, doit-il suffire à faire écarter cette idée de primes ?

Ce serait à notre avis aller un peu loin. Tels principes sont aujourd'hui tellement admis par nos mœurs qu'ils ne sont même plus discutés, dont

l'exposé seul aurait il y a cent ou même cinquante ans, soulevé l'étonnement et une opposition extrêmement vive. Quelle ne serait pas, par exemple, la surprise du législateur du siècle dernier, profondément imbu du principe de non intervention dans les rapports du patron et de l'ouvrier, s'il pouvait revenir à l'existence et se trouver en face de cette imposante législation ouvrière chaque jour plus compliquée et plus touffue ? Qui peut prétendre que des réformes comme celle, par exemple, de l'institution d'un *minimum de salaires* pour certaines industries, idée qui choque encore incontestablement à l'heure actuelle les sentiments de la grande majorité du public, ne seront pas réalisées et acceptées de tous dans vingt-cinq années d'ici et que, grâce à elles, les hontes du *Swating-system* auront à peu près disparu ? Non ! la question est trop grave pour l'avenir du pays, pour que pour une simple raison de sentiment, assez discutable au fond, on repousse délibérément, sans même l'avoir examiné, un projet de la nature de celui dont nous nous occupons en ce moment.

Aussi bien ne s'agirait-il pas pour l'État d'allouer une certaine somme une fois pour toutes, pour chaque naissance, et, cette allocation une fois versée de se désintéresser totalement de l'enfant. Il ne s'agirait pas de stimuler l'instinct sexuel par l'appât d'une prime pécuniaire, et, une fois l'enfant venu au monde, de ne plus s'en occuper. Il s'agirait, au con-

traire, de venir en aide à ceux qui, ayant déjà deux, trois, quatre enfants, auraient assumé la lourde charge d'en avoir un nouveau, de leur faire sentir que la collectivité ne les abandonnera pas dans la lutte de chaque jour comme aujourd'hui, qu'elle leur est reconnaissante d'avoir procréé pour le pays, et cette sympathie, cette reconnaissance s'exprimeraient non d'une façon platonique mais par le don d'une certaine somme d'argent. En revanche, l'État aurait un droit de contrôle sur la façon dont sont élevés ces enfants. C'est dire que le système des primes viagères ou plutôt des rentes, nous paraît bien supérieur à celui d'une allocation versée une fois pour toutes au moment de la naissance.

Ne sont-ce pas là, somme toute, des idées très soutenables. On admet d'ailleurs fort bien aujourd'hui que l'État contribue pour une part considérable, dans les sommes versées à titre de retraites ouvrières aux vieux travailleurs. Toute aussi admissible nous paraît l'idée d'encourager les pères de nombreux enfants, surtout à un moment où le coût si élevé de la vie tend encore à combattre, semble-t-il, le désir d'avoir des rejetons. Les vieux ouvriers, c'est le passé, un passé respectable, mais la jeunesse c'est encore mieux, c'est l'avenir du pays. Si l'humanité interdit de négliger ceux-là, l'intérêt bien entendu, le patriotisme le plus élémentaire ordonnent impérieusement de s'occuper de ceux-ci.

La deuxième objection que l'on a élevée contre le système des primes à la natalité, c'est que, si on l'adoptait, la population augmenterait peut être, mais par les éléments les plus misérables de l'échelle sociale, ceux qui pullulent déjà dans les taudis des grandes villes, race de dégénérés et d'infirmes dont il importerait plutôt de souhaiter la disparition que la multiplication.

Là encore, nous n'estimons pas que les critiques formulées contre le système des primes soient absolument fondées. Il est évidemment très délicat d'essayer de prévoir l'effet que produiraient des mesures dans le genre de celle dont nous nous occupons ; car malheureusement, des essais analogues n'ont été, que nous sachions, tentés encore par aucun pays, tout au moins à notre époque, et c'est là ce qui nous incline à penser qu'il faut être extrêmement réservé dans les appréciations portées sur l'efficacité de tel ou tel remède. Cependant, il nous paraît exagéré d'affirmer que les primes ne sauraient encourager que la lie de la population à se multiplier. Nous estimons que beaucoup de ménages, petits paysans, ouvriers sérieux, petits fonctionnaires, modestes commerçants, ceux-là même dont la fécondité matrimoniale laisse à désirer à l'heure actuelle seraient beaucoup moins enclins à restreindre leur progéniture s'ils avaient la certitude que les enfants à venir seraient pour eux, sinon un profit, tout au moins une

charge bien moins lourde qu'ils ne le sont maintenant.

« J'ai eu l'occasion, dit M. Tissier, l'éminent professeur à la Faculté de droit de Paris, de demander à plusieurs médecins de campagne ou de petite ville, leur opinion sur cette question : ils m'ont répondu que le versement d'une somme d'argent à la naissance de chaque enfant, s'il s'agissait, bien entendu, d'une somme de quelque importance, pourrait avoir une assez grande efficacité et enrayer notablement la décroissance de la natalité. Il faudrait seulement s'arranger pour que la prime ne produisit pas son effet sur les naissances seulement, car il faut encore nourrir et soigner les enfants. Je ne crois pas, ajoute un peu plus loin M. le professeur Tissier, que la qualité des enfants, dans ces familles paysannes, serait bien inférieure à ce qu'elle est maintenant. Il ne s'agit pas de motifs sordides, mais d'avantages pécuniaires qui viennent très justement aider des familles pauvres à élever leurs enfants et qui réparent une injustice actuelle. Ces avantages ne sont pas plus choquants qu'un grand nombre de secours ou de subventions déjà mises à la charge de la collectivité. Je rappellerai d'ailleurs que bien des familles paysannes, qui se chargent, moyennant argent, des pupilles de l'Assistance publique, les élèvent avec affection et dévouement. (1) » Et pourtant, peut-on

1. *Libres entretiens (Sur la dépopulation)*. Tissier.

ajouter, ces enfants ne sont ni de la chair, ni du sang de leurs parents nourriciers : ce sont les enfants « des autres ». Que serait-ce si, à l'intérêt pécuniaire qu'ont les parents nourriciers s'ajoutaient les sentiments de l'amour paternel ?

Faut-il d'ailleurs se laisser impressionner par cette expression « lie de la population » et croire qu'il n'est pas souhaitable que la fécondité croisse encore dans les milieux pauvres ? Est-il bien exact que les enfants des ouvriers aux plus maigres salaires soient inférieurs, physiquement parlant, à ceux des classes plus riches ? Nous ne le croyons pas : il est bien des enfants de terrassiers ou de manœuvres qui, pour la santé et la vigueur l'emportent, au moment de la naissance, sur les rejetons des riches familles. Et si l'on rencontre, dans les faubourgs des grandes villes, tant de bambins aux mines pâles, si la mortalité infantile y est formidable, comme par exemple dans les cités ouvrières de la région du Nord, ne faut-il pas plutôt attribuer à la misère, à l'alimentation insuffisante, au manque d'hygiène et de salubrité des habitations, aux conditions défectueuses du travail des femmes, ce regrettable état de choses, qu'à une certaine infériorité physique dans la population ouvrière ? Or, précisément, le système des primes à la natalité aurait pour effet d'apporter un peu d'aisance et de réconfort dans ces modestes foyers.

Le chiffre des naissances, dira-t-on, est bien suffi-

sant dans la classe ouvrière ; ce n'est pas là qu'il faut agir. Soit ! Mais s'il était prouvé que les classes moyennes ne veulent plus avoir d'enfants, comme il n'est pas possible de rendre la paternité à l'instar du service militaire, obligatoire, il faudrait laisser ces mêmes classes moyennes se coucher dans le linceul qu'elles se tissent elles-mêmes chaque jour et ne donner qu'un regret médiocre à la disparition progressive de ceux qui, hantés par des sentiments de jouissance égoïste et de mesquine prévoyance, n'ont pas confié en l'avenir.

Mais, heureusement, nous ne pensons pas qu'il en soit ainsi, comme nous croyons l'avoir dit un peu plus haut déjà : un système de primes bien organisées et suffisamment élevées pourrait, semble-t-il, avoir des effets très heureux dans certaines classes de la société, ouvriers d'élite, modestes commerçants, cultivateurs propriétaires en totalité ou en partie des terres qu'ils travaillent et jouissant d'une certaine aisance, petits fonctionnaires... Voilà ceux chez lesquels la fécondité a baissé, ceux chez lesquels sévit ce que les Allemands appellent ironiquement l'*Einkinder* ou le *Zweikindersystem*, cette partie de la population qui fait pourtant la fortune de la France, qui en est probablement la partie la plus importante et à coup sûr la plus saine. Osera-t-on dire alors qu'il ne faut pas accroître la natalité dans cette immense armée et que c'est par le bas de

l'échelle sociale que notre population se reconstituerait et s'augmenterait ?

Comment concevoir dès lors l'organisation de ces primes pécuniaires. Nous ne voulons pas, bien entendu, et nous ne pouvons pas indiquer le fonctionnement et le mécanisme détaillés d'un tel système. C'est bien plutôt naturellement le principe, le côté théorique de la question qui nous importent que les détails d'application. Il nous paraît cependant que l'institution d'une espèce de rente commençant à la naissance de l'enfant et durant jusqu'à l'âge approximatif où il cesse d'être à la charge de ses parents serait une solution préférable au système d'une prime unique allouée en une seule fois au moment de la naissance. Les calculs sordides de ceux qui seraient tentés d'avoir un enfant pour toucher une certaine somme d'argent et qui, ensuite ne se feraient aucun scrupule de le laisser mourir de misère, de privations ou même de l'abandonner, seraient ainsi déjoués. Intéressés au point de vue pécuniaire, sans parler, bien entendu, des sentiments innés dans le cœur de chaque homme, à ce que l'enfant vive et prospère, les parents apporteraient certainement à son alimentation, à son entretien, à son hygiène, des soins vigilants et constants. Et ces soins, d'ailleurs, ne s'appliqueraient, en fait, pas seulement à ceux qui, par leur naissance, ont été la cause de l'existence du droit à la prime, mais encore

aux deux ou aux trois aînés dont la vie même constituerait la garantie indispensable au maintien de l'allocation.

Rien n'empêcherait, d'ailleurs, le législateur de s'attribuer, comme contre-partie, comme rançon de la prime, un droit de surveillance et d'inspection médicale de ces enfants, tout au moins pendant leurs premières années. Ce serait évidemment une intrusion dans le foyer familial, une atteinte à la liberté individuelle, mais chacun sait combien peu de mères connaissent même superficiellement la « puériculture » et combien de jeunes enfants meurent chaque année, faute de soins éclairés. Combien sont enlevés, tous les ans, par la *gastro-entérite* par exemple, ou la *diarrhée infantile* consécutive presque toujours à une alimentation trop copieuse et prématurée ?

Mais, dira-t-on, si l'on prétend aider le père de famille dans les dépenses d'entretien et d'éducation de ses enfants, il faut bien tenir compte des différences qui existent entre la condition du cultivateur par exemple et celle de l'ouvrier, entre celle du citadin et celle du campagnard. Rien de plus juste. Et de même que dans le projet d'impôt sur le revenu actuellement soumis au Sénat, sont prévus des minima d'imposition variables dans une proportion assez sensible, de même faudrait-il pour être équitable et pour que la réforme produise d'heureux

effets, se souvenir qu'un enfant coûte bien plus cher à élever à la ville qu'à la campagne et que, par conséquent, il devrait exister toute une échelle de primes qui varieraient ainsi comme importance avec les conditions de vie, de ceux qui seraient appelés à en bénéficier. Nous admettrions également, quoique la question soit plus délicate, qu'au-dessus d'un certain niveau de fortune le système des primes ne devrait plus jouer. La dépense serait, en effet, par trop considérable s'il fallait appliquer aux classes aisées et aux classes riches, les principes et les règles que nous avons indiqués plus haut. Au surplus, n'y aurait-il pas quelque exagération à aider pécuniairement un père de famille possesseur de 50.000 fr. de rentes pour la venue de son troisième ou de son quatrième enfant, alors que le deuxième des enfants d'un manoeuvre gagnant trois francs par jour ne comporterait, pour ce dernier, l'allocation d'aucune prime.

Quel serait, approximativement tout au moins, le montant de ces diverses primes ? Ce sont là, évidemment, des chiffres assez difficiles à fixer. Nous croyons qu'il ne faut pas oublier dans cette appréciation qu'il ne s'agit pas de calculer, avec une précision mathématique, le coût moyen d'entretien d'un enfant, coût qui naturellement varie et augmente non seulement suivant les milieux, mais aussi à mesure que l'enfant avance en âge. Il faut, estimons-

nous, partir de l'idée qu'il s'agit bien plutôt d'une aide pécuniaire destinée à reconforter celui qui serait tenté de désespérer en voyant sa progéniture augmenter. C'est presque autant un secours moral que nous demandons, qu'un secours pécuniaire et ce secours serait d'autant plus apprécié qu'il émanerait de l'État, qu'il aurait, si l'on peut dire, un caractère officiel. On peut, pensons-nous, répéter ce que nous avons déjà dit plus haut au sujet des exemptions fiscales quand il s'est agi de combattre les arguments de ceux qui prétendent que seul l'appât d'une récompense pécuniaire équivalente à la dépense totale résultant de l'éducation et de l'entretien d'un enfant pourrait décider un père de famille à avoir d'autres enfants. Cette conception étroite et fausse qui considère l'homme comme uniquement guidé par l'intérêt pécuniaire ne saurait, ici non plus, être opposée valablement. Il n'en reste pas moins cependant que le montant de la prime ne devrait pas être infime. M. Piot, dans le mémoire sur la dépopulation qu'il avait adressé aux membres du Corps législatif, proposait de donner une rente de 50 francs par enfant vivant au père de famille à partir du quatrième enfant, en tenant compte toutefois de sa situation de fortune. Ce chiffre nous paraît manifestement insuffisant. Mieux inspiré, M. le Dr Mangenot demande une allocation de 120 francs par an et par enfant au-delà de trois à tout ménage ne gagnant pas 1 franc

par jour. Si le taux de l'allocation proposée paraît bien plus raisonnable, encore qu'un peu faible, le domaine d'application est certainement trop restreint. Il faudrait en élargir bien davantage les limites. M. Leroy-Beaulieu envisage l'allocation de 0 fr. 50 par jour jusqu'à l'âge de quinze ans et M. Charles Richet attribue une forte prime à tout enfant qui n'est pas un premier né : elle serait par exemple de 500 francs à la naissance d'un second enfant, de 1.000 francs pour le troisième, autant pour les suivants et serait touchée en deux parties, la première à la naissance, la deuxième un an après, si l'enfant survit. Il faudrait, prétend-il, 300 millions par an... Nous avons dit pourquoi le système d'une allocation annuelle d'une rente temporaire nous paraissait supérieure à celui d'une prime unique ou même répartie en deux fois. En outre, il nous paraît exagéré d'attribuer une prime dès la naissance du second enfant.

Citons enfin les propositions de M. Mirman extraites d'un rapport très intéressant de l'éminent directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur, sur les conditions économiques des familles nombreuses en France. M. Mirman, qui ne classe dans la catégorie des familles nombreuses que celles ayant au moins 4 enfants de moins de treize ans, estime qu'une assistance effective serait obtenue par l'allocation aux familles nombreuses et

nécessiteuses et par tête d'enfant de moins de treize ans, à partir du quatrième, d'une certaine mensualité forfaitaire. Le directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques parle, comme on le voit, d'assistance aux familles nombreuses et non pas d'encouragement à la natalité. Ce sont là évidemment deux questions différentes, mais cependant connexes. Il n'est pas douteux, à notre avis, qu'en venant en aide aux familles nombreuses de la façon proposée par M. Mirman, on aurait de très sérieuses chances d'encourager et de réconforter les pères de nombreux enfants. Qui peut affirmer d'ailleurs qu'en songeant si justement à améliorer les conditions d'existence des familles nombreuses, on n'aurait pas l'intention secrète d'encourager aussi d'une façon détournée, chez elles, une prolificité chaque jour plus indispensable à l'avenir du pays ? Voici d'ailleurs les diverses propositions, avec les évaluations financières, auxquelles aboutit le rapport :

1° Allocations de 10 francs par mois, dans toutes les communes indistinctement (soit 120 francs par an) par tête d'enfant à partir du quatrième (ou du troisième si le père ou la mère a disparu) appartenant à une famille ayant au moins 4 enfants au-dessous de treize ans (ou 3, si le père ou la mère a disparu). Le nombre de ces enfants est de 392.700. La dépense annuelle sera de 47.124.000 francs ;

2° Allocations de 15 francs par mois en moyenne

dans les villes de plus de 10.000 habitants (soit 180 francs par an) et de 10 francs dans les communes moindres (soit 120 francs annuellement). Nous aurons 90.000 enfants à 180 francs et 302.000 à 120 francs : la dépense annuelle totale sera de 52.560.000 francs;

3° Allocations de 12 fr. 50 par mois en moyenne dans les villes de plus de 10.000 habitants (soit 150 francs par an) et de 8 francs dans les communes moindres (soit 96 francs). Nous aurons 90.700 enfants à 150 francs et 302.000 à 96 francs. La dépense annuelle totale sera de 42.600.000 francs.

Remarquons tout de suite que seuls les enfants de familles nécessiteuses sont visés dans ces projets, et que par conséquent le domaine d'application de ces mesures pécuniaires serait sensiblement plus restreint que celui qui, à notre avis, doit servir de base à un système de primes à la natalité susceptible de produire d'heureux résultats. La raison en est que, ainsi que nous l'avons indiqué, le projet de M. Mirman est avant tout une œuvre d'assistance. Il n'en reste pas moins que ces indications sont extrêmement intéressantes et montrent aussi qu'on commence, en haut lieu, à envisager cette question vitale pour notre pays.

Il nous semble, quant à nous, qu'une prime annuelle pouvant osciller suivant les cas, entre un

minimum de 150 francs et un maximum de 250, soit une moyenne de 200 francs serait largement suffisante et pourrait avoir une heureuse influence sur la natalité. Le petit fonctionnaire gagnant de 2 à 3.000 francs, l'humble commerçant écrasé par la concurrence des grands magasins, le modeste fermier ont peine, s'ils ont plus de deux ou trois enfants, aujourd'hui surtout où la vie est si coûteuse à « joindre les deux bouts » suivant l'expression populaire. Ce n'est certes pas encore la misère, mais en tous cas un état très voisin, la gêne extrême, surtout dans les grandes villes où l'élévation des loyers grève si lourdement les budgets. Croit-on, que, le jour où, en plus d'importantes détaxes de ses impôts directs, ce père de famille se verrait titulaire, du fait de l'existence de ses quatre ou cinq enfants, d'une rente annuelle de 5 ou 600 francs, la vie ne lui apparaîtrait pas sous un autre aspect ? 5 à 600 francs dans un budget de 2.000, n'entraînent évidemment pas un changement radical dans le genre d'existence, mais ce serait cependant la possibilité d'avoir un logement plus grand, plus aéré, d'une alimentation un peu plus copieuse et plus variée : c'est un peu de réconfort, un peu de confiance en l'avenir qui entraîneraient au modeste foyer de celui qui, aujourd'hui encore, désespère et ne se sent pas soutenu. Tout Français a, dit-on, l'âme d'un fonctionnaire. Ne serait-ce pas être un peu fonctionnaire que de

toucher chaque année de l'État, une allocation de cette nature ?

Reste la question des voies et moyens pour employer une expression financière. Reste à évaluer à combien reviendrait annuellement un tel régime et de quelle façon l'État pourrait se procurer les sommes évidemment très considérables qui seraient nécessaires pour son fonctionnement. M. Leroy-Beaulieu qui a envisagé, comme nous l'avons vu plus haut, l'hypothèse d'une allocation de 50 centimes par jour jusqu'à l'âge de quinze ans, estime qu'une somme de de plus 200 millions serait nécessaire le jour où la loi produirait son plein effet, et il ne suppose pourtant qu'une allocation annuelle de 50 centimes par jour, soit 182 fr. 50 par an, ce qui ne nous paraît pas suffisant. Sans doute, fait-il remarquer, cette somme de sacrifices pourrait être réduite dans une certaine proportion, parce que chaque année la mort fait des vides parmi les enfants venus au monde et surtout parce que cette allocation de 50 centimes par jour, pour chaque enfant vivant excédant le chiffre de deux par ménage, ne paraîtrait pas suffisante pour pousser la plupart des ménages à une large fécondité. M. Mirman qui n'envisage, comme nous l'avons vu, que les enfants des familles nécessiteuses, soit environ un chiffre de 400.000 (exactement 392.000) évaluée à 52 millions et demi la dépense annuelle résultant d'allocations maxima de 180 francs, minima de 120 fr.

Ce qui nous importerait à nous, c'est de connaître le chiffre global des enfants de moins de treize ans, si l'on fixe à cet âge l'époque où un enfant peut être considéré comme susceptible de n'être plus à la charge de ses parents, qui, dans les familles françaises, occupent le troisième, le quatrième ou le cinquième rang au point de vue de la naissance et surtout de savoir combien, parmi les 780.000 naissances annuelles, s'en trouvent d'enfants ayant déjà deux ou trois, ou quatre, etc..., frères ou sœurs. Malheureusement, ce sont là des renseignements que la Statistique ne nous fournit pas. Si cependant, nous nous reportons au travail de M. Mirman, il y aurait en 1910, 368.739 familles ayant au moins quatre enfants au-dessous de treize ans et possédant en tout 1.712.322 enfants au-dessous de cet âge. En multipliant ce chiffre de 368.739 par 4 et en retranchant le produit, soit 1.474.956 ($368.739 \times 4 = 1.474.956$) de 1.712.322, on obtient naturellement le nombre d'enfants de moins de treize ans qui sont précédés de quatre aînés au moins. Ce chiffre serait donc de 237.360. En supposant qu'on ne veuille accorder une prime que pour les naissances à partir du cinquième enfant, et en tablant sur une allocation annuelle moyenne de 200 francs, on arriverait donc, en l'état actuel et dès maintenant, à une dépense d'un peu plus de 47 millions. Mais, il n'est pas besoin d'insister sur ce point : attribuer au père de famille une prime pécu-

niaire seulement à compter du cinquième enfant, serait une mesure tout à fait insuffisante. C'est à partir du quatrième au moins, mieux vaudrait encore même du troisième, qu'il conviendrait de faire jouer le mécanisme de ces allocations temporaires jusqu'à l'âge de treize ans ; et nous manquons alors de données statistiques pour pouvoir apprécier quelle serait la dépense annuelle à prévoir. Cette dépense ne serait pas au début de l'application de ce système de primes, extrêmement élevée, quelques dizaines de millions vraisemblablement, mais elle augmenterait chaque année pendant treize ans, si on fixait jusqu'à cet âge la durée de l'allocation pour atteindre au bout de ce laps de temps son maximum, et les sommes à consacrer à cet emploi seraient alors très considérables, même en tenant compte de la réduction assez sensible dans le montant de la dépense, résultant des décès et du fait que pour les familles possédant une certaine fortune, le système des primes ne jouerait pas. Encore une fois, il ne nous paraît guère possible de donner une estimation précise ; mais il semble que, quand la réforme jouerait en plein, la dépense serait bien de plusieurs centaines de millions.

Ce sont là donc évidemment des sommes énormes qui seraient nécessaires, et dont le montant s'accroîtrait à mesure que le chiffre des naissances s'élèverait. Mais, ne serait-ce pas là la meilleure

preuve que le système des primes n'est pas inefficace, et ne serait-on pas toujours à même, soit de réduire le montant des allocations, soit même de les supprimer, si le taux de la natalité arrivait à égaler celui des nations voisines qui l'emportent aujourd'hui sur nous d'une façon si considérable ?

Quelque grand que soit l'effort financier à tenter, quelque énormes que soient les sommes nécessaires, faudrait-il hésiter à les chercher et à les trouver, s'il était certain que le salut du pays fut au bout ? Les impôts, dira-t-on, ont atteint l'extrême limite à laquelle ils peuvent arriver, le contribuable français est chargé autant qu'il peut l'être. C'est possible, nous ne discutons pas l'exactitude de ces assertions. Qu'il nous soit permis cependant de faire remarquer qu'un pays dont le commerce extérieur s'accroît chaque année, où les recouvrements fiscaux accusent chaque mois, comme pour l'année 1911, d'importants excédents sur les prévisions budgétaires et même sur les chiffres de l'année précédente, n'est pas un pays à bout de ressources. Quand il s'agit de construire des cuirassés, on trouve bien les millions nécessaires. Pourquoi ne risquerait-on pas d'en employer quelques-uns pour une réforme comme celle dont nous venons de nous occuper. A quoi serviront dans cinquante ou dans cent ans d'ici vaisseaux de guerre et forteresses si l'on n'a pas assez de soldats, assez de marins pour les garnir ? Au surplus, quelques cen-

taines de millions sur un budget qui, avec celui des départements et des communes, dépasse 5 milliards, est-ce là un chiffre véritablement de taille à faire reculer ? Cette dépense ne pourrait-elle pas en outre, être, en partie tout au moins, compensée par le produit d'un impôt, dont on surtaxerait, comme nous l'avons indiqué, les célibataires et les ménages inféconds ?

Rien ne permet certainement d'affirmer que là est le salut, car, dans les sciences sociales plus que dans toutes autres, il faut se garder d'être affirmatif. Mais rien ne permet non plus d'affirmer le contraire et chaque jour de bons esprits anxieux du péril qui nous menace, semblent envisager sans défaveur un système qui les choquait tout d'abord. Et, si d'ailleurs, le législateur veut agir, ne doit-il pas se souvenir de la forte parole de ce grand citoyen que fut Jules Simon, disant des remèdes proposés par les démographes pour relever notre natalité décroissante, « qu'il faut les appliquer tous, pour être sûr d'employer celui qui sera efficace ».

Avant d'en finir avec cette question des stimulants d'ordre pécuniaire, qu'il nous soit permis de signaler en passant la proposition qui a été faite d'allouer une pension aux pères de famille qui ayant eu plusieurs enfants, et dépassé un certain âge, se trouveraient dans une situation de fortune précaire.

Le fait d'avoir procréé, un certain nombre d'enfants, dit M. de la Grasserie, auteur d'un projet en ce sens, et de les avoir élevés pendant quelques années, devrait donner au paysan, à l'ouvrier, des droits de secours pour la vieillesse. Tout homme du peuple, honnête, envie la retraite du fonctionnaire. Une récompense pareille promise à celui qui aurait eu plusieurs enfants, aurait donc un effet puissant. Tout père ou mère de famille qui aurait eu et élevé pendant un nombre d'années à déterminer, trois enfants, et qui aurait besoin pour ses vieux jours, par exemple au delà de soixante-cinq ou soixante-dix ans, d'une pension alimentaire, aurait le droit de réclamer cette pension à l'Etat. Ce dernier aurait son recours contre les enfants, mais seulement quand ceux-ci auraient des ressources au-delà d'un certain minimum que la loi déterminerait. Et, pour trouver les sommes nécessaires à ce service, M. de la Grasserie propose un système de taxes véritablement draconiennes, d'après lesquelles, à l'instar des projets de M. Bertillon, l'État prendrait la part de l'enfant manquant dans les successions où moins de trois enfants seraient en présence. Nous avons dit plus haut, combien un tel procédé nous paraissait vexatoire et dangereux et nous n'y reviendrons pas. Aussi bien n'est-ce pas cette deuxième partie du projet de M. de la Grasserie qui soit bien intéressante. Mais l'idée d'instituer des pensions pour les vieill-

lards qui auraient eu plusieurs enfants, est séduisante et mérité de retenir l'attention.

Nous ne croyons pas, à vrai dire, que la perspective de toucher une petite retraite à soixante-cinq ou soixante-dix ans, soit de nature à exercer sur les époux un attrait suffisamment irrésistible pour les pousser, s'ils ne le désirent pas, à avoir une progéniture. Ainsi que nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, ce sont des avantages, sinon immédiats, tout au moins plus rapprochés qu'il faudrait faire luire aux yeux des conjoints français. Néanmoins, la perspective de savoir sa vieillesse assurée, grâce à un nombre suffisant d'enfants, pourrait, semble-t-il, exercer une certaine influence qui ne serait pas à dédaigner.

MM. Rey et Lachieze avaient déposé en 1903 sur le bureau de la Chambre des députés une proposition en ce sens dont voici les points essentiels : (1)

Article premier. — Tout Français de l'un ou de l'autre sexe, âgé de soixante ans au moins, qui possède un revenu provenant d'un capital mobilier ou immobilier aliéné inférieur à 300 francs, reçoit de l'État une subvention égale à la moitié de son revenu quand il ne dépasse pas 180 francs, et à la moitié de la différence entre ce revenu et 360 francs quand il est supérieur à 180 francs. Si le revenu provient d'un capital réservé et qu'il ne dépasse pas 220 francs, la subvention de

1. *J. off.*, 30 novembre 1903.

l'Etat est égale à la moitié de ce revenu quand il est inférieur à 110 francs et égale à la moitié de la différence entre ce revenu et 220 francs quand il est inférieur à 110 francs.

.

Art. 3. — Une allocation de 50 francs est, en outre, accordée à tout père de famille se trouvant dans les conditions de l'article premier, pour chaque enfant légitime ou reconnu au delà de deux vivants, ou ayant vécu au moins jusqu'à seize ans. Cette allocation sera également accordée quand les revenus spécifiés à l'article premier dépasseront les chiffres de 360 et de 220 francs ; mais elle sera réduite dans la proportion de 10 francs pour 100 francs de l'excédent du revenu dans le premier cas, et de 20 francs pour 100 francs dans le second. Quand le père est décédé, la mère bénéficie de l'allocation.

Cette proposition n'a pas eu de suite et il semble bien, maintenant, qu'il faille attendre l'apparition d'une réforme de ce genre, non pas d'une loi nouvelle, mais d'une modification à celle toute récente du 5 avril 1910 sur les Retraites ouvrières et paysannes. Parmi les modifications assez nombreuses proposées de différents côtés pour améliorer cette grande œuvre de solidarité sociale, une émanant d'un député, M. Honorat, est basée sur l'idée de faire entrer en ligne de compte le nombre d'enfants pour la fixation du montant de la pension à attri-

buer. Il semble que ce soit là une inspiration heureuse et intéressante qu'on ne peut que souhaiter voir aboutir (1).

Sans attendre énormément d'une réforme de ce genre, il convient, pour les motifs que nous avons indiqués plus haut, de ne pas la repousser : elle figurerait avantageusement parmi les mesures qui sont de nature à apporter un peu de réconfort aux pères de nombreux enfants et à leur faire sentir que la collectivité fait un départ entre leur situation et celle des célibataires égoïstes qui ne vivent que pour eux.

1. L'art. 54 de la loi de finances de 1912 est ainsi conçu ; le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi du 5 avril 1910 est modifié ainsi qu'il suit : L'allocation viagère de l'État est fixée à 100 francs à l'âge de soixante ans. Elle sera augmentée d'une bonification d'un dixième pour tout assuré de l'un ou de l'autre sexe ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans.

CHAPITRE III

Les propositions de réformes que nous venons d'examiner en dernier lieu, ont pour objectif, nous l'avons vu, d'agir sur le mobile de l'intérêt pécuniaire et de faire en sorte que ce même mobile qui semble aujourd'hui s'opposer à l'accroissement de la natalité, en devienne au contraire un stimulant. Nous allons passer en revue maintenant des projets qui, tout en étant basés sur l'existence de cet intérêt, ne s'appliqueraient qu'à une certaine portion de la population française, plus nombreuse chaque jour à vrai dire, à savoir les fonctionnaires de tout ordre et les aspirants fonctionnaires. Ces propositions partent de l'attrait indiscutable que présentent pour un grand nombre de nos concitoyens les fonctions publiques et qui les pousse, pour un certain nombre de raisons bien connues, à rechercher avec une ardeur inlassable, ce genre d'occupations. Puisque tant de Français songent à entrer dans les diverses administrations, conquièrent dans ce but diplômes et titres, préparent des examens et des concours chaque jour plus difficiles, ou simplement font démarches sur

démarches, pourquoi n'imposerait-on pas, à l'entrée de ces carrières certaines conditions de nature à favoriser l'accroissement de la population ? Pourquoi, en outre, l'État n'exigerait-il pas de ceux qui remplissent les fonctions publiques, certaines conditions au point de vue du mariage ou du nombre des enfants, ou pourquoi, tout au moins, n'accorderait-il pas certains avantages dans la carrière à ceux qui, non contents de s'acquitter des devoirs professionnels qui leur incombent, rendent en outre à leur patrie le plus signalé des services en lui donnant de futurs soldats, de futurs citoyens et de futures mères de famille.

Deux séries de réformes sont donc proposées : les premières tendant à exiger certaines conditions quant à l'état et à la famille, de ceux qui aspirent à devenir fonctionnaires, les secondes tendant à stimuler les pères de famille déjà fonctionnaires et à les encourager de diverses manières à avoir de nombreux enfants.

D'excellents esprits sont partisans de la première de ces deux réformes. M. Leroy-Beaulieu, qui n'est pourtant pas un « interventionniste » bien ardent, a écrit, dans *l'Économiste français*, les lignes suivantes : « Absolument tous les postes des administrations qui n'exigent aucune capacité spéciale, ceux de cantonniers, de facteurs, d'éclusiers, de douaniers, etc., etc., devraient être, en vertu d'une loi, réservés

aux pères de familles de 3 enfants au moins et de même on ne serait titularisé, commissionné, dans une compagnie de chemins de fer, qu'à la condition d'avoir 3 enfants. Tous ces postes sont infiniment recherchés par les Français ; ils sauraient qu'il y a une condition pour les obtenir, à savoir d'avoir une famille d'au moins 3 enfants. Il y a ainsi 500. 000 postes en France qui seraient assujettis à cette condition. Il ne s'agirait pas ici d'une préférence, cela serait sans portée, il faudrait que cette condition fut exigée par une loi et qu'il n'y eût pas une seule exception dans la pratique, autrement la mesure serait inefficace. L'esprit public en arriverait ainsi à se bien pénétrer de l'idée que la famille normale comporte 3 enfants et la natalité certainement s'en ressentirait. » (1)

Tel est également l'avis de « l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française ». M. le sénateur Lannelongue, qui fut l'auteur, avec 22 de ses collègues, d'une proposition déposée le 16 juin 1910 sur le bureau du Sénat, et dont nous avons parlé plus haut, est un peu moins radical : il émet simplement l'opinion que « nul ne doit pouvoir devenir ou rester fonctionnaire de l'État, des départements ou des communes, s'il n'est marié à vingt-cinq ans révolus.

Ces projets de réformes partent évidemment d'un

1. *L'Économiste français*, 1901. Leroy-Beaulieu.

excellent désir, sont inspirés par un sentiment très louable, mais ils ne paraissent cependant pas devoir être pris en considération, tout au moins dans l'état de choses actuel. Les modestes fonctionnaires dont M. Leroy-Beaulieu donne l'énumération, sont recrutés, en effet, parmi les jeunes gens du peuple, à leur sortie du service militaire, soit qu'ils aient accompli les deux années réglementaires, soit surtout depuis la loi de 1905 qu'ils aient passé sous les drapeaux deux ou trois années supplémentaires leur donnant un droit formel aux postes en question. Ce sont donc, pour l'immense majorité, des jeunes gens de vingt-trois à vingt-cinq ans, trente ans au plus et il est nécessaire, pour la bonne exécution du service qui va être le leur, qu'ils aient ces âges-là. Ces jeunes gens, en outre, n'ont pas de situation en quittant la caserne et ils sont obligés en attendant souvent, malheureusement trop longtemps, la modeste place qui va leur permettre de vivre d'une vie bien simple, de chercher provisoirement du travail. Sont-ce là véritablement des conditions bien satisfaisantes pour se marier, pour fonder un foyer et peut-on raisonnablement exiger par surcroît que ces mêmes postulants soient pères de 3 enfants vivants, avant de pouvoir entrer en fonctions ? Faut-il encore retarder de quatre années au moins le moment où ils pourront devenir fonctionnaires ? Il ne serait même pas raisonnable, étant donnés

les maigres traitements qui sont ceux des facteurs, des cantonniers et des douaniers, d'exiger qu'ils aient au bout d'un certain laps de temps, ces trois enfants ; *a fortiori* ne peut-on pas les réclamer de jeunes gens sortant de la caserne ou venant de mener l'existence instable et précaire que beaucoup mènent après avoir quitté l'uniforme.

Il ne nous paraît même guère soutenable, pour des raisons analogues, d'exiger, comme le propose le sénateur Lannelongue, d'être marié à vingt-cinq ans révolus. Outre qu'il est certains individus que des considérations d'ordres très diverses obligent à rester célibataires, on ne peut guère exiger que des gens qui entrent dans les cadres d'une administration quelconque pour gagner leur vie et fonder une famille soient déjà mariés à ce moment-là. C'est, qu'on nous passe l'expression, vouloir « mettre la charrue avant les bœufs ». Se marier exige, même dans les classes les plus humbles de l'échelle sociale, des dépenses assez importantes que la grande majorité serait incapable de faire et, sous prétexte d'accroître la population, on aboutirait ainsi à un résultat tout à fait antidémocratique et inadmissible, à savoir, fermer l'accès des fonctions publiques à tous ceux qui ne disposeraient pas déjà d'une petite aisance leur permettant d'attendre le poste qu'ils sollicitent. Cette considération s'applique, à plus forte raison, aux projets des ardents population-

nistes qui vont jusqu'à exiger comme conditions d'entrée la présentation de trois enfants vivants.

Les avantages de différentes natures à accorder aux fonctionnaires pères de famille, constitueraient évidemment des mesures beaucoup plus anodines, mais cependant, nous semble-t-il, infiniment plus raisonnables. Ces mesures auraient pour but de venir en aide à ceux qui supportent les lourdes charges qui résultent d'une nombreuse famille et de pousser en même temps les célibataires au mariage ou, tout au moins, les pères d'un seul ou de deux enfants à en avoir d'autres par l'appât de récompenses.

Celles-ci peuvent se concevoir de deux façons : ou bien elles seront constituées par des avantages au point de vue de l'avancement pour les chefs de familles nombreuses, ou bien ce seraient des allocations pécuniaires qui viendraient s'ajouter au traitement, en proportion du nombre des enfants.

De ces deux moyens, le premier ne nous paraît, nous l'avouons très franchement tout de suite, guère acceptable. Un fonctionnaire ne doit s'élever en grade qu'en raison de ses mérites et de ses capacités professionnelles. Le traitement qu'il touche doit être calculé en proportion de la somme de travail effectué et de l'utilité qu'il présente au point de vue social. Les charges de famille ne sauraient entrer ici en ligne de compte et, si l'on se basait même partiellement sur le chiffre des enfants pour déterminer les

conditions de l'avancement, on aboutirait à des conséquences extrêmement fâcheuses. S'acquitter de ses fonctions et avoir des enfants sont deux choses bien distinctes et qu'il serait certainement très regrettable de voir s'entremêler.

Mais, si nous repoussons, comme absolument discutables en théorie et tout à fait dangereuses en fait, pour la bonne marche des services publics, les projets tendant à réserver aux fonctionnaires pères de nombreux enfants les avancements de grades et par conséquent les augmentations de traitements qui en sont le corollaire, nous envisagerions avec plus de faveur ceux qui ont pour objet d'attribuer, indépendamment du traitement, des allocations aux petits fonctionnaires ayant des charges de famille très lourdes, allocations d'autant plus élevées que les enfants seraient plus nombreux. C'est d'ailleurs une voie dans laquelle certaines administrations sont d'ores et déjà entrées. C'est ainsi, par exemple, que dans l'administration des Contributions indirectes, il existe, pour les petits fonctionnaires, un supplément de traitement de 60 francs à partir du troisième enfant ; dans les Douanes, un supplément est alloué également, mais il n'est que de 40 francs. Il en est de même sur les réseaux de nos grandes Compagnies de chemins de fer. Ces allocations, si insuffisantes qu'elles soient, n'en sont pas moins intéressantes : elles sont certainement l'indice d'un esprit nouveau,

d'une conception différente des devoirs incombant à l'État. Puisse, cet esprit nouveau continuer à porter ses fruits et parvenir à sauver notre pays quand il en est temps encore.

Cependant, ce système d'allocations aux fonctionnaires, à raison de leur nombre d'enfants, n'est pas sans avoir soulevé quelques critiques qu'il importe d'examiner et d'apprécier. Remarquons tout d'abord qu'il ressemble singulièrement à celui des primes dont nous avons parlé précédemment. Que seraient, en effet, ces allocations supplémentaires aux fonctionnaires pères de nombreux enfants, sinon, somme toute, un système de primes pécuniaires réservées aux seuls fonctionnaires. Et c'est alors ici que surgit la première objection que l'on a élevée contre une proposition de cette nature. Pourquoi n'attribuer qu'aux fonctionnaires de tels avantages ? Les employés de l'État, des départements et des communes, sont déjà des privilégiés : ils ont l'existence assurée par un traitement évidemment médiocre, mais en tous cas certain. Bien plus, le pain de leurs vieux jours est garanti par les pensions de retraite et ce sont précisément ces privilégiés, car, pour le paysan, pour l'ouvrier, le fonctionnaire, si modeste soit-il, jouit d'un certain prestige et est un privilégié, ce sont ces privilégiés qui vont être encore avantagés. N'y a-t-il pas là véritablement quelque chose de choquant et un système de primes bien conçu et

bien organisé, s'appliquant à tous sans distinction de situations sociales, ne serait-il pas bien préférable à tous les points de vue, et notamment à ce point de vue égalitaire qu'il ne faut jamais oublier quand on propose des réformes en France.

En second lieu, n'est-il pas permis de penser que l'institution ou plutôt la généralisation dans tous les services publics de pareilles allocations favoriserait encore le goût du fonctionnarisme qui est certainement un point faible de notre mentalité française ? Ces suppléments de traitement, dont on s'exagérerait probablement l'importance, ne contribueraient qu'à fortifier et à accroître la ruée toujours plus forte vers les emplois publics. Et c'est là une tendance qui n'a certes pas besoin d'être encouragée. Il est bien préférable, au point de vue de l'avenir de la race et du pays, d'orienter les jeunes générations vers le commerce, l'industrie ou l'agriculture. C'est dans ces carrières évidemment plus aléatoires que celle du fonctionnaire, que l'esprit d'initiative et d'entreprise se développe, que l'énergie s'affirme, que les caractères se trempent et la venue d'un nouvel enfant n'est certainement pas appréhendé dans les familles qui s'y adonnent comme elle l'est dans le ménage du modeste employé de Ministère, au budget si parcimonieusement et si méticuleusement dressé.

En résumé donc, quelque séduisantes que puissent

paraître, au premier abord, les propositions législatives ayant pour objet de se servir du fonctionnarisme pour contribuer à la repopulation, il convient, croyons-nous, de se montrer très réservé sur l'efficacité de telles mesures et de se méfier des dangers qu'elles pourraient présenter.

CHAPITRE IV

L'existence d'une force armée permanente est, à l'heure actuelle encore tout au moins, comme l'existence d'un corps de fonctionnaires, une nécessité sociale absolue pour une grande nation comme la France. Et, de même qu'on a cherché pour remédier à la faiblesse de notre natalité, à tirer parti de l'existence d'une nombreuse classe de fonctionnaires et essayé de faire pression sur eux pour qu'ils aient des enfants en nombre suffisant, de même on a songé à utiliser l'obligation du service militaire.

Et qu'il soit permis tout d'abord de faire remarquer que l'institution des armées permanentes, de ces masses énormes de jeunes gens presque obligés de par la loi, à vivre plusieurs années dans le célibat, est incontestablement un obstacle au relèvement de la natalité. Il est évidemment malaisé de se marier avant de partir pour le régiment ou de convoler en justes noces pendant que l'on est sous les drapeaux. L'état de soldat et celui de chef de famille, il faut le dire, ne cadrent guère, et des articles récents ont attiré l'attention du public sur ce point. L'homme marié

est un piètre soldat et le soldat ne peut guère être qu'un chef de famille médiocre.

Serait-il possible de transformer cette obligation du service militaire, qui existe maintenant chez presque toutes les grandes nations de l'Europe, et qui semble plutôt être une entrave au développement de la population, serait-il possible, disons-nous, de la transformer au contraire en un stimulant de la natalité? De bons esprits l'ont pensé et nous allons nous demander ce qu'on pourrait attendre pour notre pays, de mesures orientées dans ce sens.

Celles-ci sont, il faut bien le dire, assez délicates à proposer chez nous. Le principe du service militaire personnel, obligatoire et égal pour tous, égal non seulement au point de vue de l'obligation théorique de servir sa patrie, mais égal encore au point de vue durée de cette obligation, vient à peine de triompher en France et il semble bien répondre aux sentiments démocratiques et égalitaires de l'esprit public. Une réforme qui aurait pour objet de donner une entorse à ce principe ne risquerait-elle pas d'être mal accueillie?

Quoi qu'il en soit et quelque intangible que puisse paraître *a priori* le principe du service militaire obligatoire et égal pour tous, nous devons nous demander s'il ne serait pas possible d'utiliser cette obligation pour essayer de relever la natalité.

Il faut noter d'abord que la loi actuellement en

vigueur sur le recrutement de l'armée accorde dores et déjà quelques faveurs en ces sens. C'est ainsi que les hommes mariés, avant d'entrer à la caserne, accomplissent leur service dans la garnison la plus rapprochée de leur domicile. D'ailleurs, cette mesure de faveur, certainement dictée par des considérations d'humanité très louables, n'est pas sans entraîner dans la pratique, d'assez fâcheux résultats. Être père de famille et faire son service militaire sont deux états qui, nous l'avons dit, ne semblent guère compatibles. Cette faveur pour les soldats mariés n'est d'ailleurs pas absolument égale pour tous : seuls les citoyens peuvent en profiter réellement ; les ruraux n'en bénéficient guère. La conséquence est que, dans les grandes villes, à Paris surtout, la proportion des soldats mariés par rapport à l'effectif total de chaque corps, est très élevée : d'où un relâchement presque forcé de la discipline, ces hommes mariés obtenant presque à chaque instant des permissions qui risquent fort de désorganiser le service. La situation de ces ménages est, en outre, plutôt précaire : le mari ne gagnant rien à la caserne, la femme est obligée de subvenir elle-même aux besoins du ménage et c'est presque toujours la misère qui s'installe à ces foyers. Comme conséquence, la mortalité infantile est très élevée parmi les fils de soldats, malgré les crèches régimentaires qui s'organisent dans certaines garnisons. Une

mesure dictée par d'excellentes intentions a donc abouti à des résultats très discutables et, au point de vue de la force même de l'armée qui réside, comme chacun sait, dans le principe de la discipline, et au point de vue population et natalité.

Signalons aussi la disposition de la loi de 1905 qui accorde une allocation journalière de 75 centimes aux familles des soldats reconnus comme leurs indispensables soutiens. Cette mesure est évidemment très louable aussi, mais peut-on vraiment la considérer comme un encouragement à la natalité ? Non, bien certainement.

Ces dispositions sont donc trop anodines, trop insignifiantes même, dirons-nous, pour retenir notre attention plus longtemps. Plus intéressantes sont certainement celles qui ont pour objet de dispenser, soit partiellement, soit totalement de l'obligation militaire les enfants des nombreuses familles. Une disposition de ce genre existait d'ailleurs dans la loi sur le recrutement de 1889 : l'aîné de huit enfants était déclaré soutien de famille et dispensé à ce titre de deux années de service sur trois. Un certain nombre de propositions élargissant notablement le champ d'application de ce genre de dispenses avait été déposé sur le bureau des deux Chambres, au cours des dix-sept années pendant lesquelles la loi de 1889 dite du service de trois ans, fût en vigueur. Les unes, comme celles de MM. de la Fer-

ronnays et de Montfort, prétendaient n'astreindre deux ou trois frères qu'à trois années de service, les autres, plus radicales, et, nous semble-t-il, plus efficaces comme celles des sénateurs Guyot, Berthelot et Labbé, tendaient à exonérer de deux années de service les jeunes gens mariés avant l'époque du conseil de révision. La loi de 1905, dite loi de deux ans, qui posait le principe du service militaire obligatoire et égal pour tous, fut votée et appliquée sans qu'aucune de ces propositions n'ait été discutée et depuis lors il n'en a plus été question, et nul projet en ce sens n'a été discuté, à notre connaissance.

S'ensuit-il cependant qu'il ne faille rien tenter de ce côté et n'accorder aucune faveur, aucun avantage, soit aux enfants des familles nombreuses, soit aux soldats pères d'un ou deux enfants? La question est, nous le répétons, délicate, comme toutes celles qui touchent à l'organisation militaire du pays.

Faut-il d'abord accorder des exonérations partielles ou totales dont bénéficieraient les enfants des nombreuses familles, comme le demandaient les propositions que nous avons citées plus haut? A dire vrai, nous ne pensons pas que des mesures de ce genre seraient bien utiles. Toutes celles qui ne doivent procurer un avantage aux pères de famille que fort longtemps après la procréation, ne nous paraissent guère devoir être efficaces. Ce reproche que nous avons adressé aux projets ayant pour but

la modification de la loi successorale, la modification des droits de succession, etc... peut s'appliquer aussi à la réforme que nous examinons actuellement. S'imagine-t-on vraiment un père ayant de nombreux enfants parce que le troisième ou le quatrième de ses fils ne fera vingt plus tard qu'une année de service militaire, ou même sera dispensé totalement des obligations de cette nature ? Des préoccupations à aussi longue échéance ne hantent guère les époux et, en la matière qui nous occupe plus qu'en tout autre, on peut dire qu'« un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Des modifications de ce genre peuvent évidemment répondre à l'idée de justice sociale : on peut penser qu'une famille de cinq ou six enfants paie l'impôt du sang bien plus lourdement que celle qui n'en a qu'un et que notre législation, qui frappe déjà si durement les nombreuses familles, les frappe encore d'une façon excessive au point de vue du service militaire. Mais si l'équité trouverait probablement son compte à des mesures de ce genre, il n'est guère permis de penser que la natalité s'en ressentirait.

Faut-il donc aller plus loin et dispenser de tout ou partie de l'obligation du service militaire, soit les hommes mariés au moment d'entrer à la caserne, soit ceux qui auraient déjà à leur charge un ou deux enfants ? La mesure serait évidemment beaucoup plus efficace que celle que nous avons indiquée plus

haut. Faut-il aller jusqu'à invoquer à l'appui de cette thèse, ce qui c'était passé sous Napoléon 1^{er} qui avait dispensé du service militaire les jeunes gens mariés ? De 885.000 en 1812, les naissances étaient montées en 1813 à 895.000 et en 1814 à 994.000, soit une augmentation de plus de 100.000 en deux ans ? Non, certes : la situation était bien différente il y a cent ans de ce qu'elle est aujourd'hui. La France était alors en guerres perpétuelles avec l'Europe et les risques de succomber infiniment plus considérables qu'aujourd'hui. Il faut donc se garder de déduire de ces faits qu'une réforme comme celle dont il est question en ce moment, aurait des effets aussi rapides et aussi considérables que ceux que nous venons de citer.

Cependant, nous croyons que, bien que le service militaire ne constitue plus aujourd'hui une épreuve aussi rigoureuse que jadis, la nuptialité et la natalité pourraient se ressentir très heureusement d'une exonération totale ou partielle du service militaire pour les conscrits mariés. Le métier de soldat offre évidemment infiniment moins de dangers aujourd'hui où les guerres sont si rares, qu'il y a cent ans ou même cinquante ans. Mais, il ne faut pas l'oublier aussi, l'esprit militaire a diminué, le chiffre croissant des insoumis et des déserteurs ne le prouve, hélas ! que trop et, n'est-il pas permis de penser qu'une bonne partie de la jeunesse française se précipiterait

avec ardeur si une planche de salut lui était tendue lui évitant d'éviter même en partie, le passage à la caserne. La *course aux dispenses militaires*, selon l'expression pittoresque de M. Astier, qui s'est produite dès l'application de la loi de 1889 sur le recrutement, et qui a augmenté presque jusqu'à la doubler, la population de l'enseignement supérieur, la jeunesse s'étant trouvée subitement prise d'une passion effrénée pour les hautes études, n'est-elle pas la preuve de ce que nous avançons ? Ce sont là, certainement, des constatations un peu pénibles à faire, mais dont on aurait tort de ne pas tenir compte et de laisser entièrement de côté.

Qui peut affirmer que demain, si une loi dispensait de deux années de service, ou même d'une année seulement, tout conscrit père d'un enfant légitime, la natalité ne ferait pas un bond en avant et qu'au lieu de quelques milliers à peine de jeunes gens mariés et pères de famille, à l'époque d'entrer au régiment, on n'en trouverait pas 20 ou 30.000 ? Ce n'est évidemment là qu'une hypothèse, mais une hypothèse que rien ne permet de supposer inadmissible.

Une telle mesure n'aurait-elle pas en outre l'avantage d'augmenter le nombre des mariages entre jeunes gens qui sont, le plus souvent, comme chacun sait, le gage d'une progéniture saine, robuste et nombreuse ? N'aurait-elle pas aussi l'avantage de

relever le niveau de la moralité publique en enlevant à la vie de débauche un certain nombre de célibataires? Et en les orientant de bonne heure dans la vie conjugale?

Des objections peuvent cependant être élevées contre un projet qui aurait pour but de dispenser de tout ou partie du service militaire les conscrits mariés et ayant un ou deux enfants légitimes. La première critique qui vient à l'esprit est celle de la brèche énorme qu'ouvrirait au flanc du grand principe du service militaire obligatoire et égal pour tous, une réforme dans ce sens. Eh, quoi! ruiner si vite l'édifice si laborieusement dressé, sacrifier déjà le grand principe de l'égalité devant l'impôt du sang, si cher à notre tempérament français! C'est là évidemment un procédé fâcheux. Mais si, en donnant un accroce à ce principe, duquel nous sommes épris tout autant que quiconque, on devait empêcher la France de tomber dans l'abîme dont elle se rapproche chaque jour davantage, faudrait-il hésiter? Faudrait-il, parodiant une phrase célèbre, s'écrier : « Périssent la Patrie, plutôt qu'un principe... »

Au surplus, l'homme qui, à vingt ans, délaissant les faciles plaisirs de cet âge, fonde un foyer, a des enfants, ne rend-il pas un service aussi grand à son pays que celui qui endosse l'uniforme? Le mariage, la paternité, et toutes les charges qui en découlent, n'équivalent ils pas, comme esprit de sacrifice, à

deux années de caserne ? Ne serait-ce pas là une façon de servir son pays, tout aussi utile, tout aussi astreignante que l'autre ? Cette considération, profondément juste, nous semble-t-il, nous permet de repousser les arguments de ceux qui attribuent un caractère répugnant à une réforme de ce genre, prétendant qu'elle tendrait à considérer le mariage comme une sorte de mutilation légale, emportant dispense et se demandent ce qu'il adviendrait de ces unions contractées par des jeunes gens de dix-neuf à vingt ans, non pas, disent-ils, avec la préoccupation noble de fonder une famille, mais dans le but d'éviter le service militaire.

Reste une dernière objection, celle de la diminution des effectifs qui résulterait d'une telle réforme. Notre armée, par suite même de la décroissance continue de la natalité, souffre de ce qu'on appelle « la crise des effectifs » crise qui va s'accroissant d'année en année. Faut-il, d'un cœur léger, élargir cette fissure et diminuer encore le nombre des jeunes hommes qui viennent chaque année se ranger sous les plis du drapeau ? C'est certainement là un remède qui peut être qualifié à première vue d'héroïque. Mais quand il s'agit de l'existence d'une nation, il ne faut pas se borner à considérer le présent, il faut encore envisager l'avenir. Si, en diminuant de 10 ou 20.000 hommes le contingent annuel, on devait retrouver dans vingt ou vingt-cinq ans d'ici, 50.000 ou 100.000 conscrits de

plus, croit-on que le sacrifice n'en vaudrait pas la peine ?

En résumé, l'idée d'utiliser l'obligation du service militaire pour stimuler la natalité ne nous paraît pas devoir être rejetée. A vrai dire, nous repousserions l'idée d'une exonération totale pour les conscrits mariés et pères de famille, quel que soit le nombre de leurs enfants, et il ne saurait d'ailleurs être bien important. Cette mesure pourrait avoir des effets sensibles quant à la natalité, mais, par ailleurs, elle présente de trop sérieux inconvénients : outre qu'elle choque nos sentiments égalitaires, elle aurait le tort de transformer le mariage et la paternité en un moyen peu noble de se soustraire, non seulement aux obligations militaires en temps de paix, mais encore et surtout d'éviter à ceux qui useraient de ce mode de dispense, de courir les risques de la mort sur le champ de bataille, en cas de guerre.

Nous ne sommes pas partisan non plus du système préconisé par M. Pourquery de Boisserin et qui consiste à ne faire accomplir qu'une année de service aux conscrits mariés, mais de les appeler faire la deuxième année si, à un certain âge, ils ne présentent pas un enfant. Cette mesure, qui aurait pour effet de suspendre comme une épée de Damoclès la menace d'une année de service sur la tête de l'homme marié sans enfant, ne nous paraît guère souhaitable. Les ménages inféconds n'ont pas besoin d'être châtiés de la sorte : c'est déjà pour eux une tristesse assez

grande que de voir leur union stérile, sans que la loi aille encore aggraver cette douleur. Au surplus, cette menaçante perspective de se voir obligé de retourner à la caserne si, à vingt-huit ans, on n'a pas d'enfant, causerait une gêne considérable au point de vue économique. Abandonner à cet âge le métier qu'on exerce, quel qu'il soit, pour réendosser l'uniforme n'est guère praticable. A tous les points de vue, il faut, pour faire un bon soldat, être jeune et n'avoir pas dépassé un certain âge. En outre, les époux qui se refusent à avoir même un seul enfant constituent l'infime minorité : ceux qui, au bout d'un certain laps de temps, n'en ont pas, ne doivent, le plus souvent, leur infécondité qu'à des causes d'ordre physiologique contre lesquelles le législateur ne possède pas d'armes. Une réforme dirigée dans le sens que nous avons indiqué ne ferait que frapper ceux que le sort prive de progéniture et les frapper non seulement injustement, mais encore inutilement. Pour être efficace, il faudrait ne faire effectuer la deuxième année de service que si deux enfants vivants au moins n'étaient pas présentés à l'âge fixé par la loi. Mais ce serait là une mesure tellement vexatoire et oppressive, qu'il ne peut guère venir à l'idée de quiconque de soutenir sérieusement une telle proposition.

L'exonération partielle d'une année ou d'une année et demie sur deux, par exemple, pour tout conscrit marié et père, ne prête pas le flanc aux

mêmes critiques et paraît bien plus acceptable. Nous serions ainsi assez partisan du système suivant qui respecte le principe de l'obligation pour tous du service militaire : tout conscrit marié n'accomplirait que dix-huit mois de service ; il en serait de même pour tout soldat se mariant au régiment. Tout conscrit père d'un enfant ou tout soldat ayant un enfant pendant son service, serait renvoyé dans ses foyers au bout d'une année. Enfin, tout conscrit père de deux enfants n'aurait que six mois de service à accomplir. Il est évidemment difficile de pronostiquer quels pourraient être les résultats de ce régime, au point de vue natalité. Mais il est permis de penser qu'ils ne seraient point négligeables. Pourquoi d'ailleurs ne ferait-on pas l'essai pendant deux ou trois années, d'une législation de ce genre ? Quitte à revenir à celle qui est actuellement en vigueur, si les effets n'en étaient pas satisfaisants. Si l'on jette un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire militaire de notre pays, depuis la Révolution, on est forcé de reconnaître que nombreuses ont été les lois sur le recrutement de l'armée. Ne pourrait-on pas encore en ajouter une à la liste déjà si longue, une inspirée, en partie tout au moins, du désir de remédier à la faiblesse de notre natalité et d'assurer par conséquent, pour l'avenir, la puissance de cet organisme indispensable à la sécurité et à la dignité du pays, qu'est une armée nombreuse et disciplinée.

CHAPITRE V

Une fois payé, le tribut qu'on est convenu d'appeler « l'impôt du sang » le jeune français quitte l'état militaire et devient citoyen. A ce titre, et en vertu du principe de la souveraineté nationale, il va s'occuper de la marche des affaires publiques et le moyen par lequel il exprimera son opinion et ses aspirations politiques et sociales sera le bulletin de vote. De même qu'on a cherché à utiliser l'obligation militaire pour stimuler la natalité, de même on a songé à se servir du droit de vote.

En 1878, M. Laroche-Joubert a proposé de déclarer déchus de tous droits, non seulement au point de vue éligibilité, mais encore au point de vue électorat, tous les citoyens français âgés de vingt-six à quarante ans et qui ne seraient pas mariés, sauf les prêtres et les infirmes. C'est évidemment là un procédé par trop rigoureux et qui soulève contre lui les mêmes critiques que celles qui ont été adressées au projet ayant pour but de frapper d'une déchéance quelconque les célibataires. On ne peut évidemment songer sérieusement à assimiler ceux-ci aux indivi-

des frappés de peines par la justice répressive. Il est d'ailleurs fort douteux qu'une réforme de cette nature serait efficace. La perspective de ne pas pouvoir contribuer à choisir un député ou un conseiller municipal pourrait-elle réellement inciter au mariage un célibataire endurci ?

Bien plus susceptibles d'être prises en considération nous paraissent les propositions qui ont pour but d'attribuer aux pères de famille un nombre de voix supplémentaires en raison de leurs nombreux enfants. Les uns proposent simplement d'attribuer au père de plus de trois enfants une voix en plus de la sienne propre. D'autres de proportionner le nombre des voix supplémentaires à celui des enfants mâles, modalité d'ailleurs assez difficile, nous semble-t-il, à justifier, car l'éducation des filles ne coûte pas sensiblement moins chère, n'est pas sensiblement moins pénible que celle des garçons. D'autres, comme le colonel Marchand, dans sa profession de foi pour les élections législatives de 1906, proportionnent simplement le nombre des voix à celui des enfants.

Peu important d'ailleurs ces nuances ; ce qui nous importe plutôt ici, c'est le principe qui inspire cette réforme si contraire, semble-t-il *a priori*, à la règle de l'égalité en matière politique. Elle est évidemment dictée par l'idée, somme toute très soutenable, qu'actuellement le père de nombreux enfants joue dans la

vie sociale un rôle infiniment plus considérable et plus utile que le célibataire. Non seulement il rend à sa patrie le plus signalé des services en contribuant à la perpétuité de la race, mais il produit plus socialement parlant, paie plus d'impôts, etc., que celui qui vit seul. Ne serait-il pas juste, par conséquent, qu'il ait une part plus grande dans la direction des affaires publiques ? N'arriverait-on pas ainsi, en outre, à donner, dans l'État, une importance plus considérable à la partie la plus saine et la plus pondérée de la nation ? Est-il juste que le célibataire, qui ne vit le plus souvent que pour lui, ait autant d'influence, par son vote, que le père de famille au sort duquel est subordonné le sort de 5, 6, quelquefois même 10 autres personnes ? « Ce serait une révolution, écrivait M. Izoulet, commentant le projet du colonel Marchand, dont nous avons dit deux mots un peu plus haut, si demain 40 millions de suffrages entraient en ligne, si la majorité, la puissance étaient déplacées au profit des chefs de famille. Le célibataire qui exploite aujourd'hui un système dont il est injustement le privilégié, serait ramené à sa place très modeste, celle de ses charges. Elles ne peuvent se comparer à celles du mari, du père d'un ou plusieurs enfants. La charge crée le droit et le droit fait supporter plus aisément, fera même désirer la charge... »

M. Izoulet exagère peut-être un peu en prétendant

que le droit « fera désirer la charge ». Sur ce point, nous serons plus réservé. S'il paraît souhaitable de voir, au point de vue de la justice sociale, la réalisation d'une pareille réforme, qui tend à faire passer la famille, la véritable unité, la vraie cellule sociale, avant l'individu, il paraît plus hasardeux d'en attendre une augmentation bien sensible de la natalité. On ne s'imagine guère un célibataire, jusqu'alors irréductible, ou un père de deux enfants en ayant un troisième, aiguillonné par l'appât de pouvoir mettre dans l'urne, un jour d'élection, deux bulletins, alors que son voisin ne pourra en mettre qu'un. Quelle que soit l'ardeur politique de beaucoup de nos concitoyens, il est permis de penser qu'elle ne les entraînerait pas jusqu'au point d'avoir des enfants, simplement pour faire triompher le candidat de leur choix.

Cependant une réforme qui accorderait double voix au père de trois enfants et au-dessus, ou même voix double à l'homme marié et voix triple à celui qui aurait deux ou quatre enfants, ne serait probablement pas mauvaise comme effets. Sans même parler du point de vue équité sociale, une telle mesure nous paraît faire partie de ces multiples modifications ou innovations législatives qui, par leur nombre même, par leur convergence vers le même but, par l'esprit qui les animerait, et les sentiments qu'elles éveilleraient dans le public, pourraient avoir quelque

efficacité. Elles seraient l'indice d'une mentalité nouvelle, de dispositions différentes vis-à-vis des pères de nombreux enfants et, à ce point de vue, elles pourraient peut-être donner une impulsion heureuse et avoir d'assez bons effets.

Toujours dans le domaine du droit administratif, on propose d'user des faveurs gouvernementales qu'on appelle les bourses et les bureaux de tabac pour servir la cause de la repopulation et du relèvement du taux de la natalité. Pourquoi ne pas réserver ces faveurs aux seules familles nombreuses ?

En ce qui concerne plus particulièrement les bourses, nous estimons, quant à nous, que les partisans de cette modification aux usages en vigueur, perdent de vue le véritable mobile qui a guidé le législateur. Les bourses n'ont pas été créées pour favoriser les familles nombreuses, mais pour permettre aux enfants pauvres, mais bien doués, intelligents et laborieux, de poursuivre leurs études et d'arriver un jour à être des hommes utiles au pays, et capables de lui rendre plus tard l'avance que celui-ci leur a faite. Ce serait, à notre avis, fausser le sens de l'institution, que de la transformer en un stimulant de la natalité en la réservant aux enfants des familles nombreuses. Et ce serait, en outre, un stimulant tellement faible qu'il vaut mieux ne pas l'essayer. Il serait beaucoup plus logique et beaucoup plus franc

de déclarer tout simplement que l'État se chargerait de l'éducation et de l'instruction des enfants à partir du troisième ou du quatrième. Ce serait là évidemment une mesure socialiste mais nette et susceptible de produire d'heureux résultats au point de vue de la natalité. Mais, si l'on veut aller aussi loin, pourquoi ne pas adopter le système des primes pécuniaires directes que nous avons exposé plus haut et qui nous paraît bien préférable. Il aurait l'énorme avantage de laisser l'enfant au foyer familial et d'en confier l'éducation à ceux qui sont les plus qualifiés pour s'en occuper, au père et à la mère.

Nous serons encore plus brefs, pour ce qui est des bureaux de tabac. Qu'on tienne compte davantage du nombre des enfants pour leur attribution, rien de plus juste, mais nous croyons que ce facteur est déjà à l'heure actuelle un de ceux qui entrent en ligne de compte dans une très forte proportion. Qu'on augmente encore l'importance de ce facteur, soit ! c'est là une mesure tout à fait souhaitable ; encore ne faudrait-il pas la pousser à l'extrême et ne donner des bureaux de tabac qu'à des personnes chargées de nombreux enfants, car, en dehors de ces cas, il peut se rencontrer des situations très intéressantes. Mais il n'est guère douteux qu'une telle réforme — si le mot n'est pas trop gros — ne saurait avoir qu'une bien minime influence sur le relèvement de la natalité.

CHAPITRE VI

La raison déterminante de notre faible natalité et de sa décroissance continuelle, réside, nous l'avons vu, et peu de personnes osent le nier aujourd'hui, non dans une infériorité physiologique, au point de vue génésique, propre à notre race, mais dans la volonté bien arrêtée d'avoir le moins d'enfants possible. La stérilité en un mot, n'est pas involontaire, il est en effet démontré que la proportion des unions infécondes n'est pas plus forte en France que chez les autres nations d'Europe — la stérilité est chez nous voulue, elle est volontaire. C'est par l'examen des remèdes proposés pour lutter contre les procédés usités, soit pour pratiquer cette stérilité, soit simplement pour l'encourager, que nous terminerons cette étude.

« L'homme, a dit M. le professeur Gide, a découvert que la nature avait voulu le duper en faisant servir l'amour aux intérêts supérieurs de l'espèce, et il s'est efforcé de duper, à son tour la nature, en dissociant ce qu'elle avait uni. Et il y a réussi... non sans dommage pourtant, et pour la procréation qui peut s'en trouver très compromise, et pour l'amour qui y laisse quelques-unes des plumes de ses ailes. »

Telle est exprimée en peu de mots, presque bruta-

lement résumée, la plaie profonde et douloureuse dont souffre notre pays. Dans cette lutte contre les lois de la nature que mènent tant de Français, le législateur doit-il rester spectateur désintéressé ou bien, éclairé enfin par la grandeur et l'imminence du péril, forger des armes nouvelles plus solides et plus efficaces que celles dont il dispose aujourd'hui ?

Personne ne discute plus, à l'heure actuelle, sur la quantité énorme d'enfants qui meurent chaque année avant d'avoir vu le jour. Sans parler des manœuvres anti-conceptionnelles de plus en plus répandues grâce à la détestable propagande des Néo-Malthusiens, c'est par centaines de mille qu'il faut évaluer annuellement le nombre des avortements criminels. « Parmi tous les facteurs qui peuvent déterminer la faible natalité française, nous croyons pouvoir attribuer la première place à l'avortement, a écrit le Dr Pfeiffer. Au sein de toutes les sociétés savantes, à l'Académie de médecine, à la société d'Obstétrique, à la société de Médecine légale, des voix autorisées s'élèvent pour crier le danger sans cesse menaçant (1). » Tous les praticiens sont unanimes sur ce point de la fréquence énorme et croissante des pratiques criminelles : le Dr Malbec estime à 50.000 les avortements criminels annuellement pratiqués à Paris ; à Lyon, le Dr Lacassagne les évalue à 10.000,

1. Dr Pfeiffer, *Essai d'une prophylaxie de l'avortement criminel*.

alors que le chiffre des naissances n'est que de 7 ou 8.000 et pour la France entière, le même médecin parle d'un chiffre annuel de 500.000 avortements... Ne croit-on pas rêver en entendant énoncer de pareils chiffres et en songeant que le nombre des naissances annuelles n'atteint même plus aujourd'hui 800.000 ?

« Non seulement, écrit le Dr Burlureau, la fréquence des pratique abortives grandit chaque jour, sans que la loi humaine puisse leur opposer aucune barrière, mais de plus en plus nous sommes frappés de l'étonnant cynisme avec lequel les femmes, beaucoup de femmes, et de tous les mondes, parlent de ces pratiques comme de la chose la plus naturelle et la plus permise ». Cette mentalité nouvelle, dont les médecins des grandes villes sont unanimes à constater l'existence et les progrès, n'est-elle pas aussi effrayante que les chiffres que nous avons cités plus haut et dont elle constitue d'ailleurs la meilleure explication ?

Le législateur est-il donc désarmé vis-à-vis de ces pratiques criminelles qui épuisent chaque année davantage notre pays ? Non certes. L'article 317 du code pénal punit sévèrement l'avortement et ceux qui l'ont procuré et même la femme qui se l'est procuré à elle-même, à condition toutefois que l'avortement s'en soit suivi.

« Quiconque, par l'aliments, breuvages, médicaments, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avor-

tement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

« La même peine sera prononcée contre la femme qui sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés, à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

« Les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps dans le cas où l'avortement a lieu ».

Remarquons que la loi pénale ne punit pas les pratiques anti-conceptionnelles qui ne sont, somme toute, que l'application des doctrines néo-malthusiennes. Ces manœuvres, qui ont pour objet de stériliser les rapprochements sexuels, sont évidemment très dangereuses au point de vue de la natalité. Sans parler du côté moral de la question, car la morale s'oppose certainement à ces pratiques, que toutes les religions sont au reste d'accord pour condamner, il n'est pas douteux qu'elles ont pour effet d'empêcher la venue au monde d'un grand nombre d'enfants chaque année. Mais, à raison même de leur caractère, de la façon et du moment où elles se pratiquent, le législateur est désarmé contre elles et on ne peut sérieusement songer à le faire agir. Son intervention, outre qu'elle risquerait fort d'être impuissante, cons-

tituerait une atteinte flagrante à la liberté individuelle et serait tellement en opposition avec nos mœurs, qu'il n'y faut même pas songer.

Tout au plus, pourrait-on penser à agir indirectement contre ces pratiques en réprimant plus rigoureusement qu'on ne le fait actuellement, la propagande néo-malthusienne. La jurisprudence, est, sur ce point délicat, assez hésitante. Certains tribunaux ont déjà frappé cette propagande de peines variables, par application de la loi sur la Presse qui punit l'outrage aux bonnes mœurs. Cette interprétation n'est-elle pas un peu forcée, un peu discutable ? Car enfin, il s'agit, en l'espèce, de droit pénal, où l'on doit plutôt interpréter d'une façon restrictive, que d'une façon extensive... Et n'est-ce pas forcer un peu les termes de la loi que de taxer de contraire aux bonnes mœurs toute propagande en vue de prévenir la natalité.

Il y aurait donc lieu, à notre avis, de préciser le délit par un texte formel, si l'on songeait sérieusement à s'engager dans cette voie de la répression pénale de la propagande néo-malthusienne.

Mais c'est là, disent certains, un remède dont l'efficacité, tant au point de vue moralité qu'au point de vue natalité paraît des plus douteuses. Essayer de combattre et de vaincre, surtout à notre époque de libre examen, un idée, une doctrine, par des poursuites pénales, est un espoir chimérique. La persé-

cution, on s'en est aperçu bien souvent, ne fait que surexciter l'ardeur et le prosélytisme de ceux qui en sont l'objet. Dans le domaine des idées, il faut lutter avec des idées et non à coups d'articles du Code. Eriger en délit le fait de répandre les théories néo-malthusiennes ne servirait très probablement qu'à encourager la propagande déjà si active dans la classe ouvrière des ces idées et à les entourer d'une réclame qui n'est certes pas souhaitable.

Cette argumentation ne nous paraît pas absolument convaincante : il ne s'agit pas de poursuivre la propagande des idées néo-malthusiennes, ce qui serait contraire à la liberté d'opinion, mais de frapper toute une réclame, tout un commerce malsains qui s'évalent chaque jour avec plus d'impudence. Et à ce titre, nous ne verrions pas d'inconvénients à ce que soit adopté le texte suivant, voté au sein de la sous-commission nommée par la commission de Dépopulation du Sénat :

« Eriger en délit et déférer à la juridiction correctionnelle, même lorsqu'elles ne constituent point par elles-mêmes le délit d'outrage aux bonnes mœurs, l'exposition, la vente ou la mise en vente, l'offre ou la distribution même non publique et à domicile, la remise sous bande ou sous enveloppe non fermées à la poste ou à tout autre agent de distribution ou de transport, d'écrits, d'imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, images, ou objets ayant

pour destination de décrire ou de vulgariser les pratiques abortives ou de provoquer à en faire usage. »

Si la loi pénale est muette, comme nous venons de le voir en matière de pratiques anti-conceptionnelles, l'avortement au contraire, on le sait, est sévèrement puni par le code (art. 317 C. P.). Et cependant, ainsi que nous l'avons dit, les manœuvres abortives se pratiquent sur une très grande échelle dans notre pays, et leur nombre paraît croître d'année en année. Il semble donc bien qu'en cette matière, la loi soit insuffisante, ou tout au moins inefficace, et qu'une réforme s'impose. « L'article 317, tel qu'il existe, a écrit M. Montier dans sa thèse sur l'avortement, n'est pas aussi efficace qu'on le voudrait. Les acquittements sont trop nombreux. Ils s'élèvent, d'après les statistiques du Ministère de la Justice, à 70 o/o des accusations et quatre-vingt cinq fois sur cent, des circonstances atténuantes sont accordées aux coupables. C'est beaucoup, si l'on songe que la proportion des acquittements dans les affaires d'assassinat n'est que de 20 o/o, et dans les affaires d'infanticide de 36 o/o. Or, c'est un principe généralement admis que l'efficacité de la répression ne se mesure pas à l'exagération de la peine. N'est-on pas alors en droit d'affirmer que la quasi absence de condamnations tient en cette matière à la rigueur de la peine adoptée ? C'est là une opinion qui prend de jour en jour de la consistance.

Les statistiques ne nous disent pas pour quelle classe d'accusés le jury ne montre plus particulièrement clément. Mais notre conviction intime est qu'il acquitte surtout la femme, réservant sa sévérité pour ses complices.

C'est pour la femme surtout que la loi est trop sévère. En ce qui la concerne, la faculté qui est donnée au jury d'accorder des circonstances atténuantes, ne suffit pas à approprier la peine à la gravité de l'acte qu'elle a commis. Nous pensons qu'une année à cinq années de prison, suffiraient grandement et assureraient à la loi pénale son maximum d'effet » (1).

Cette opinion nous paraît parfaitement juste. Par suite du relâchement des mœurs, de l'affaiblissement des caractères, le crime d'avortement paraît trop sévèrement puni et, en présence de ce dilemme ; infliger un châtiment trop rigoureux à son gré, ou absoudre, c'est cette seconde solution qu'adopte le jury. D'où l'énervement de la répression que nous venons de signaler, énervement d'où résulte tout naturellement un encouragement tacite pour ceux qui se livrent à ces pratiques, et par suite une augmentation du nombre de ces mêmes pratiques.

Ce défaut d'une loi qui, voulant trop bien atteindre le but, l'a dépassé, n'a pas échappé à certains et plusieurs projets de réforme ont été proposés pour

1. Montier, *Recherche de la paternité*.

remédier à un état de choses si fâcheux. Nous n'avons pas, bien entendu, l'intention de les passer tous en revue. Signalons cependant, dans leurs grandes lignes, les principales modifications que l'on a songé à apporter à notre législation criminelle, en cette matière de la répression de l'avortement.

Dès 1891, le projet Trouillot propose de modifier la législation actuellement en vigueur, de la façon suivante : d'une part, application à la femme qui se fait avorter d'une peine de un à cinq ans de prison, c'est-à-dire d'une peine correctionnelle et non plus d'une peine criminelle. D'autre part, il englobe les sages-femmes dans le nouvel article qu'il propose et leur applique la même peine qu'aux pharmaciens, médecins, etc., déjà visés par l'article 317. En outre, la simple tentative tombe sous le coup de la loi, alors que dans le Code de 1810, il faut que l'avortement ait eu lieu.

En 1910, M. Barthou, alors garde des Sceaux, a déposé un projet de loi inspiré, on n'en peut douter, par le triste phénomène de la décroissance de la natalité, et ayant pour but, et de modifier l'article 317 du Code pénal, et de réprimer la provocation à l'avortement. « Nous assistons, a-t-il dit, dans l'exposé des motifs, depuis un certain temps, dans le pays, à un redoublement de propagande en faveur de la limitation des naissances. En se réclamant des doctrines de Malthus, un certain nombre de personnes

préconisent les manœuvres abortives. Tous les moyens leur sont bons, du reste, pour accomplir cette œuvre, discours, conférences, brochures, prospectus, annonces, affiches, etc., et il est difficile de ne pas voir dans une campagne de ce genre, l'une des causes de la dépopulation dont la France souffre actuellement. »

Et l'ancien garde des Sceaux propose d'appliquer uniquement des peines correctionnelles en matière d'avortement, de un à cinq ans de prison et de fortes amendes, et en outre de frapper sévèrement ceux qui se livrent à une propagande ayant pour but de provoquer à l'avortement.

Il semble bien, en effet, que c'est dans cette voie de la correctionnalisation que le législateur doit s'engager, s'il veut faire quelque chose en cette matière, et il en est grand temps. Puisque, comme nous l'avons vu, le jury fait preuve pour les avortements qui lui sont déférés, d'une regrettable mansuétude, qui ne peut qu'encourager la propagation de ces funestes manœuvres, il n'y a plus qu'à les soustraire à sa juridiction. Devant les tribunaux correctionnels, les acquittements seront infiniment plus rares et la marge de une année à cinq années d'emprisonnement laissée aux juges est assez large pour que la répression soit suffisamment sévère et efficace. Malheureusement, il ne semble pas que le projet Barthou, qui a été renvoyé à la commission de la Réforme judiciaire et de la Législation civile et

criminelle, doit venir très prochainement en discussion. Notons aussi que la commission du Sénat, nommée pour examiner la proposition du Dr Lannelongue, s'est également ralliée à des conclusions analogues.

Un certain nombre de mesures accessoires pourrait, semble-t-il, être prises également et avoir un effet heureux au point de vue de la répression de l'avortement. Dans le Code de 1810, comme dans le projet Barthou, et contrairement au principe de droit pénal qui assimile la tentative au crime lui-même quand celle-ci n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, la tentative d'avortement n'a pas été retenue comme tombant sous le coup de la loi. La raison en est que la tentative d'avortement était chose difficile à prouver en 1810 et que, comme le disait Berlier à une des séances des travaux préparatoires du Code pénal : « Si le législateur doit désirer que les mœurs s'épurent, il doit craindre aussi de donner ouverture à des procédures indiscrètes qui amèneraient souvent pour tout résultat beaucoup de scandale. » Mais d'autres législations, comme les lois belge et autrichienne, punissent la tentative d'avortement. L'article 145 du Code pénal autrichien est ainsi conçu : « L'avortement a-t-il été tenté, mais sans résultat, la peine sera de six mois à un an d'emprisonnement. » Et l'article 147 : « Est coupable

du même crime, celui qui a provoqué ou tenté de provoquer l'avortement. » Punir la tentative même, écrit le D^r Pfeiffer, à qui nous empruntons ces quelques lignes, maintenant que la symptomatologie propre de l'avortement criminel commence à se dessiner serait un bon mode de répression et qui n'offrirait plus les inconvénients qu'il pouvait présenter en 1809.

Une autre modification à l'article 317, qui s'impose, est celle d'ajouter aux personnes visées par le paragraphe 3, les sages-femmes et les herboristes qui n'y sont pas expressément cités. Il est très juste que des peines plus sévères soient infligées aux personnes appelées à soigner les femmes enceintes, mais encore faut-il que la répression atteigne celles qui sont, c'est un fait reconnu, les artisans les plus sérieux de l'avortement, c'est-à-dire les matrones.

La façon dont les sages-femmes sont recrutées et exercent leur profession comme aussi le mode de recrutement et l'exercice de la profession des herboristes devraient être réglementés à nouveau et minutieusement surveillés. Mais ce sont là des points spéciaux sur lesquels on comprendra que nous n'ayons pas à insister. Une réglementation qui s'impose également et dans le détail de laquelle nous ne saurions non plus entrer, est celle de l'ouverture et de la tenue des maisons d'accouchement qui sont trop souvent de louches officines et qui devraient être soumises

d'une façon étroite à la surveillance administrative.

Toutes ces mesures pourraient, à des degrés divers, avoir une répercussion heureuse sur la pratique des manœuvres abortives et leur déplorable fréquence. Et puisque la voix de la conscience ne suffit pas à les empêcher, peut-être du moins, la crainte des gendarmes et des tribunaux aurait-elle pour effet, grâce à des dispositions plus souples et plus compréhensives, de réduire, dans une notable proportion, le nombre des avortements ?

Essayer d'évaluer le nombre des petits êtres qui pourraient être ainsi sauvés chaque année est évidemment une entreprise chimérique. Cependant, si en se basant sur les estimations du D^r Lacassagne évaluant à 500.000 le nombre des avortements par année, on pouvait par ces mesures espérer diminuer d'un quart seulement l'intensité du fléau et amener ainsi la naissance supplémentaire de 125.000 enfants, faudrait-il hésiter à édicter les mesures en question qui, au surplus, auraient encore l'avantage de n'amener aucun bouleversement dans l'ordre social actuel ?

CONCLUSIONS

Nous sommes arrivé au terme de ce rapide voyage à travers les principaux moyens d'ordre législatif proposés pour remédier à la décroissance de la natalité française; il convient maintenant d'essayer de dégager une conclusion de cet examen et de se demander si le salut doit être attendu pour notre pays, uniquement de l'action du législateur.

Les divers remèdes que nous avons passés en revue peuvent se ranger en plusieurs catégories. Aux uns, telles les modifications au régime successoral, à la réglementation du divorce ou du mariage, nous croyons qu'il faut dénier une efficacité quelconque pour remédier à la crise dont souffre le pays. A d'autres, aux plus nombreux, abrogation de la prohibition de la recherche de la paternité, dégrèvements fiscaux, modifications à la loi militaire, vote plural même, pour les pères de nombreux enfants, etc., nous reconnaissons une certaine efficacité : pris individuellement, ils seraient insuffisants, mais réunis, ils auraient très probablement d'heureux effets. Enfin, il en est d'autres qui s'attaquent plus directe-

ment au mal et dont l'énoncé seul provoque encore la répulsion. Tel celui des primes à la natalité, qui nous paraissent véritablement capables de remédier à la situation actuelle. Ils effraient encore aujourd'hui, mais rien ne dit que demain, si le mal ne diminue pas d'intensité, on ne songera pas à avoir recours à eux.

On voit donc que ce n'est pas sur une note de découragement et de pessimisme que nous terminons cette étude. Ce n'est pas sur un sentiment de doute et de défiance à l'égard du législateur. Nous ne sommes pas, en effet, de ceux qui, répétant à l'envi le fameux vers du poète latin : *Quid leges sine moribus?* affirment que la loi positive est impuissante à modifier les mœurs. Ceux-là même qui se montrent les plus sceptiques en ce qui concerne l'action possible d'une loi bonne en elle-même sur les mœurs, sont très portés à admettre qu'une loi mauvaise peut ne pas être sans influence sur elles. Pourquoi dès lors nier que l'action indiscutable des mœurs sur la législation trouve sa contre-partie dans une réaction de celles-ci sur celle-là ?

Le législateur a donc un rôle, estimons-nous, et un rôle important à jouer pour essayer de guérir la crise dont souffre notre pays. Ce rôle, s'il n'est peut-être pas capital, n'en est pas moins important. Dans un péril national, comme celui qui nous menace, toutes les forces vives de la nation doivent lutter et

le Parlement, qui est l'élite, doit donner l'exemple. Si à lui seul il n'est pas assez puissant pour vaincre, il doit néanmoins donner le branle au mouvement de réaction qui doit se manifester de toute nécessité ; il doit créer cette atmosphère de sympathie pour les familles nombreuses, pour les pères de beaucoup d'enfants, cette atmosphère qui fait défaut aujourd'hui. Il doit, par des actes, prouver qu'il ne se désintéresse pas de la question de la dépopulation et sans aller peut-être, à l'heure actuelle, jusqu'à des moyens aussi radicaux que celui des primes à la natalité, il doit agir et agir promptement.

Certes, nous venons de le dire, son action serait insuffisante, surtout si elle n'était pas suivie. Mais il est à prévoir, si par des réformes bien conçues, sagement mûries, il essayait enfin de faire quelque chose, que l'élan n'aurait pas été donné en vain. Et dans cette campagne qu'il doit entreprendre dès demain, il doit être aidé et il le sera, par tous ceux qui aiment leur pays. Tous ceux qui ont de l'influence, tous ceux qu'on écoute ou à qui l'on obéit, tous ceux dont l'opinion fait autorité, qu'ils soient professeurs ou écrivains, officiers ou journalistes, penseurs ou philosophes, prêtres ou médecins, doivent se mettre à l'œuvre pour créer une mentalité nouvelle. Ce qu'il faut, c'est fortifier le ressort moral, l'énergie individuelle, car la crise dont nous souffrons provient d'un affaiblissement de cette énergie.

C'est encore combattre la conception mesquine, étroite, que beaucoup semblent se faire de l'existence, c'est exalter le sentiment familial, tout en l'empêchant de dégénérer en tendresse aveugle, c'est répandre l'idée vraie dans son essence que les familles nombreuses ont autant de chances, sinon davantage que les autres, de grandir et de s'enrichir, c'est montrer le côté honteux des calculs qui fondent aujourd'hui tant de ménages et faussent les instincts les plus impérieux de l'humanité. C'est encourager ceux qui obéissent aux lois de la nature et vivent non pour eux-mêmes mais pour les leurs.

C'est, en somme, une grande œuvre de régénération morale et sociale qu'il faut entreprendre à mener à bien, mais, de cette œuvre, le législateur ne doit pas se désintéresser, bien au contraire.

C'est de lui, surtout dans un régime démocratique comme le nôtre, que doit partir l'impulsion, c'est lui qui devra guider et encourager ce grand mouvement par des mesures progressives, sans heurt, sans secousses, mais aussi sans faiblesse et sans pusillanimité. Le péril est grand, bien peu aujourd'hui le nient, mais nous croyons qu'il y a encore heureusement, dans notre race, assez de vitalité, assez d'énergie et de patriotisme pour réagir et remonter la pente fatale sur laquelle nous glissons. Il faut donc que tous les esprits généreux — et ils sont légion en France — partent pour cette nouvelle

Croisade, aidés et soutenus par le législateur enfin descendu de la tour d'ivoire où il était toujours resté enfermé jusqu'à présent pour tout ce qui touche aux mouvements de la population.

Vu : le Président de thèse,
GIDE

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- LE PLAY. — Organisation de la famille.
COULON. — Liberté de tester.
LEVASSEUR. — La Population française.
GONNARD. — La Dépopulation en France
GUÉRY. — Diminution de la population agricole.
ALBERT. — Liberté de tester.
RAISIN. — La Dépopulation (thèse).
JUNG. — Famille et dépopulation.
PIOT. — La Dépopulation.
DUPERRIEU. — La Dépopulation en France (thèse).
CLÉMENT. — Dépopulation.
BERTILLON. — Le Problème de la dépopulation.
VAN DER SMISSEN. — La Population.
FRARY. — Péril national.
DEBURY. — Un pays de célibataires.
MONTIER. — Recherche de la paternité (thèse).
SICARD DE PLAULOLES. — Éducation des sexes et population.
TURQUAN. — Population et dépopulation.
LAGNEAU. — Mesures propres à relever la natalité.
DEHERME. — Croître ou disparaître.
GIDE. — Les Conséquences économiques de la décroissance de la natalité.
MALBEC. — La Question de la dépopulation.
MÉLINE. — Le Retour à la terre.
DUMONT. — Natalité et démocratie.
PFEIFFER (Ch.). — Essai sur la prophylaxie de l'avortement criminel.
BERTILLON. — Revue internationale de sociologie, 1893.

- PINARD. — Réforme sociale, 1886.
CHEYSSON. — Réforme sociale, 1889.
GLASSON. — Réforme sociale, 1891.
CHEYSSON. — Réforme sociale, 1896.
CILLEULS (Des). — Réforme sociale, 1899.
LEGRAND. — Réforme sociale, 1900.
CLÉMENT. — Réforme sociale, 1902.
MAZEL. — Réforme sociale, 1902.
CHEYSSON. — Revue politique et parlementaire, 1896.
LEVASSEUR. — Revue politique et parlementaire, 1897.
DONCET. — Revue politique et parlementaire, 1901.
LAFARGUE. — Revue politique et parlementaire, 1901.
CLÉMENTEL. — Revue politique et parlementaire, 1911.
VILLEY. — Journal des Économistes, 1890.
BANGAS. — Revue cath. des institutions et du droit, 1895.
DESCAMPS. — Revue socialiste, 1896.
LEROY-BEAULIEU. — Économiste français, 1897.
— Économiste français, 1901.
AURIAC (D'). — Revue générale d'administration, 1908.
LYON-CAEN. — Revue hebdomadaire, 1909.
FOVILLE (DE). — Revue hebdomadaire, 1909.
BURLUREAUX. — Revue hebdomadaire, 1909.
LEROY-BEAULIEU. — Revue des Deux-Mondes, 1897.
BARTH. — Revue des Sciences politiques, 1911.
GONNARD. — Revue d'Économie politique, 1902.
— Libres entretiens (sur la dépopulation), 1910.
— Libres entretiens (sur la dépopulation), 1911.
— Annales du Commerce extérieur, 1911.
— Le Parlement et l'Opinion, 1911.
— Journal officiel.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Le Problème de la dépopulation en France. — Y a-t-il réellement dépopulation. — Le Mouvement des naissances au cours des cent dernières années. — La Natalité, la mortalité, la nuptialité en France et à l'étranger. — Conséquences de la décroissance de la natalité. — Diminution de la population, conséquences politiques, militaires, économiques. — Causes du mal.	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Le Régime successoral actuel. — Les Critiques qu'on lui adresse sont-elles justifiées. — Liberté testamentaire absolue, droit d'aînesse, extension de la quotité disponible, suppression des articles 826 et 832, système Toutée. — Bien de famille insaisissable et dot terrianiste.	35
CHAPITRE II. — La Recherche de la paternité naturelle. — L'Introduction dans notre législation de l'autorisation de cette recherche peut-elle avoir de bons effets au point de vue de la natalité.	75
CHAPITRE III. — Faut-il faciliter encore le mariage ? — Nuptialité et natalité. — Influence du divorce..	80

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Le Système fiscal actuel. — Est-il favorable aux familles nombreuses. — Propositions de réformes en matière d'impôts directs. — Faut-il et comment dégrever les familles nombreuses ? — Impôt sur les célibataires et les familles peu nombreuses. — Qu'a-t-on fait jusqu'à présent dans cette voie ? — Le projet d'impôt sur le revenu en France et l'impôt sur le revenu allemand. — Les Droits de succession. — Réformes proposées.....	87
CHAPITRE II. — L'Idée des primes à la natalité. — Les Objections. — Sont-elles décisives ? — Exposé d'un système. — Pensions aux pères de nombreux enfants	112
CHAPITRE III. — Faut-il imposer aux fonctionnaires et aux aspirants fonctionnaires certaines conditions quant à l'état et au nombre d'enfants ? — Faut-il favoriser, au point de vue de l'avancement, ceux qui ont de lourdes charges de famille. — Objections. — Les Allocations supplémentaires.....	141
CHAPITRE IV. — L'Obligation du service militaire peut-elle être utilisée pour augmenter le nombre des naissances.....	151
CHAPITRE V. — Le Droit de vote. — Son utilisation éventuelle pour le relèvement du taux de la natalité. — Bourses et bureaux de tabac.....	164
CHAPITRE VI. — La Propagande néo-malthusienne. — Manœuvres anticonceptionnelles et manœuvres abortives. — Leurs dangers au point de vue de la natalité. — Comment les combattre ?.....	170
CONCLUSION	183

Imprimerie Jouve et C^{ie}, 15, rue Racine, Paris. — 1455-12.
